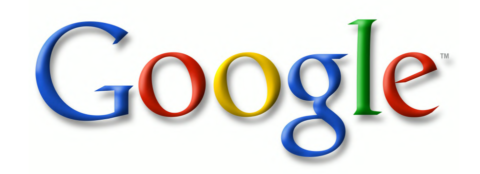
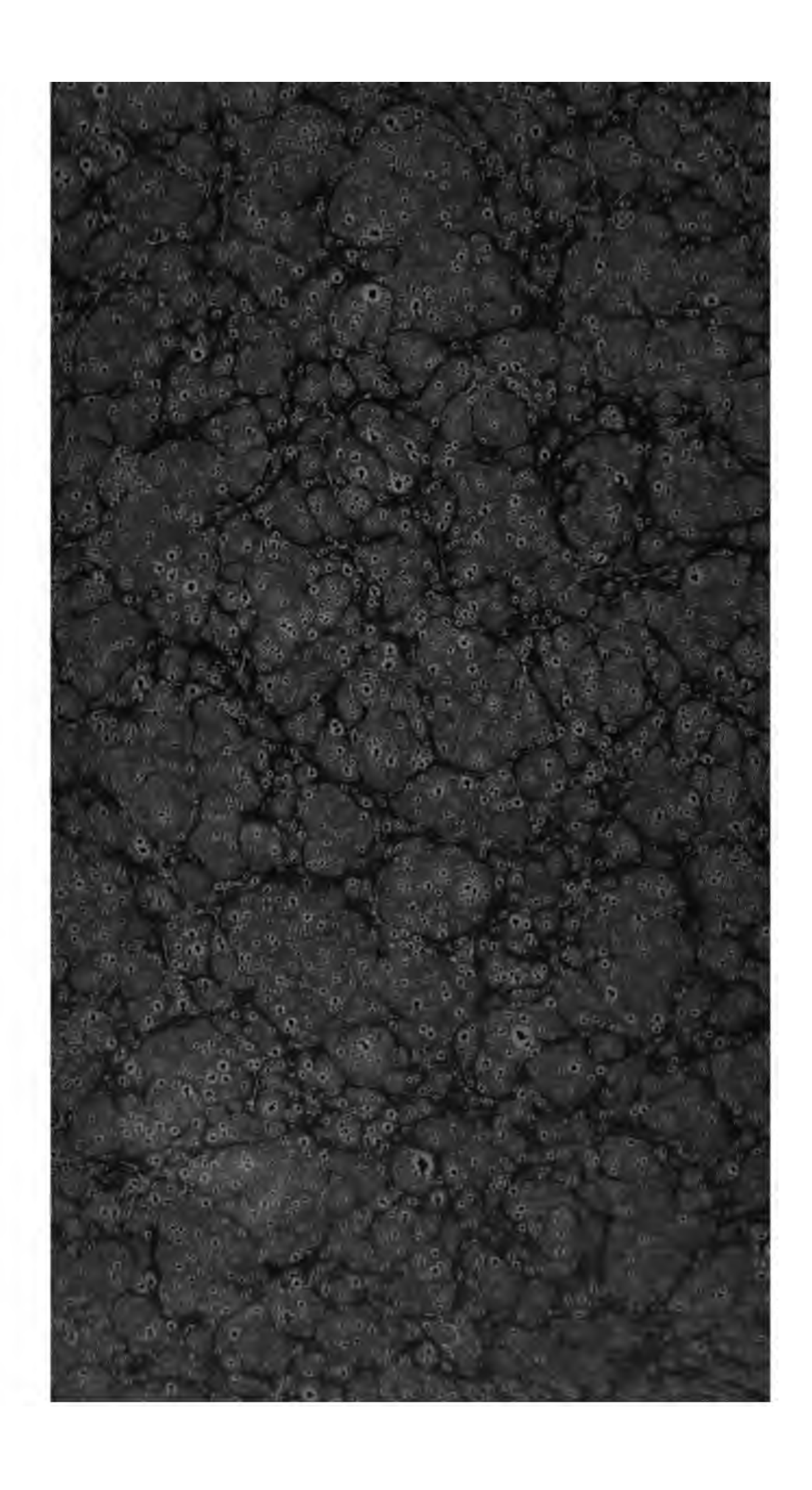








# HISTOIRE

DE LA

# COMMUNE DE MARSEILLE.

# HISTOIRE

## ANALYTIQUE ET CHRONOLOGIQUE

# DES ACTES ET DES DÉLIBÉRATIONS

## DU CORPS ET DU CONSEIL DE LA MUNICIPALITÉ

## DE MARSEILLE,

**DEPUIS LE X^me SIÈCLE JUSQU'A NOS JOURS,**

PAR

**LOUIS MÉRY,**
Ancien Archiviste de la Ville, Inspecteur des Monumens Historiques des départemens
des Bouches-du-Rhône et du Gard,

ET

**F. GUINDON,**
Attaché aux Archives,

Membres de l'Académie de Marseille, de la Société de Statistique de cette Ville, Correspondants
de la Société des Belles-Lettres, Sciences et Arts du département du Var, séant à Toulon, etc.

**Tome deuxième.**



**MARSEILLE.**
TYPOGRAPHIE DES HOIRS FEISSAT AINÉ ET DEMONCHY,
rue Canebière, n° 19.

1843.

1
34
3
2

Continuation de la deuxième Partie et de la septième Époque.



# LES COMTES DE PROVENCE.

De 926 à 1486, espace de 560 ans.

## § III.

### Ire MAISON D'ANJOU.

De 1245 à 1387, espace de 142 ans.

On se méprendrait étrangement, si l'on se figurait qu'à l'époque où nos récits sont parvenus, les peuples voyaient avec indifférence ou résignation ces changements de dynasties que des mariages, des guerres ou des dispositions testamentaires amenaient. La maison de Barcelonne était devenue populaire en Provence, soit par l'effet du temps, soit aussi par quelques actions d'éclat, par un certain lustre littéraire, qui avaient signalé les derniers princes de cette noble famille. Les Provençaux

nourrissaient de défavorables préventions contre la France, dont les empiétements successifs dévoilaient, chez les rois capétiens, un plan bien conçu d'absorption graduelle des grands fiefs et surtout de ces états qui, placés aux extrémités du royaume, avaient une existence politique à part. La main de Béatrix, héritière de Raymond-Bérenger, qui venait d'être enseveli dans l'église de Saint-Jean d'Aix, était convoitée par plusieurs prétendants, tels que le comte de Toulouse, qui comprenait toute l'importance de l'union du Languedoc et de la Provence; le neveu de l'empereur Frédéric II, et le fils du roi Jacques d'Aragon, qui ne pouvait se décider à voir sortir de sa maison cet ancien domaine. Les vœux des Provençaux se tournaient du côté du comte de Toulouse et surtout du prince héréditaire d'Aragon; mais la France, soutenue par le pape et les évêques, aidée par l'argent qu'elle répandait, et l'influence d'un grand homme, de Romée de Villeneuve, baron de Vence, devait l'emporter. Charles, comte d'Anjou, frère de Louis IX, parut aux frontières avec son armée, et l'année 1245 vit, en finissant, son mariage avec Béatrix et son installation sur le siége comtal.

Charles trouvait des communes mécontentes, dont quelques-unes, fières de leurs droits, étaient résolues d'en défendre le maintien par leurs armes. Il y eut d'abord une lutte de jurisconsultes; on préluda à des actes d'une nature plus belliqueuse par des arguments de droit. « Des troupes d'avocats,

dit Boniface de Castellane, infestèrent le pays, et, sans égard pour les droits des parties, allaient disant que toutes choses appartenaient au comte. » Arles soutenait énergiquement ses priviléges ; cette ville conclut avec Avignon, Marseille et le seigneur Barral des Baux, un traité d'alliance offensive et défensive. Charles d'Anjou ne s'émut guère de ces symptômes de résistance républicaine, et se promit de soumettre les communes récalcitrantes, à son retour de la croisade où il accompagna ses frères Louis IX, le comte d'Artois et sa belle-sœur la reine Marguerite.

Au retour de la croisade, Charles songea sérieusement à punir les villes où l'esprit d'une révolte légitime, entretenu par des souvenirs qui dataient des municipalités romaines, se maintenait de manière à inspirer au prince des craintes pour la conservation de son autorité. Arles dut défendre la première ses chères libertés ; mais sa résistance ne fut pas longue, et sa soumission décida celle d'Avignon. Arles signa sa capitulation le 29 avril 1251, et Avignon la sienne le 7 mai suivant.

Marseille eut son tour. La lutte entre cette ville et le comte dura huit mois. Charles vint mettre le siége devant la ville inférieure, qui subit le sort d'Arles et d'Avignon. Marseille fut mieux partagée que les villes d'Arles et d'Avignon, dans la capitulation; elle ne perdit pas toutes ses immunités, et il fut convenu que le nom du comte serait associé à celui de la commune dans les proclamations ; ce qui

fut cause que l'exercice du pouvoir municipal se trouva déféré à un bailli ou à un juge comtal.

On décida que Marseille serait sous le domaine du comte de Provence aux conditions suivantes :

Le comte nommerait, chaque année, un bailli (*baille*), qui jurerait, en entrant en charge, devant le conseil et les cent chefs de métier réunis, de protéger et de défendre les Marseillais ; cet officier devait opérer la rentrée du revenu du prince.

Le comte établirait aussi un juge annuel, soumis au même serment par le bailli et investi du droit de cassation, en cas d'appel, des causes civiles.

Les Marseillais conféreraient à qui ils voudraient la charge de consul, de recteur, de viguier et de baille; le bailli et le juge du comte n'auraient pas à s'immiscer dans les affaires de la ville, confiées seulement aux officiers de la communauté, aptes à créer des notaires et des châtelains.

Les autres conditions avaient pour but de décider que les proclamations se feraient, comme nous l'avons déjà dit, au nom du comte et de l'université magistrale ; que le comte et ses successeurs jureraient le maintien des franchises de la ville inférieure; que la monnaie marseillaise aurait cours ; que les sujets du comte et les étrangers qui se rendraient coupables, dans l'enceinte de la ville, d'un délit ou d'un crime, seraient justiciables de la justice marseillaise ; que les juges et consuls connaîtraient, *mere et mixte*, des causes civiles et criminelles ; qu'on ne pourrait appeler de leur sentence

que devant le juge des appellations de Marseille; que le comte ne pourrait imposer aucun subside sur les habitants de Marseille et les étrangers reçus dans cette ville; que ni lui ni ses successeurs n'y pourraient faire bâtir une citadelle, encore moins démolir les murs et combler les fossés de la cité; et que cette convention serait confirmée par le pape.

Ce traité fut passé en présence de l'archevêque d'Embrun, de Benoît, évêque de Marseille, de Boniface, évêque de Digne, de l'évêque de Fréjus, du podestat de Marseille, du seigneur de Soliers, de Barral des Baux, du prévôt de Grasse, de Rostan d'Agout, d'Albert de Tarascon, de Pons et de Bertrand d'Allamanon, de Boniface de Galbert, de Guillaume de Pichiniaco, de Guillaume Desparron, de Pierre Vétuli, d'André de Port, juges de la communauté, de Jean Vivaux, de Philippe Ancelme, de Guillaume Dieudé, de Roolin Drapier, de Raymond Candole, d'Hugues Ricau, d'Hugues Rostan et de plusieurs autres.

Charles avait consenti, en attendant mieux, à de tels avantages pour les Marseillais; sa libéralité manquait de franchise, et il était présumable qu'à mesure que son pouvoir se fortifierait, il songerait à réduire des priviléges que l'orgueil de sa race et les vues ambitieuses de sa maison ne pouvaient guère approuver. Il attendit un prétexte pour se brouiller avec Marseille, qui se croyait pour long-temps en possession d'un régime où le vainqueur s'était fait une part si modeste. Ce prétexte déri–

soire fut consigné dans une espèce de manifeste où le comte reprochait aux Marseillais d'avoir reçu des hommes d'armes, en violation des conventions.

La marche que nous suivons dans l'ordre des matières dont notre ouvrage se compose, nous force d'interrompre notre récit historique au moment qui vit les libertés municipales de notre ville menacées par une nouvelle attaque de Charles d'Anjou ; avant de raconter d'autres événements, nous avons à mettre sous les yeux de nos lecteurs les fameux statuts de Marseille, où respire, dans toute sa vérité, cette vertu municipale qui avait amené la chute des vicomtes et une résistance sérieuse aux empiétements de la maison d'Anjou. Un rapide aperçu sur l'administration intérieure de notre ville, telle qu'elle fut comprise aux diverses époques de notre histoire antérieures à la domination régulièrement établie des princes de la maison d'Anjou, nous a paru devoir précéder la fidèle reproduction des *Statuts Marseillais*.

---

Il est peu de ville en France qui aient éprouvé autant de variations dans la forme de leur administration intérieure, que la ville de Marseille. Ce fait s'est clairement manifesté à mesure que nous avancions dans les sentiers de notre histoire locale. Suivre ces variations en même temps qu'elles se produisaient, raconter les événements qui les ont amenées, telle est la longue et difficile tâche que nous avons dû entreprendre, et l'on nous permettra de croire que quelque prix sera attaché à l'œuvre patiente d'une exploration faite dans le but d'introduire un peu de clarté dans le chaos qu'il a fallu débrouiller à l'aide d'événements souvent mal présentés, et d'appréciations rarement inspirées par un sage esprit de critique.

Nous avons dit dans le premier volume (1) que Marseille, cité Phocéenne, passa par l'oligarchie avant d'arriver à une démocratie asez mitigée; qu'administrée, d'abord, par les descendans des premiers colons, au nombre desquels figuraient les *Protiades* (2), elle fit ensuite participer à l'exercice du pouvoir un grand nombre de citoyens

(1) Page 34 et suiv.

(2) Ainsi nommés de Protis, chef de leur race.

qu'ils nommèrent *Timouques* ou *Timouchos* (1); ces administrateurs, au nombre de six cents, conservaient le gouvernement de la cité pendant leur vie(2). Nous avons fait connaître les conditions qu'il fallait réunir pour être admis aux élections des *Timouques*, et nous avons ajouté que sur ces six cents citoyens formant le grand conseil de la cité, on en choisissait quinze auxquels, dans le but d'imprmer plus d'unité et de promptitude à l'administration, la direction des affaires étaient confiée. Le Conseil des quinze se reposait lui-même, pour les soins journaliers, sur trois d'entr'eux en qui résidait une autorité semblable à celle des consuls de Rome (3).

A ce sujet nous avons rappelé que la masse plébéïenne se divisait en tribus; qu'à l'exemple des Ioniens, il était placé dans Marseille, sur les places publiques, des tables sur lesquelles les lois de l'état étaient gravées; que ces lois infligeaient deux peines : l'infâmie et la mort (4); que la vente du poison était interdite, le suicide défendu, mais que celui à qui la vie était à charge, obtenait pourtant la faveur de boire une liqueur vénéneuse (5) gardée soigneusement, lorsqu'il avait

(1) Τιμάοχος, c'est-à-dire, *possédant les honneurs.*
(2) Strab. l. 4, c. 1.
(3) Idem.
(4) Strabon, liv. 4, c. 1.
(5) La Ciguë.

convaincu *les six cents* de la justice des motifs qui le décidaient à se donner la mort.

Nous avons encore dit que deux bières, dont une pour les hommes morts en liberté et l'autre pour les esclaves, étaient constamment placées aux portes de la ville (1) ; que l'on n'y pleurait point aux funérailles, terminées, au contraire, par un festin ; que nulle personne n'était admise, en armes, dans la ville ; que les jours de fête on s'y livrait à la joie ; que le maître pouvait revenir trois fois sur l'affranchissement accordé à son esclave ; que les mimes, les musiciens et les mendiants étaient bannis de son enceinte (2) ; que cent écus d'or y formaient la dot la plus riche ; que cinq écus de la même monnaie y étaient le prix de la plus somptueuse parure d'une femme ; que le vin était défendu aux femmes (3) ; que Diane l'Éphésienne, qu'Apollon Delphinien et Minerve étaient les trois grandes divinités honorées par les Marseillais ; nous avons mentionné, à cette occasion, la coutume barbare qu'avaient nos pères de précipiter dans la mer, toutes les fois qu'il s'agissait d'écarter un fléau de la ville, un pauvre que l'on avait délicatement nourri pendant un an. (4)

(1) Athenée, liv. 7.

Ces bières étaient appelées *Libytines* du nom de Libytine, divinité qui présidait aux funérailles.

(2) *Massilia severitatis custos acerrima est, nullum aditum in scœnam mimis dando.* Val. Max. l. 2, cap. 7.

(3) Bodin, liv. 1.

(4) Lucan. lib. 3. Thevet, lib. 4, c. 9.

En esquissant rapidement la physionomie payenne de la colonie Phocéenne, nous dîmes, enfin, que Marseille se fit une telle renommée dans les premiers siècles de son existence, que la tempérance, l'affabilité et la gravité de ses habitants furent exaltées partout, et que ce proverbe : *mœurs de Marseille, mores Massilienses*, signifia l'idéal de la probité.

Persuadés qu'on nous saurait gré de faire précéder le plus important document de la législation communale de notre ville, d'un aperçu rapide et complet sur les diverses manières dont l'administration intérieure avait été exercée dans Marseille, nous avons dû, pour suivre la marche logique du récit, rassembler les faits qui se groupent autour de l'existence communale de notre cité, depuis l'établissement Phocéen sur le rivage Gaulois jusqu'à l'époque à laquelle remontent nos statuts. Le lecteur pourra ainsi, d'un coup d'œil, saisir, depuis la première forme que d'après les historiens, les fugitifs de l'Ionie donnèrent au gouvernement Massaliote, jusqu'à celle dont la date se lit dans les monuments du 13$^{me}$ siècle, l'administration sous laquelle notre ville naquit et traversa l'antiquité et les premiers temps du moyen-âge. Aujourd'hui, cet essai sur la municipalité marseillaise s'arrêtera au moment qui vit les statuts municipaux devenir notre code communal; plus tard, nous le reprendrons, à mesure que les documents dont se compose notre ou-

vrage, indiqueront les modifications et les transformations que la commune Marseillaise a subies.

Parmi les coutumes et le rit du culte massaliote, il faut distinguer ce qui a un rapport direct avec la législation; nous dirons donc que la polygamie fut si sévèrement interdite à Marseille, qu'on n'eût jamais à la punir, et que le divorce introduit à Rome environ 500 ans après l'époque de sa fondation, y fut toujours inconnu.

Le luxe de la table était proscrit à Marseille : des inspecteurs appelés *Gyneconomes* étaient chargés de s'assurer si le nombre des conviés et la dépense du festin ne dépassaient pas les chiffres fixés par le réglement (1). Il paraîtrait que les dispositions de ce réglement furent perdues de vue et que les repas, principalement celui que les familles avaient la coutume de faire la veille du jour d'un mariage, devinrent si dispendieux du onzième au treizième siècle, à cause du nombre des convives et peut-être, aussi, à cause des scènes de désordre que la fréquence des libations devait entraîner, que l'autorité crut devoir intervenir et fixer à trente le chiffre des invités (2).

Il est impossible de déterminer l'époque précise de la première compilation des lois qui formaient le droit commun de Marseille; tout ce que nous pouvons affirmer, après avoir lu attentivement

(1) Ælian. *de var. hist.* lib. 2, c. 38.

(2) *Hist. de Mars*, par Ruffi, 2e édition, t. 2, liv. XIV, c. V, § II, pag. 391.

tous les auteurs qui ont écrit sur notre ville, c'est que les ordonnances qui composaient le droit commun étaient la base du gouvernement de la cité, et qu'elles avaient été sanctionnées par le peuple.

Ruffi prétend que la rédaction ou la compilation de ces lois aurait été faite par des jurisconsultes célèbres, entr'autres par Ménécrates, Carmoleus et Zénothème père et fils (1).

Démosthènes, suivant Simon Chardins, fit l'éloge des *Lois Nautiques de Marseille*.

Un fragment d'inscription trouvée dans les caves de Saint-Sauveur et dont voici la copie :

Colle Apoll. Flamin
.......... atre .................. orum
et de
Dendroph ——————————— Massil.
Jus statue impendium
redderet dedicationis XII
sportularum corporitatis dedit.

prouve qu'il existait à Marseille un collége de charpentiers appelés dendrophores (2).

(1) *Hist. de Marseille*, par Ruffi, 2e édit., t. 1, liv. I, c. III, § VI, p. 14.

Il est probable que Ruffi n'ayant trouvé que les noms de ces Marseillais, cités par les historiens qui ont raconté les premiers événements de notre Histoire, a jugé à propos de les transformer en législateurs. Marseille adopta d'abord, comme de raison, les lois ioniennes; son origine le voulait ainsi.

(2) Ut suprà, 2e part.. liv. XIII, c. III, § V, p. 318.

Parmi les réglements que César imposa à Marseille tout en lui conservant son *autonomie*, c'est-à-dire le droit de se gouverner elle-même, il s'en trouvait un sur *l'usure*, par lequel les possesseurs de créances reconnues et hypothéquées pendant la guerre étaient obligés de ne pouvoir rien exiger au-dessus de la valeur fixée aux propriétés par l'ancienne estimation des héritages. Ce réglement, jugé très-sage, ne tarda pas d'être observé à Rome (1).

La conduite généreuse de César envers Marseille n'obtint pas tous les suffrages : la 8e Philippique de Cicéron atteste que le célèbre orateur romain eut à défendre notre ville contre Furius Calenus qui demandait avec instance l'anéantissement de ses libertés. Cicéron, que nous avons vu vanter le gouvernement des Marseillais (2), s'écria à cette occasion : *neminem illi civitati inimicum esse arbitror qui amicus sit huic civitati* (3).

Toutes les institutions de Marseille furent donc respectées par les Romains, et malgré les assertions de Papon (4) tendant à faire penser qu'il n'existe aucun fait qui permette de supposer que Marseille ait été privée de son indépendance à

(1) Echard, *Abrégé de l'Hist. Rom.*, tom. 3, liv. 3.

(2) Voy. le 1er vol., pag. 36.

(3) Il n'est pas possible qu'on puisse aimer Rome et être en même temps l'ennemi de Marseille.

(4) Hist. gén. de Prov., tom. 1.

cette époque, nous nous rangeons plus volontiers au témoignage certain d'Agathias (1), qui dit que Marseille ne cessa d'être grecque que pour devenir barbare.

Il nous paraît donc démontré que Charibert, à qui la *province de Marseille* échut à la mort de Clothaire Ier, roi des Francks (2), est le premier qui *y établit des gouverneurs particuliers*, *désignés sous les noms de patrices*, *préfets*, *ducs et juges*, *ce qui ne signifiait qu'une même chose* (3).

Saint-Bonnet, le premier préfet et juge de la province de Marseille, défendit la vente des esclaves encore en usage dans cette ville (4); Loup, qui lui succéda, ne prit que le titre de Duc de Marseille (5).

Mais si Marseille réunie au royaume des Francks, ne put être gouvernée avec ses anciennes lois, il est à peu près certain qu'elle suivit celles qu'Alaric II, roi des Goths, rassembla pour les Gaulois; ces lois furent publiées en 506, sous le nom de *Code Théodosien* (6), et chacun sait que c'est de ce recueil de lois et des constitutions des empereurs que fut composé, en 530, le *Code Justinien*.

(1) Agathias, liv. 1, c. 2.

(2) En 562.

(3) *Hist. de Mars.*, par Ruffi, tom. Ier, liv. II, c. V, § II, p. 48.

(4) *Idem*.

(5) *Ibidem*.

(6) *Introduction aux Institutions*, par M. de Ferrières, chap. 27.

Les lois composant ces codes ne nous paraissent pas avoir été les seules suivies à Marseille à cette époque : certaines ordonnances semblables, quant aux peines pécuniaires qu'elles prononcent, à celles des *Douze Tables* (1), les lois appelées *des Frisons*, qui remplacèrent la *Loi du Talion* (2), et les lois des Ripuaires y auraient été en partie, si ce n'est en entier, observées, d'après le témoignage de certains auteurs dignes de foi.

Il paraîtrait également que les lois des Visigoths auraient été suivies à Marseille. On en trouve la preuve dans une sentence rendue dans un concile tenu en Dauphiné au IX^e siècle, et par laquelle il fut ordonné que l'on continuerait d'observer dans la Gaule Narbonnaise la loi des Visigoths qui défend de saigner une femme sans la présence de ses parents (3).

Nous avons dit dans le premier volume (4) que Marseille se divisait en trois parties, la cité épiscopale, la cité vicomtale et la cité abbatiale, à l'époque où nos pères acquirent successivement les droits que leurs vicomtes avaient sur la cité vicomtale ou *ville basse*, administrée par des consuls appelés recteurs de la *ville vice-comitale* ou *recteurs*

(1) Grégoire de Tours, l. III, c. 35.

(2) *Esprit des Lois.*

(3) *Instit. du Droit Français*, par M. de Botaric, l. 4, t. 4; Hard. Concil., tom. 6, p. 198.

(4) Pag. 146 et suiv.

*de la confrérie du Saint-Esprit*, du nom de l'hôpital du Saint-Esprit (1), à côté duquel l'Hôtel de Ville

(1) L'hôpital du Saint-Esprit est le plus ancien des établissements de charité de Marseille : il a été fondé vers la fin du XII[e] siècle.

D'abord institué dans une maison qui fut cédée par les religieuses de Saint-Sauveur, au prix de quarante sous et sous une censive annuelle de quinze sous royaux couronnés (A), il devint bientôt insuffisant, même aux hommes et aux enfants trouvés, auxquels seulement dans le principe il devait servir d'asile (B); on songea donc à l'agrandir, ce qui fut fait avec la maison qu'un citoyen nommé Hospinel (C) ou Hosimel (D) donna à cette intention en décembre 1188 (E). Barral, vicomte de Marseille, accorda un privilége à l'hôpital du Saint-Esprit en janvier 1188 ; Hugues de Baux, aussi vicomte de Marseille, le mit sous sa protection en 1211 (F).

Les recteurs des hôpitaux du Saint-Esprit et de Saint-Jacques de Galice distribuaient encore le vendredi de chaque semaine, au commencement du XVII[e] siècle, le revenu d'une rente créée en 1394 par Julien de Casaulx, marchand de Marseille (G).

Les personnes qui se dévouaient au service de l'hôpital du Saint-Esprit, sous le nom de *frère* ou de *sœur*, vivaient en communauté ; elles portaient un habit monastique sur lequel se trouvait, à l'endroit de la poitrine, une croix double blanche. La prise d'habit avait lieu avec pompe dans la chapelle de la maison. Les trois vœux de religion étaient prononcés devant le directeur de l'hôpital, à qui des actes de la fin du XIII[e] siècle donnent le titre de commandeur.

Voici la formule des actes de réception de ces religieux, usitée dans le XIV[e] et le XV[e] siècle:

*Anno Domini* 1306. *Notum sit quod N... dedicavit se et sua*,

(A) *Hist. de Marseille*, par Ruffi, tom. 2, pag. 91.

Les 60 sous couronnés valaient, en 1215, un marc d'argent fin.

(B) *Documents statistiq. sur les Hôpitaux et Hospices civils et militaires de Marseille*, pag. 3.

(C) *Hist. de Mars.*. par Ruffi, tom. 2. pag. 91.

(D) *Docum. Statist.. sur les Hôp. et Hosp. de Marseille*, pag. 3.

(E) *Hist de Marseille*, par Ruffi, tom. 2, pag. 91.

(F) Idem.

(G) Ibidem, pag. 93.

où ils siégeaient était établi. Les recteurs, dont le nombre variait, étaient nommés par le Conseil

*hospitali S. Spiritus Massiliæ seu N... hoc anno constituto ad gubernandum dictum hospitale et dictus N... predictum N... et sua recepit in fratres dicti hospitalis sub modo et forma et conditione, quibus alii fratres sunt adscripti et non aliter, prout de dicta forma plenè continetur in quodam libro seu caterno dicti hospitalis dicto N... particulariter lecta et declarata, quod dictus N... promisit dicto N... a modo esse bonus, obediens et fidelis et damna dicti hospitalis......... et commodum procurare pro posse suo........ ita attendere juravit supra sancta Dei evangelia ab eodem corporaliter spontè manu tacta et dictus N... nomine dicti hospitalis recepit dictum N... sub tali condicione quod ipse observet omnia et singula contenta in registro dicti hospitalis..... voluit N... quod dictus frater N.... gaudeat a modo omnibus libertatibus et privilegiis dicti hospitalis quibus omnes alii fratres gaudere possunt; actum Massiliæ in dicto hospitali.*

*Anno Domini 1520 ego offero et trado me ipsum Deo Patri et Filio et Spiritui Sancto, ac Beatæ Mariæ Virgini, et Dominis nostris infirmis ut omnibus diebus vitæ meæ sim servus illorum : promitto castitatem Dei auxilio servare, et sine proprio vivere tibique fratri commendatori hospitalis Sancti Spiritus Massiliæ et successoribus tuis obedientiam tenere, bonaque ipsorum pauperum fideliter custodire, si Deus me adjuvet et ad hæc Sancta Evangelia promitto et juro.*

Les aumônes sur les fonds de l'hôpital étaient faites, au nom de la maison, par des dames désignées par le conseil de ville; ces dames, appelées *Dames gouvernantes de l'Hôtel-Dieu* en 1590, reçurent le titre de *Dames rectoresses* à partir de l'époque de la nomination de la femme et de la sœur de l'assesseur Pierre Cordier, c'est-à-dire à partir du 28 octobre 1590.

La reconstruction des anciennes bâtisses de l'édifice actuel date de 1593; la première pierre en fut posée le 8 septembre de la même année par Louis d'Aix et Charles de Casaulx.

Guillaume du Vair laissa en mourant à l'hôpital du Saint-Esprit de

de Ville ; il en était élu tantôt deux , tantôt trois , et quelquefois jusqu'à douze. Le pouvoir des

Marseille, la somme de trente-six mille livres, à condition que les pauvres de cette maison prononceraient une fois par jour, dans leurs prières, les mots : *Dieu fasse miséricorde à Guillaume du Vair.*

Voici la copie de l'inscription qui fut gravée sur le cénotaphe que les *Recteurs du Saint-Esprit*, reconnaissants , s'empressèrent d'ériger dans la chapelle de l'hôpital, à la mémoire de M. du Vair :

*Messire Guillaume du Vair , évesque et comte de Lisieux, garde des sceaulx de France , personnage incomparable en toute sorte de vertu , monté par tous les degrés d'honneur et par le seul respect de son mérite, à ceste première charge du royaume, se ressouvenant d'avoir passé vingt de ses meilleures années en cette province, ayant été mandé par le feu roy Henri-le-Grand , de glorieuse mémoire , pour exercer par comission la charge de président en la chambre de justice establie pour deux ans en ceste ville de Marseille, et despuis fait premier président au parlemant d'Aix, voulant prendre ung tesmoignage insigne de sa charité et de la singulière affection qu'il pourtoit à ceste ville, par son testament du 12e juing 1620, fait en sa maison de Villeneufve-le-Roy près Paris , a légué à cest Hospital trente-six mille livres qui sont esté employées en acquisition de rente pour la noarriture des pauvres qui à chasque your et perpétuellement prieront Dieu pour son ame, en disant ces paroles : Dieu fasse miséricorde à Guillaume du Vair, qui est la seule charge d'ung si ample légat; néantmoins les recteurs et administrateurs de ceste maison ne pouvant assès dignement tesmoigner le récentiment qu'ilz ont d'une telle bénéficence , bien que le corps repose aux Bernardins, à Paris, lui ont dressé ce monument , marque perpétuelle de leur gratitude, et après lui avoir faict de magnifiques obsèques, ont fondé un anniversaire solemnel au jour de son trépas, qui feust le troisième aoust 1621 , et une messe chaque jour de la semaine.*

VA, PASSANT, PRIE POUR LE DÉFUNT, HONORE SA MÉMOIRE, LOUE SON ACTION, ET IMITE SA CHARITÉ.

La pose de la pierre angulaire des bâtisses modernes de l'hôpital du Saint-Esprit ne remonte qu'au 4. septembre 1753; cette pierre contient une plaque de cuivre sur un côté de laquelle le plan de l'édifice

vicomtes sur la communauté se bornait, à peu de chose près, à la perception de certains droits de douane. Une sentence désignée sous le nom de *sacré jugement*, rendue, en 1005, par l'évêque Pons, pour fixer et garantir les priviléges de l'abbaye de Saint-Victor, porte que cette fixation et cette garantie se faisaient avec le consentement de l'Empereur, du Comte de Provence, du Vicomte de Marseille, et du peuple et du clergé de la ville, *unà cum consensu D. Rodulphi rex Alamanorum seu Provinciæ, seu etiam cum præcepto et connibentia D. Apostolici Papæ urbis Romæ, cum voluntate etiam D. Rodbaldi comitis. . . . . . . . . . . . . consentiente eciam pariterque rogante clero ac populo S. Eccles. Massiliensis* (1).

a été gravé avec ces mots : *Hasce pauperum ædes, fides suscepit, fundat spes, charitas ædificabit.* L'autre côté de la plaque contient l'inscription suivante :

*Regnante Ludovico XV, Massiliensium episcopo Henrico-Francisco-Xaverio de Belsunce de Castelmoron; provinciæ pro rege prefecto Honorato et Armando duce de Villars, civitatis gubernatore nobilissimo Tussano de Fortia de Pilles consulibus et politiæ præfectis Joanne-Baptista Latil, Joanne Carraire, Joanne-Angelo Porry, et Petro Thulis. Xenocochii rectoribus G. Aillaud, F.-D. Bertrand, J. Cairac, B. Fouquier, P. Gouffre, J.-B. Seguier, A. Brethoux, J.-B.-M. Camoin, J.-B. Granier, G. Maurin, A. Rey, N. Samatan.*

*Anno Domini* 1753, *idibus septembris.*

Les deux escaliers en marbre sont d'une date plus récente ; une inscription, sculptée au bas de chaque rampe, fait connaître que celui à couchant a été fait en 1785 par les frères Galinié, et que celui à levant est dû au ciseau de P. Harmitte, en 1781.

(1) *Statistique du département des Bouches-du-Rhône*, tom. 2, pag. 345.

Les vicomtes de Marseille qui disaient tenir leur seigneurie de la *grâce de Dieu*, reconnaissaient la suzeraineté des comtes de Provence, envers qui ils n'étaient obligés qu'à un simple service de chevauchée (1).

La juridiction de la cité épiscopale appartenait à l'évêque qui ne se reconnaissait vassal que de l'empereur.

La cité abbatiale était placée sous l'autorité du prieur de Saint-Victor.

L'évêque et le prieur ne pouvaient rien sans le concours de leur chapitre (2).

Dès que les Marseillais eurent acquis les droits de leurs vicomtes, la cité fut administrée, à l'exemple de quelques républiques d'Italie, par un magistrat suprême, appelé *Podestat* (3), et dont le lieutenant ou viguier que les titres

(1) La *chevauchée* était un service militaire que devaient au souverain, à des époques déterminées, les communautés et les seigneurs féodaux.

(2) La délimitation de chacune des trois cités de Marseille au XIII[e] siècle, est indiquée dans le 1[er] vol., pag. 146 et suiv.

(3) Le *Podestat* devait être étranger ; son traitement s'élevait à la somme de 1,800 livres royales couronnées (*) ; il recevait, en outre, 37 livres de la même monnaie, à titre d'indemnité de logement et de chauffage.

Voici les noms des *Podestats* qui ont gouverné la ville de 1223-29; ce

(*) La livre royale couronnée représente une valeur de 13 francs de notre monnaie.

nomment *Vicaire*, *uicarius* (1), exerçait le pouvoir en son nom concurremment avec deux consuls

(1) Nous croyons devoir insérer ici la liste des viguiers de Marseille, que nous extrayons presque en entier de l'*Histoire de Marseille* par Ruffi (1).

| | |
|---|---|
| 1120 | Hugues Fer. |
| 1180<br>1201<br>1205<br>1208<br>1210 | Hugues Fer, fils du précédent. |
| 1213 | Pierre de Saint-Jacques. |
| 1214 | Guillaume Vivaud (2). |
| 1225 | André de Surexina. |
| 1226 | Hugolin Donedame. |
| 1229 | Guillaume Augier. |
| 1233 | Jourdan de Lautar. |
| 1236 | Rostang de Puihaut. |

---

sont les seuls que nous ayions pu trouver dans les archives.

| | |
|---|---|
| 1223 — 1224 | Reforciat, |
| 1224 — 1225 | Jacques Carlavaris de Orzano, |
| 1225 — 1226 | Spinus de Surrexina, |
| 1226 — 1227 | Hugolin, |
| 1227 — 1228 | Robertus, |
| 1228 — 1229 | Marratius de Saint-Nazaire. |

(1) Tom. 2, liv. XII, c. 1, § XXVI, p. 219 et suiv.

(2) Guillaume Vivaud et ses prédécesseurs n'étaient, à vrai dire, que les intendants des vicomtes; le titre de *viguier* ou de *vicaire* ne leur aurait donc été donné que parce qu'ils représentaient nos *roitelets* dans la perception des impôts.

ou syndics (1) choisis parmi les habitants de la *ville basse* (2). Le podestat, le viguier, les syn-

| | |
|---|---|
| 1240 | Raymond Porcelet. |
| 1242 | Rostang de Puibaut. |
| 1243 | Louis de Nayo. |
| 1244<br>1245 | Fulco de Barreiria. |
| 1246<br>1247 | Bertrand de Cardaillac. |
| 1248 | Raymond de Candolle. |
| 1249 | Arnaud de Marmande. |
| 1257 | Raymond de Candolle. |
| 1258 | Odouard de Bret. |
| 1258—59 | Robert de la Nayo, jurisconsulte. |
| 1259—60 | Triand. |
| 1262 | Isnard d'Entrevènes, seigneur d'Olières. |
| 1269 | Isnard d'Entrevènes, seigneur d'Agout. |
| 1270 | Gérard Adhémar. |
| 1271 | Pierre Lemangeur. |
| 1273—74 | Grégoire de Vicedominis. |
| 1276 | Grégoire de Vicedominis. |
| 1277 | Gaucher de la Roche, seigneur de Ceyrestre. |
| 1278 | Isnard d'Entrevènes, chevalier d'Agout. |
| 1279 | Mathieu de Ballolio. |
| 1281 | Rainaud de Courtlieu, chevalier (*miles*). |
| 1283 | Pierre Guittard. |
| 1284 | Elzéard d'Oraison. |

(1) Il en fut plus tard nommé trois.

(2) Le viguier et les syndics recevaient chacun annuellement 20 liv. royales couronnées pour la nourriture et l'entretien obligé de leur palefroi.

dics , ainsi que tous les officiers de l'*Université Marseillaise* , ne pouvaient recevoir le plus petit

1286 Gaucher de la Roche , seigneur de Ceyrestre.
1287 Louis de Forcalquier.
1288 Bertrand de Courtlieu, chevalier,
Raymond de Montdragon, chevalier,
Jean Cornillan.
1289 Barras de Barras, chevalier, seigneur de Saint-Etienne.
1290 Alphant de Soliers.
Isnard d'Entrevènes.
1291 Reynaud Porcelet, seigneur de Senas.
1292 Ricaut Corvi, chevalier.
1293 Guillaume, seigneur de Cadenet (1).
Pierre de Cornillan.
1294 Barras de Barras.
1295 Arnaud de Villeneuve, seigneur des Arcs.
1296 Raymond d'Esparron, chevalier.
1297 Raymond de Baux, chevalier, seigneur de Puyricard.
1298 Guillaume, chevalier, seigneur de Cadenet.
1299 Isnard d'Entrevènes, seigneur d'Agout.
1300 Amiel Gassoli, chevalier.
1300—02 Paul Fabri.
1303 Adhémar de Nangansa, damoiseau.
1304 Rostang de Sabran.
1305 Pierre Audibert.
1306 Guillaume Feraud, seigneur de Torame.
1307 Guillaume du Puget.
1308 Audibert de Barras (2).

(1) Il fut nommé par Charles II, comte de Provence.

(2) Destitué par le comte de Provence *de l'avis et consentement du conseil de la communauté*, Conrad de Brayda fut nommé à sa place par les lettres patentes émanées de Charles II, le 25 décembre 1307.

présent. Le Podestat, seul, dans le principe, avait la faculté d'accepter des chiens, des oiseaux de

1308 Conrad de Brayda, viguier subrogé.
1309 Raymond Bianchi.
Adhémar de Negausio ou de Naginsa.
1310 Gabriel Sauvage.
1311 Pierre Raymond.
1313 Adhémar de Naginsa, damoiseau.
1314—16 Guiran de Simiane, seigneur d'Apt.
1317 Raymond Bianchi, damoiseau.
1318 Raymond de Villeneuve.
1319 Pierre Audibert.
1320 Raymond de Villeneuve (1).
1321 Bertrand de Grasse, seigneur de Bar.
1322 Sigibald de Flisco, comte de Lavagra (2).
1323 Guillaume de la Voute.
1324 Rostang de Sabran, chevalier, seigneur de Château-Neuf.
1325 Raimond Gantelmi.
1326 Pierre Audibert.
1327 Gabriel Sauvage.
1328 Angelin de Grimaldis, de Gênes (3).
1329 Bertrand, seigneur de Boulbon, chevalier (4).
1330 Raymond d'Agout, seigneur de Sault.
1331 Rimbaud de Grasse, chevalier, seigneur de Bar.
1332 Guillaume de Sabran, chevalier (5).

(1) Il fut nommé par le roi Robert, comte de Provence.
(2) *Ut suprà.*
(3) *Ut suprà.*
(4) *Ut suprà.*
(5) Il fut nommé par Philippe de Sanguinetto, sénéchal de Provence.

chasse et quelques objets bons à manger ou à boire de la valeur de cinq sous. Plus tard cette faculté

1334 Boniface de Castellane.
1335 Jacques, seigneur d'Oraison.
1336 Francois Raymond.
Guillaume Augier, sieur de Viens.
1337 Pierre Ermengaud de Sabran (1).
1338 Guillaume du Puget.
1339 Rostang Gantelme, seigneur d'Aiguières.
1340 Elion de Villeneuve, seigneur de Trans (2).
1341 Bérenger Audibert.
1342 Reforciat d'Agout, seigneur d'Orgon.
1343 Isnard de Glandevès, seigneur de Cuers.
1344 Bérenger Audibert.
1345 Guillaume Jordan, seigneur de la *Bastide-des-Jordans*.
1346 Jacques Artaud, seigneur de Venelles.
1347 François Raymond, d'Avignon (3).
1348 Méoillon de Saint-Savournin (4).
Octavian de Cavalcantibus (5).
1349 Flotte de Flotte.
1350 Guillaume Féraud, chevalier, seigneur de la Garde-Théonier, noble damoiseau.
1351 Guiran de Simiane, chevalier, seigneur d'Apt et de Caseneuve.

(1) Il fut nommé par Philippe de Sanguinetto, sénéchal de Provence.
(2) *Ut suprà.*
(3) *Ut suprà.*
(4) Il fut nommé par Raymond d'Agout, seigneur de Sault, sénéchal de Provence.
(5) Il fut nommé par Jean Barrilis, sénéchal de Provence.

s'étendit au viguicr, mais pour des articles ne valant, au plus, que trois sous.

1352 Raymond de Barriaco, chevalier.
1353 Paul de Villeneuve, seigneur de Vence.
Raynaud de Montauban, chevalier, seigneur du Val d'Ardène.
1354 Guillaume de Barras, chevalier, seigneur de Castellar (1).
1355 François Guidon (*Guidonus*).
1356 Raymond de Barriaco, chevalier.
1357 Jacques d'Agout, seigneur d'Olières (2).
1358 Geoffroi Lercaro, seigneur du Luc.
1359—60 Jacques Carasuli, de Naples (3).
1361 Amiel Gassoli.
Jean de Amicis de Caramanico, chevalier, docteur en droit.
Mathieu de Gisvaldo.
1362 Pons de Monteil, baron d'Idronte (4).
1363 Jacques Albe, chevalier, seigneur de Roquemartine (5).
1364 Landulf de Brancas, chevalier, de Naples (6).
1365 Guillaume de Remusat.
1366 Elzéard, seigneur d'Oraison (7).

(1) Il fut nommé par Fouquet d'Agout, grand-sénéchal de Provence.
(2) *Ut suprà.*
(3) Il fut nommé par Mathieu de Gisvaldo, son oncle, grand-sénéchal de Provence.
(4) Il fut nommé par Roger de Saint-Séverin, grand-sénéchal de Provence.
(5) Il fut nommé par Fouquet d'Agout, grand-sénéchal de Provence.
(6) *Ut suprà.*
(7) Il fut nommé par Fouquet d'Agout, grand-sénéchal de Provence.

Le conseil de ville, appelé *conseil général*, se composait de 83 membres, dont 80 bourgeois, négo–

1367 Raymond d'Agout, seigneur du Val d'Oule (1).
1368 Gérard Adhémar, chevalier, seigneur de Grignan.
1369 Barral de Pontevès.
1370 Isnard de Glandevès, seigneur de Cuers.
1371 Thomas de Aquaviva.
1372 Laurent de Fracassinis.
1373 Pons de Lagnac.
1374 Guigues Flotte.
1375 Florens de Castellane, seigneur d'Andon.
1376 Blacas de Pontevès, seigneur de Château-Renard.
1377 Gautier de la Roche, seigneur de Ceyrestre.
1378 Amiel d'Agout, seigneur de Claret.
1379 Raymond de Villeneuve.
1380 Isnard de Glandevès, seigneur de Cuers.
1381 Jean de Sabran, seigneur d'Ansouis (2).
1382 Pierre Rostang, chevalier, seigneur de Saint-Crespin (3).
1383 Pierre de Lanchac (4).
1384 Pierre Guittard, seigneur de Pierrelatte, damoiseau (5).
1385 Raynaud Bresilhe.
1386 Gautier de la Roche.
1387 Georges de Montemalo, seigneur de Cadarache.
1388 Louis de Forcalquier, seigneur de Ceyrestre.
Raymond de Mondragon.

(1) Il fut nommé par Raymond d'Agout, grand-sénéchal de Provence.
(2) Il fut nommé par Fouquet d'Agout, grand-sénéchal de Provence.
(3) *Ut suprà.*
(4) *Ut suprà.*
(5) *Ut suprà.*

ciants ou marchands, et 3 docteurs en droit pris annuellement dans les six quartiers ou *sixains* de

1389 Fouquet d'Agout, seigneur de Forcalquier.
1390 Guigonet Flotte, seigneur de Curbans.
1391 Nicolas Michel, de Venise.
Guillaume de Sault, damoiseau.
1392 Elion de Villeneuve.
1393 Ritius de Amanatis.
1394 Lambert Adhémar, seigneur de Monteil et de la Garde.
1395 Gauthier de la Roche, chevalier.
1396 Jean Lausardi.
1397 Bernard Arcamoni, de Naples, chevalier, maréchal du royaume de Sicile.
1398 Fouquet d'Agout, seigneur de Forcalquier.
1399 Raymond de Montdragon, chevalier.
1400 Fouquet d'Agout, seigneur de Forcalquier.
1401 Reforciat d'Agout, seigneur de Vergons.
1402 Guillaume Pierre de Lascaris, fils du comte de Tente et de Vintimille.
1403 Jean Gonsalvi, chevalier.
1404 Guillaume-Pierre de Lascaris, des comtes de Vintimille et de Tende.
1405 Jean de Grimaldis.
1406 Mathieu de Beauvau.
1407 Arnoux Jocale, maître d'hôtel du roi-comte.
1408 Pierre de Bornan (1).
1409—10 Arnoux Jocale.
1411 Pierre de Bornan, maître d'hôtel du roi-comte.
1412 Bernard de Grasse, seigneur de Bar, chambellan du roi-comte.

(1) La communauté fit présent à sa femme de douze tasses d'argent, à pied doré; elles pesaient 17 marcs, 7 onces et 6 deniers.

la cité. Pour être nommé conseiller il fallait être citoyen de la ville inférieure, y avoir un domicile

1413 Jean Louvet, seigneur d'Aigalières, conseiller du roi-comte.
1414 Pierre de Venterol.
1415 Rolland de la Goye-Blaye, chevalier, conseiller du roi-comte.
1416 Mathieu de Laval.
1417 Jean de Charnassé, chambellan du roi-comte.
1418 Guillaume de Forcalquier, seigneur de Viens.
1419 Guillaume de Forcalquier, fils du précédent.
1420 Bernard Gornaldi, chev., seigneur de Gardanne.
1421 Guillaume Seignet, seigneur de Vaucluse, conseiller du roi-comte.
1422 Nicolas de Grimaldis, seigneur d'Antibes.
1423 Raymond d'Agout, seigneur de Sault.
1424 Arnaud de Villeneuve, seigneur de Trans.
Aïcard Brot, viguier subrogé.
Hector de la Peyre, seigneur de Trets.
1425 Pierre de Glandevès, seigneur de Châteauneuf.
1426 Elion de Glandevès, seigneur de Faucon, chambellan et conseiller du roi-comte (1).
1427 Geoffroi de Venasque, seigneur de Modène.
1428 Raymond d'Agout, seigneur de Sault.
Jean d'Arlatan, seigneur de Gignac, maître d'hôtel du roi-comte.
1429 Guillaume, bâtard de Poitiers, chambellan et conseiller du roi-comte.
Jean Arlatan, seigneur de Gignac.

(1) La communauté le gratifia de 100 florins en sortant d'exercice.

réel et non interrompu depuis cinq ans au moins, et posséder 50 marcs d'argent fin en biens immeu-

1430 Louis de Bolliers, vicomte de Raillanne, gouverneur de Provence (1).
1431 Jean Duplessis, chambellan et conseiller du roi-comte.
1432 Bremond Bermond.
1433 Jean de Quiqueran, chevalier.
1434 Jean de Saint-Michel.
1435 Louis de Boliers, vicomte de Raillanne.
1436 Antoine Hermentier, sieur d'Orgon, chevalier et chambellan du roi-comte.
1437 Gaubert de Massuet, damoiseau.
1438 Guillaume, bâtard de Poitiers, conseiller du roi-comte.
1439 Louis de Boliers, vicomte de Raillanne.
Honoré de Lascaris, des comtes de Vintimillle, l'un des écuyers du roi-comte.
Guillaume, seigneur de Villemus.
1440 Jacques, seigneur de Villemus.
1442 Louis de Bornan, chevalier, seigneur de Coudrai.
1443 Fouquet d'Agout, conseiller et chambellan du roi-comte.
1447 Antoine Calvi, conseiller du roi-comte.
1448 Jean de Sebancuria.
1449 Surléon Spinola, conseiller et chambellan du roi-comte.
1450 Antoine de Forcalquier.
1451 Jean d'Arlatan, sieur de Châteauneuf.
Jean de Villages, seigneur d'Alençon.

(1) La ville lui donna 200 florins et une galère appelée *Galea Gobina*.

bles (1) ; les réélections ne pouvaient avoir lieu qu'après un espace de trois années.

1452 Fouquet de Forcalquier.
1453 Honoré de Berre, sieur d'Entrevènes.
1454 Elias de Pontevès, sieur de Cotignac et de la Vallée.
1455 Pierre de Meoillon, sieur de Ribiès.
1456 Daniel Enigii, sieur de Bouc.
1457 Surléon Spinola.
1458 Jean de Villages, sieur d'Alençon, maître d'hôtel du roi-comte.
1459 Jacques de Passis, conseiller du roi-comte.
1460 Jean de Villages, sieur d'Alençon, maître d'hôtel du roi-comte.
1461 Honoré de Berre, seigneur d'Entrevènes, maître d'hôtel du roi-comte.
1462 Jacques de Passis, maître rational du roi-comte.
1463 Georges de Fontanilles, maître rational et conseiller du roi-comte.
1464 Jacques de Passis.
1465—67 Pierre de Tronhon, seigneur de Lancia.
1468 Antoine de La Tour, dit *Lobrau*, seigneur de la Colle.
1469 Jean de Vaux, conseiller du roi-comte.
1470 Barral de Pontevès.
1471 Robert Crespin.
1472 Fouquet d'Agout, sieur de Sault, grand-chambellan du roi-comte.
1473 Robert Crespin, conseiller du roi-comte.

(1) Le marc d'argent fin valait environ 52 fr. de notre monnaie.

Les conseillers n'étaient dispensés d'assister aux séances du conseil, que dans les cas de légitime

1474 Jean Duplessis, conseiller et chambellan du roi-comte.
Jean de Villages, maître d'hôtel du roi-comte.
1475 Antoine Boissii, chambellan et conseiller du roi-comte.
Hugues d'Alamanon, chambellan du roi-comte.
1476 Louis Duranti, seigneur du Castellet de Sausses, conseiller du roi-comte.
1477 Jean Duplessis, conseiller et chambellan du roi-comte.
1478 Jean de Vaux, sieur du Breuil, conseiller du roi-comte.
1479 Poncet Rasaud, maître d'hôtel du roi-comte.
1480 Visian de Loménie.
1481 Antoine Gimel.
1482 Honoré de Glandevès, sieur de Gréoulx.
1483 Alphonse de Vègue, de Castille.
1484 Vesian de Loménie.
1485 Honoré de Glandevès, sieur de Gréoulx et de Cuers.
1486 Jean Benselin.
1487 Charles de Castellane, sieur de Salernes.
1488 Jacques Mazuyet.
1489 Georges de Castellane.
1490 Jean Taurel.
1491 Jean d'Arlatan, sieur de Ventabren, maître d'hôtel du roi.
1492 Bertrand de Marseille, des comtes de Vintimille (1).

(1) Il fut nommé par François de Luxembourg, gouverneur et lieutenant-général en Provence.

empêchement, sous peine de se voir condamnés à une amende de deux sous (1) ; ceux qui arrivaient

1492 Jean Cottier (A), viguier subrogé.
1493 Balthazard de Sado.
1494 Pierre d'Arlatan.
1496 de Jean Orfuelh, seigneur d'Orfuelh.
Bertrand de Marseille, des comtes de Vintimille, seigneur d'Ollioules, viguier subrogé.
1497 Jacques de Brono, sieur de Varennes (B).
1498 François, seigneur de Cholex.
1499 Fouquet de Castillon, sieur de Cucuron.
1500 René Matheron.
1501 Jean Joannis.
1502 Reynaud d'Altoviti.
1503 Pierre de Vento.
1504 Christophe Camot.
1505 Pierre de Grimaldis, seigneur de Châteauneuf.
1506 Jean Chaunalha.
1507 Charles de Forbin.
1508 Bertrand de Marseille, des comtes de Vintimille, seigneur d'Ollioules.
Dominique Ancelme, viguier subrogé.
1509 Jean Clou.
Andrea de Andrea, viguier subrogé.
1510 Christophe Camot.

(1) Le sou d'alors valait 14 ou 15 sous de notre monnaie.

(A) Il fut nommé, en même temps que Bertrand de Marseille, par Aymar de Poitiers, grand-sénéchal de Provence.
(B) Il fut nommé par Philippe de Hocberg, marquis de Rhotelin, grand-sénéchal de Provence.

quand la séance était commencée ne payaient que douze deniers.

| | |
|---|---|
| 1511 | Oltoman Aigre, chevalier. |
| 1512 | Bernard de Ceriaso. |
| 1513 | Pierre Guiramand, seigneur de la Pène. |
| 1514 | Jean de Forbin. |
| 1515 | Jean de Fabri, sieur de Fabrègues. |
| 1516 | Charles de Forbin. |
| | Louis de Vento, viguier subrogé. |
| 1517 | Antoine de Glandevès. |
| 1518 | Pierre de Baissan. |
| 1519 | Jean Blacard. |
| 1522 | Jean de Saint-Martin. |
| 1525 | Antoine de Glandevès, sieur de Cuges (1). |
| 1526 | Christophe Camot, sieur d'Aygualades. |
| 1527 | Fouquet Nouveau. |
| 1528—29 | Quintin de Lascaris, seigneur de Châteauneuf. |
| 1530 | François de Forbin, seigneur de Gardanne. |
| 1531—32 | Jean Huc. |
| 1532 | Nicolas de Cossils, viguier subrogé. |
| 1533 | Jacques de Caradet de Bourgogne. |
| 1534 | Pierre de Ceriaso, sieur de la Salle. |
| 1535 | Nicolas d'Arène (2). |
| 1536—39 | Germain d'Urre, sieur de Molaux. |
| 1540—42 | Fouquet d'Agout. |
| 1542—43 | Nicolas d'Arène, viguier subrogé. |
| 1544—45 | Germain d'Urre, sieur de Molaux. |
| 1546—47 | Charles de Vento. |
| 1548 | Jean de Lusignan. |
| 1549 | Charles de Vento. |

(1) La ville lui accorda deux gratifications, dont une de vingt-cinq écus et l'autre de cent florins.

(2) Il fut nommé par le comte de Tende, gouverneur de Provence.

L'exclusion du conseil était prononcée contre tout membre de l'assemblée qui se serait permis de

| | |
|---|---|
| 1550 | Jean de Benaut, sieur de Villeneuve. |
| 1551 | Jean de Lusignan. |
| 1552 | Louis d'Ancesune. |
| 1553 | Claude de Lascaris, seigneur de Châteauneuf. |
| 1554 | Poncet Bellon. |
| 1555 | Pierre d'Abeilles, de Tarascon. |
| 1556 | Gaspard Garret dit *Catin*. |
| 1557 | Michel de Redon. |
| 1558 | Antoine Mouton. |
| 1559 | Michel de Redon. |
| 1560 | Joachim de la Croix. |
| 1561 | Christophe Camot. |
| 1562 | Jean de Forbin, de Lambesc |
| 1563 | Honoré Murot. |
| 1564 | Honoré de Nas. |
| 1565—67 | Pierre de Sado. |
| 1568—70 | Antoine de Risso, sieur de Tournon. |
| 1571 | Rostang de Beccaris. |
| 1572 | Jean Gautier, sieur de Grambois. |
| 1573 | Claude de Duano, sieur de Rigaud. |
| 1574 | François du Canet. |
| 1575 | Jean-Etienne Chaussegros, sieur de Mimet. |
| 1576 | Henri de Castelanne, sieur de Biosc. |
| 1577 | François de Morineau, de Tarascon. |
| 1578 | Claude de Duane, sieur de Rigaud. |
| 1579 | Pierre de Guiran. |
| 1580 | Jean de Bourg. |
| 1581 | Jean de Bouquier, du Martigues. |
| 1582 | Gaspard du Puget, seigneur de Bouc. |

rapporter le contenu d'une délibération qu'il aurait été jugé nécessaire de tenir secrète ; le coupable

1583 Barthélemi de Boyer.
1584 René de Castellane, sieur d'Aluis.
1585 Honoré de Castillon, sieur du Castelet.
1586 Antoine de Rolland, sieur de Reauville.
1587 René du Bousquet, sieur du Buisson.
1588 Rolland de Castellane, sieur de Montmeyan.
1589 Louis-Honoré de Castellane, sieur de Bezaudun.
Antoine de Laurenci, viguier subrogé.
1590 Vincent de Forbin, sieur de Labarben.
1591 Louis-Honoré de Castellane, sieur de Bezaudun.
1592—95 Louis d'Aix.
1596—97 Pierre de Libertat.
1598—00 Barthélemy de Libertat.
1601 Pompée de Pontevès, sieur de Buoux (1).
1602 Antoine de Boyer.
1603 Palamède de Valvoire.
1604 Gaspard de Sabran, baron d'Ansouis.
1605 Balthasard de Pontevès, sieur de Ste.-Catherine,
1606 Gaspard d'Autric, sieur de Baumettes.
1607 Jean-Jacques de Villeneuve, sieur de Villevieille.
1608 Jacques de Quiqueran, sieur de Vers.
1609 Jean de Barras, sieur de Mirabeau.
1610 Arnaud de Villeneuve, baron des Arcs.
1611 Antoine de Pontevès, sieur de Buoux.
1612 Melchior de Forbin, sieur de Janson.
1613 Gaspard de Forbin, sieur de Soliers.
1614 Jean de Castellane, sieur de la Verdière.

(1) La ville lui fit présent d'un cheval, acquis par elle au prix de cent cinquante écus.

était aussi condamné à une amende qui variait suivant le dommage occasionné par son indiscrétion.

1615 Rolland de Castellane, sieur de Montmeyan.
1616 Madalon de Vintimille, baron de Torves.
1617 François de Raynaud, sieur d'Aleins.
1618 Jean de Périer, seigneur d'Argen.
1619 Gaspard de Brancas, baron d'Oise.
1620 Drac de Villeneuve, marquis des Arcs.
1621 Ange de Pontevès, sieur de Buous.
1622 André, marquis d'Oraison.
1623 Pierre de Castillon, sieur du Castellet.
1624 François de Villeneuve, sieur d'Espinousse.
1625 Henri de Castelanne, sieur de Mazaugues.
1626 Jean de Sabran, sieur de Baudinard.
1627 Gaspard de Forbin, marquis de Janson.
1628 Pierre de Vallevoire, sieur de Vallevoire.
1629 Paul de Marin, sieur de Saint-Michel.
1630 Dominique de Mistral, baron de Crose.
1631 François de Galiens, sieur des Aissarts.
1632 François de Rainaud, sieur d'Allen.
1633 Palamède de Forbin, sieur de Rians.
1634 Gaspard de Forbin, sieur de La Barben.
1635 Pompée de Barras, sieur de Mirabeau.
1636 Sixte de Scalis, baron d'Ansouis.
1637 Jean-Baptiste des Martins, sieur de Puyloubier.
1638 Jean de Scalis, baron de Saint-Martin.
1639 Jean-Baptiste de Doni, sieur de Gau.
1640 François de Damian, sieur de Vernègues.
1641 Madalon de Vintimille, baron de Torves.
1642 Gaspard de Foresta, baron de Trets.
1643 Jean de Demandolx, sieur de Demandolx.
1644 Jean de Villeneuve, baron de Flaïosc.

Les séances du conseil annoncées *ad sonum campanarum* n'étaient point publiques, pourtant il était loisible au conseil d'admettre toute personne dans la salle de ses débats.

Le conseil général avait la discussion des questions législatives, et la surveillance des magistrats et des fonctionnaires dont il pouvait provoquer la destitution, le cas échéant.

Trois *clavaires* et trois *archivaires* remplissaient

1645 François de Rascas, sieur du Mui.
1646 Annibal de Grasse, sieur de Moans.
1647 Paul de Maistral, sieur de Montdragon.
1648 François de Vintimille, seigneur du Luc.
1649 David de Hugues, baron de Beaujeu.
1650 Jean-Baptiste de Castellane, sieur de la Verdière.
1651 Jacques de Forbin, sieur de La Barben.
1652 Dominique de Castellane, sieur d'Ampus.
1653 Laurent de Forbin, marquis de Janson.
1654—59 (1).
1660—13 juin 1682. Paul de Fortia, seigneur de Pilles, gouverneur-viguier.
1682 Alphonse de Fortia, marquis de Forvilles-Pilles, gouverneur-viguier.
1707—90 Toussaint-Alphonse de Fortia, marquis de Pilles, duc des Beaumes (Comté Venaissin), baron de Pertuis, seigneur de Pieuzin, Auges, Montfort, chevalier des ordres de Saint-Louis et de Saint-Jean-de-Jérusalem, capitaine, gouverneur-viguier et commandant de Marseille.

(1) Il ne fut point nommé de viguier pendant ces années-là.

les fonctions, les premiers de trésoriers, les seconds d'archivistes; les *archivaires* avaiênt, outre la garde des archives, le soin des procès de la communauté. Les uns et les autres tenaient leur charge du conseil de ville qui se réservait, en les nommant, le droit de leur faire rendre compte de leur conduite et de les destituer lorsqu'il le jugerait convenable. Les *clavaires* et les *archivaires* recevaient, comme le viguier et les syndics, 20 livres royales couronnées, pour la nourriture et l'entretien obligé de leur palefroi.

Six prud'hommes avaient l'administration et la surveillance de l'état militaire et maritime de l'*université* (1); la salle d'armes, renfermée dans la Maison commune, était gardée par un archer et un arbalétrier, sous la surveillance de deux intendants appelés *gouverneurs des armes*. Les armes qui s'y trouvaient provenaient, ainsi que nous l'avons dit dans le premier volume (2), de l'impôt de deux balistes prélevé sur chaque navire qui entrait dans le port.

L'administration des affaires de la ville était encore confiée, à tour de rôle et habdomadairement, à six personnes prises parmi les cent chefs de métiers désignés à cet effet. Ces six personnes

(1) Ces prud'hommes tenaient leurs assemblées dans une maison située sur le Port, désignée dans les actes sous le nom de *Domus officij guerræ*.

(2) Page 356 et suiv.

avaient le droit de siéger au conseil général avec voix délibérative.

Toutes les élections se faisaient le 29 octobre ; on y procédait de la manière suivante :

Les syndics, les clavaires et les six chefs de métiers, assistés d'un notaire qui remplissait les fonctions de secrétaire, désignaient dans l'Hôtel de Ville, en présence du viguier, après avoir juré, les mains appuyées sur les saints Evangiles (1), d'agir avec bonne foi et sans tromperie, de n'être guidés ni par l'amitié ni par la haine, ni par des influences de parenté, douze citoyens *probes et discrets de la ville* dont deux par *sixain*. Ces douze citoyens se réunissaient incontinent, pour prêter un serment semblable à celui de ceux qui venaient de les choisir, et nommer, sans désemparer, les 71 autres personnes qui, jointes à eux, devaient former le conseil de la commune.

L'élection du podestat, du viguier, des juges,

(1) Aucune prestation de serment, à cette époque, n'avait lieu sans l'attouchement des livres Saints. Cet usage venaient de l'antiquité.

Les Grecs et les Romains accompagnaient quelquefois leur serment des plus terribles imprécations ; dans les affaires civiles, quand les plaideurs comparaissaient devant le juge, celui-ci jurait d'abord qu'il prononcerait suivant la loi, et, ensuite, les deux parties prêtaient par son ordre le *serment de calomnie*, c'est-à-dire que chacun affirmait que ce n'était point dans la vue de frustrer ou de vexer son adversaire qu'il plaidait, mais seulement pour faire valoir ses prétentions qu'il croyait justifiées par les lois. *Calumnia* signifiait quelquefois *contestation*, *dispute*.

des syndics, des clavaires et de tous les autres magistrats et officiers de l'*université* (1), était faite immédiatement, toujours dans l'Hôtel de Ville, par les *douze*, les sept premiers conseillers nouvellement nommés par eux, et par les chefs de métiers. Le notaire qui assistait *les douze et les sept* qu'ils s'adjoignaient, étaient à la nomination des cent chefs de métiers.

Les nominations n'étaient faites que pour un an et devaient être tenues secrètes jusques à la Toussaint, jour de l'installation de la nouvelle administration.

Les cent chefs de métiers étaient également élus toutes les années, mais par les corporations et du 24 au 30 juin, c'est-à-dire, pendant l'octave qui suivait la fête de Saint-Jean-Baptiste; nul ne pouvait être nommé chef de métier s'il n'était marseillais de la ville basse, s'il ne justifiait d'un domicile réel et non interrompu de trois années dans la cité inférieure, et s'il ne possédait une livre royale couronnée. Les réélections ne pouvaient avoir lieu qu'après une année d'intervalle.

Les chefs de métiers avaient la police des rues

(1) Les autres officiers étaient : les censeurs de la curie, les arbitres, les deux prud'hommes préposés pour le mesurage et la vente des draps, le héraut public, les deux inspecteurs des chemins, le gardien des dépôts et consignations, les douze intendants ou surveillants pour la vente et le poids des comestibles, les quatre intendants pour la vente du pain et de la farine, etc. etc.

et des établissements publics ; ils juraient sur les saints Évangiles, en entrant en fonctions, *de défendre et de garder de bonne foi* les droits et les libertés de l'*université*, ainsi que de découvrir clairement sur-le-champ au podestàt ou à son vicaire, ce qu'ils apprendraient devoir porter tort à ces mêmes droits et libertés de la commune.

Le podestat, avant de prendre possession du pouvoir, prêtait deux fois serment, d'abord devant tous les officiers nouvellement élus, réunis dans la grande salle de l'Hôtel de Ville appelée *salle verte* (*aula viridis*), ensuite, en présence du peuple convoqué à cet effet dans le *cimetière des Accoules*, sur le balcon de la maison commune donnant sur ce cimetière. Le podestat jurait, comme plus tard le recteur (1), de défendre et de sauver les lois de l'*université*, de ne gouverner que par elles, de respecter les secrets d'état, de protéger tous les citoyens et de soutenir tous et chacun en particulier, les marchands (*mercatoribus*) qui arriveraient dans la commune par mer ou par terre. Il jurait aussi de faire en sorte que la justice fût rendue impartialement, de maintenir les chefs de métiers, de poursuivre et de faire punir ceux qui attenteraient aux droits et à l'honneur de la cité, de n'ouvrir et de lire les dépêches à son adresse ou à celle du conseil,

(2) Voyez les Statuts municipaux, chap. 1.

qu'en présence des syndics, des clavaires et des chefs de métiers de service, enfin de n'écrire personnellement au sujet des affaires de la république, qu'avec l'assistance des mêmes fonctionnaires.

Les quinze jours que le podestat était obligé de rester à Marseille pour justifier de sa conduite et pour satisfaire à toutes les demandes qui pourraient lui être faites, s'appelaient *faire syndicat* (1), et ce n'était qu'après cette époque que la communauté lui fesait payer ses honoraires.

Quand toute l'*université* (*tota universitas*) était réunie, l'assemblée vraiment populaire, alors, se tenait dans l'ancien cimetière des Accoules. C'était donc à la vue de la tour de *sauve-terre*, dont la base supporte encore le clocher des accoules, seul débris d'une église gothique où le moyen-âge revivait dans une architecture merveilleuse, que les habitants de la ville inférieure assistaient à des délibérations dont l'importance exigeait le concours de toutes les volontés. Il paraît, d'après la disposition actuelle des lieux, que ce cimetière de *nostra senhora de las accuas* (2) qui commençait vis-à-vis l'emplacement occupé, de nos jours, par le palais, suivait, en s'élevant,

(1) *Histoire de Marseille* par Ruffi, tom. 2, liv. XII, chap. 1, pag. 208, § VII.

(2) Des arcs ou arceaux.

toutes les ondulations du terrain, jusqu'à l'endroit où se trouve maintenant l'hôpital. Ce lieu funèbre s'étendait donc de la chapelle de l'hôpital jusqu'au seuil de l'église des Accoules. En creusant, récemment, le terrain destiné à recevoir les fondations de la salle de dissection, on a trouvé des rangées assez méthodiquement placées d'ossements et de têtes, qui, à défaut de la tradition et de l'histoire, auraient suffi pour désigner l'existence d'un vaste ossuaire. Chaque coup de pioche a mis à jour ces anciennes générations marseillaises qui reposaient dans une terre au-dessus de laquelle, par une alliance symbolique d'idées religieuses et municipales, s'agitaient les intérêts de la vie, en face des tombeaux.

La justice était rendue publiquement et gratuitement (1) dans trois tribunaux, dont deux connus plus tard sous le nom de tribunaux de Saint-Louis et de Saint-Lazare, pour les affaires civiles et criminelles, et le troisième composé de prud'hommes pêcheurs pour prononcer sur les délits concernant le fait des pêches et des pêcheries (2).

Marseille, qui s'était complétement affranchie

(1) Ruffi, *Histoire de Marseille*, t. 2, liv. XII, c. 1, § 8, p. 209.

(2) Les archives actuelles de ce tribunal ne remontent qu'à l'époque de la confirmation de leur institution par René, c'est-à-dire à l'année 1435.

Nous nous faisons un devoir de consigner ici nos rémercîments à M. Arnaud, secrétaire de la prud'hommie, pour l'empressement qu'il

des vicomtes, régularisa son régime municipal. Les statuts que *Bonafossous* rédigea ou recueillit, et dont la trace se fait indubitablement reconnaître dans ceux que le comte de Provence approuva, tout en les modifiant, en 1257, formèrent un véritable code communal. Cette municipalité qui avait tantôt par des voies détournées, tantôt à force ouverte, absorbé peu à peu le pouvoir des vicomtes, a dû pénétrer de son esprit les statuts qui nous sont parvenus; bien que ceux-ci portent une date qui ne les fait remonter qu'à l'époque où Charles d'Anjou avait soumis Marseille, il ne faut pas, néanmoins, les confondre avec ceux que notre ville se donna pendant la durée de son régime républicain : il est très-probable que, dans une foule d'articles, la législation de la cité obéissant au Comte dût rappeler celle de la cité souveraine. Ces statuts, connus en partie par l'analyse étendue qu'en fit François d'Aix, dans le XVII[e] siècle, n'ont jamais paru en entier (1);

a mis à nous rendre faciles les recherches que nous avons dû faire dans les documents confiés à sa garde.

(1) L'ouvrage de François d'Aix est ainsi intitulé :

*Les Statvts mvnicipavx et covstvmes anciennes de la ville de Marseille. Divisez en six livres, et enrichis de cvrievses recherches, auec diverses décisions et autres pièces : utiles et nécessaires en fait, tant de police que de iustice.*

*Par noble François d'Aix aduocat en Parlement, et iurisconsulte de Marseille.*

*A Marseille, chez Claude Garcin, Imprimeur du Roy et de la ville. MDCLVI. Avec Pemission et Privilége de la Cour.* 1 fort vol. in-4°.

François d'Aix, indépendamment du reproche mérité qu'on peut lui adresser d'avoir embrouillé le texte par des raisonnements dépourvus de sens et de style, ainsi que par des citations étrangères même au sujet, en aurait quelquefois altéré le texte, à moins de supposer qu'il n'avait pas sous les yeux le manuscrit que nos archives possèdent et qu'une copie peu exacte lui eût servi de guide dans un travail auquel on a eu si souvent recours(1). Nous n'avons pas besoin d'insister sur l'importance de ce document; il nous a été permis de voir le légiste, l'archéologue, l'amateur des manuscrits, se recueillir devant ces pages en parchemin, remarquables par la netteté de l'écriture, les arabesques et les enroulements enluminés du copiste, ainsi que par des vignettes d'une belle conservation. Les statuts municipaux forment un manuscrit in f° de 160 pages, connu sous le nom de *Livre Rouge*, à cause de la couleur de sa reliure (2).

(1) Cette supposition peut être vraie, car il existait plusieurs copies de nos statuts. Depping, dans son *Histoire du Commerce* imprimée en 1830, dit, tome 1er, page 285, qu'il s'est *servi d'un manuscrit de la bibliothèque du Roy : Statuta civitatis Massiliæ, in f° N° 4660 B*, lequel *contient aussi les Statuts faits postérieurement à la rédaction du corps des Statuts, c'est-à-dire après l'an* 1255.

(2) Un reste de chaîne fixé à la couverture du livre atteste le prix que nos pères lui donnaient. On sait que les manuscrits rares étaient arrêtés par une petite chaîne de fer, afin d'en empêcher l'enlèvement; le nôtre était ainsi placé sur le pupitre qui se trouvait dans la salle du conseil mnnicipal.

N'est-ce pas un livre vénérable que celui où l'esprit municipal qui animait nos pères, revit à chaque ligne, où l'on peut se faire une idée complète de cette administration qui embrassait avec tant de sagacité tous les détails dont se compose l'existence d'une cité, de sorte que les mœurs, la justice, le bon ordre, la propreté des rues, la sécurité des citoyens, trouvaient dans des articles soigneusement élaborés, les plus minutieuses garanties. Rien de ce qui contribue au bien-être d'une ville n'avait échappé à nos pères. Un code communal doit étendre ses prévisions à une foule d'objets dont une législation générale n'a pas à s'occuper. Celle-ci pose des principes dont celle-là poursuit l'application dans les replis multipliés, les ramifications infinies de la vie sociale. Ceux qui rassemblèrent ces statuts (1) à la coordonnation totale desquels nous croyons pouvoir assigner la date de 1255, profitèrent, sans doute, de l'expérience de leurs pères, et se pénétrèrent de la sagesse de ces lois romaines, vénérables sources du droit municipal en Europe ; ils avaient vu Marseille s'essayer avec succès, au milieu des rivalités voisines, à un régime républicain ; le triomphe qu'elle obtint sur les vicomtes, dut développer en elle une énergie administrative qu'elle

(1) Le célèbre jurisconsulte Jean Bianchi, Guillaume Botan, Bertrand de Bucco et Guillaume Busselin.

employa à régulariser une existence dont elle n'eut, pendant quelque temps, à rendre compte qu'à elle-même. Il est vrai de dire que la vertu municipale s'est toujours conservée dans notre ville, car cette vertu, qui se fait jour au milieu des plus grands désordres, n'abandonna jamais ce grand centre de population : mais il y eut une époque où Marseille put déclarer qu'elle ne relevait plus que de Jésus-Christ ( *Jesu-Christo regnante* ). Cette courte existence du régime populaire profita incontestablement à l'esprit municipal, qu'il dut retremper et étendre ; et bien que nous voyions dans nos statuts figurer les noms des princes de la première maison, personne ne niera que ces statuts, échos fidèles des délibérations du XIIe siècle, ne soient un legs de Marseille un instant républicaine.

Afin que l'on puisse se faire une idée complète de l'importance de nos statuts, nous croyons devoir terminer la première partie de notre aperçu sur l'administration intérieure de Marseille, en indiquant le sujet de chacun des cinq livres que renferme le volume.

Le premier livre est relatif aux mesures concernant :

Les fonctions et le serment du recteur ou soit du vicaire de la cité.

Le serment du vicaire et du sous-vicaire.

L'office du juge du palais.

Les deux cours qui devaient être établies ou ordonnées.

La translation des juges dans la cour de Marseille et l'installation d'un juge.

Le tribunal de la commune, relativement à l'appel des causes, et qui est appelé et par qui on est appelé.

Le serment des juges tant des causes principales que des appellations.

L'élection et le serment des conseillers.

Le changement des officiers.

L'élection des chefs de métiers.

Les syndics soit les acteurs (défenseurs) de la commune annuellement élus.

L'élection et le serment des clavaires (trésoriers).

L'élection des conseillers du conseil secret.

L'office de celui qui recevait les gages des assemblées (tribunaux).

Le rassemblement et la conservation des chartes.

Les personnes qui devaient être écartées de l'office de la communauté.

Le châtelain du château de Saint-Marcel.

Les consuls à établir hors de Marseille.

Les notaires-chanceliers des consuls.

Le salaire des avocats.

Ceux qui n'étaient pas admis à postuler, si ce n'est dans certains cas.

Ceux qui ne pouvaient pas avoir des avocats.

Les appels.

Le serment que les avocats devaient prêter à la commune.

Les procureurs.

Les notaires et les postulants au notariat.

Le salaire que les notaires devaient recevoir de leurs actes.

Les notaires qui voulaient abandonner leurs offices.

Les cartulaires et autres écritures publiques des notaires.

Les messagers ou censeurs (huissiers) et les bâtons marqués de la curie.

Les maîtres des pierres (maçons) qui devaient être choisis pour juger certaines constestations.

Les trois autres hommes qui devaient être nommés pour juger les contestations relatives aux limites et aux issues dans le territoire.

Les observateurs des passages.

Les deux honnêtes hommes établis pour la vente et le mesurage des draps.

La caution que les chargeurs devaient fournir au conseil de la commune.

L'établissement de trois hommes probes sur le ministère (capitainerie) du quartier de Blanquerie.

Le héraut public.

Les corratiers (courtiers).

Les inspecteurs du blé, de la farine, des boulangers et du pétrin.

Les chemins publics hors de la ville.

La table de la mer (le bureau des douanes).

Le paiement du *dacita* (droit de claverie ou de douane).

Le poivre que l'on donnait aux maisons religieuses.

Les instruments employés pour la mise à l'eau des navires.

La baliste que les navires venant d'outre-mer étaient obligés de donner à la commune.

Les chaînes de fer que l'on plaçait à travers les rues.

Le blé, la viande et les poissons qui ne pouvaient être vendus qu'aux lieux indiqués par la commune.

Les poissons frais et bons qui devaient être vendus à la halle.

Le bois qui ne pouvait se vendre si ce n'est sur les quais.

Les tuiles.

Les poids et mesures.

Le poids du lauret.

Les meuniers, les ouvriers meuniers et les muletiers.

L'argent qui ne devait être fait si ce n'est par la commune.

Les biens des étrangers.

La fermeture des patis (cloaques).

L'eau de Jarret.

Les offices qui ne pouvaient être obtenus à prix d'argent.

Les charges publiques dont nul ne devait être excusé.

Les honneurs publics dont les possédants ne pouvaient être exemptés.

L'eau de Jarret qui devait être détournée du port.

L'acceptation des offices dans la ville supérieure, ce qui ne pouvait avoir lieu sans le consentement de la curie.

Ceux qui s'obligeaient pour la commune.

Le blé qui ne pouvait être extrait de Marseille, ni revendu sur la place du Temple.

Le vin qui ne devait pas être apporté dans Marseille.

Le maintien de la liberté qu'avaient les hommes de Marseille.

Le salaire des juges, des notaires, des syndics, et des clavaires de la curie de la commune.

Le second livre renferme les lois relatives :

Aux mesures à prendre pour forcer les débiteurs à payer leurs dettes.

A l'oblation du libelle.

A l'estimation des choses réclamées dans les libelles.

Aux délais à accorder.

Aux gages à donner à la curie lorsque la justiçe devait être rendue par elle.

Aux choses de ceux qui n'étaient pas de Marseille, jusqu'à ce qu'ils eussent satisfait.

Aux actes qui devaient être inscrits dans le cartu-laire de la curie.

Au salaire des notaires et des autres écrivains au sujet de la transcription de ces actes.

A la forme dans laquelle devaient être produits les témoins dans Marseille et hors de Marseille.

A ceux qui n'étaient pas admis en témoignage.

Aux témoins qui pouvaient être ou non contraints.

A la preuve par un témoin seulement.

Aux personnes d'esprit sain qui ne pouvaient être excusées de témoigner pour cause de vieillesse

A la publication des témoins dont on craint la mort ou l'absence.

A la foi à donner aux témoins et aux autres, les trois ans étant écoulés, et à ces trois ans qui pouvaient être prorogés par la volonté des parties.

A la foi des actes.

Aux actes faits hors la ville.

Aux chartes de reconnaissance des dots et à la récognition des dots acceptées ou dues à quelqu'un.

Au taux de l'usure.

Aux sentences à exécuter.

Aux appels.

Aux dépenses devant être restituées dans la cause des appels et des causes principales.

Aux gages qui devaient être restitués à celui qui avait obtenu gain de cause.

Aux estimations qui devaient être faites par les estimateurs de Marseille et perpétuellement admises

Aux actes faits devant Ricaud et les consuls.

Aux actes faits devant des arbitres.

A la faculté qu'avait un citoyen de Marseille de se servir contre un étranger dans une autre juridiction, du droit dont un étranger lui-même se servait contre un citoyen de Marseille.

A ce qu'un citoyen de Marseille pouvait recevoir, sous quelque titre, une possession à une condition telle qu'il fût tenu de répondre ailleurs que devant les tribunaux de la commune de Marseille.

Aux notaires qui devaient dresser les actes des possessions situées dans la ville vice-comitale.

Au laud ( droit de représailles ) à accorder aux citoyens de Marseille.

Aux choses volées ou furtivement soustraites, en ce qu'il était loisible au maître de les retirer jusqu'à ce qu'elles eussent été présentées à la curie.

Aux vignes et aux jardins desquels le cens était retiré annuellement.

Aux marchés de viande.

Aux calefats et aux maîtres de hache (charpentiers), relativement à la taxe qu'ils percevaient pour manger et pour boire (*per pan et beourre*).

Aux médecins ou physiciens et aux chirurgiens (*de medicis, physicis et chirurgicis*).

Aux apothicaires.

Aux armuriers (fabricants d'armures) et aux orfèvres.

Aux tailleurs.

Aux drapiers.

Aux opérations des *blanqueriers* (tanneurs) et des curatiers (corroyeurs).

Aux nôces et aux brandons ne devant être portés.

A ce qu'un homme ne puisse avoir deux épouses et une femme deux maris.

Aux mariages avec une fille de famille.

Aux tuteurs et curateurs adjoints par la curie.

A ceux qui ne pouvaient être tuteurs et curateurs.

Aux testaments et aux dernières volontés.

Aux substitutions et aux restitutions.

Aux posthumes.

A ceux qui mouraient hors de Marseille.

A ceux qui mouraient sans avoir testé.

A ceux qui étaient entrés dans un monastère ; comment ils succédaient.

Aux femmes mariées par leurs parents ; comment elles leur succédaient.

Aux femmes mariées par leurs frères, comment elles étaient admises à la succession ou aux biens des parents.

Les dispositions du troisième livre ont rapport :

Aux servitudes des édifices.

Aux dépenses ou améliorations faites chez autrui.

Aux conduits d'eau faits au bas des maisons.

A la chose mobile obligée au gage et devant être vendue.

Au gage donné sur les navires pour quelque somme.

Aux marchés et aux ventes ; comment ils devaient être observés.

A ceux qui devaient être préférés dans les ventes.

A ceux qui ne pouvaient être forcés de vendre leurs possessions à la commune.

Aux chairs salées devant être vendues au poids.

A l'étain ne devant être vendu qu'au quintal de Marseille.

A ceux qui avaient l'*honneur* ( propriété ) libre et qui pouvaient le vendre librement.

Aux cuirs.

Aux chanvres.

Au mesurage du blé et du sel.

Aux *charges* de bois ( *de saumatis lignorum* ), ne devant être changées ni refaites.

Aux cordes qui ne pouvaient être faites si ce n'est avec du chanvre femelle.

Aux tonneaux ; comment ils devaient être faits et vendus.

Aux pierres ; comment elles devaient être vendues.

Aux sociétés et commandites.

A la manière dont les sociétés et commandites pouvaient être répétées.

Aux donations faites par les parents aux enfants de frères devant être révoquées.

A la cession de la peine défendue d'après la vente du nom.

Aux portes des *inquilins* ( locataires ), devant être fermées lorsqu'ils ne payaient pas leur loyer.

Aux choses données en emphythéose.

Aux possessions cédées pour un certain cens.

Au fonds vendu à quelqu'un, lequel fonds pouvait n'être pas remesuré.

Aux *fachériens* ( locataires ) des vignes ( pièces de terre complantées en vignes ) et des champs.

Aux mêmes à qui , pendant la durée de leur bail, on ne pouvait imposer de nouvelles servitudes.

Au trézain qui devait être payé pour la chose censale remise en acquittement de dot.

Aux trézains donnés aux viguiers ( *vicariis*) de Marseille pour les honneurs.

Le quatrième livre contient les décisions concernant :

Les navires, barques, etc., qui ne pouvaient rester pleins d'eau dans le port.

Les réservoirs ( *barquilibus*) qui devaient être établis au bas de chaque rue aboutissant au port pour recevoir les eaux sales.

Le jet de l'eau sale, des excréments et du fumier qui ne pouvait avoir lieu par les fenêtres dans les rues de Marseille.

Le fumier, la terre et les balayures qui ne devaient être portés qu'en certains lieux hors de Marseille.

L'enlèvement, tous les trois ans, du fumier et des ordures apportés dans le port par les navires.

Les navires qui ne devaient la *latte* (1) dans le port de Marseille.

Les navires loués pour les nolis :

Les navires qui devaient être tenus dans le port de *Ratonelle* ( Ratoneau ) si ce n'est en certain temps.

Les navigants ; comment ils devaient se comporter envers les Marseillais.

Les Gênois qui ne pouvaient naviguer sur les navires de Marseille.

Le drapeau avec la croix de la commune de Marseille qui devait être porté par les navires à l'exception de tout autre.

(1) On entendait par ce mot, le droit perçu sur les navires à raison des ordures qu'ils jetaient dans le port. Le droit de latte s'appelait en français : *droit de letaige*.

Les vivres à fournir aux mariniers étrangers, le temps pendant lequel ces vivres devaient être fournis, le temps pendant lequel ils pouvaient rester sur les navires de Marseille.

Les armes dont les navires devaient être pourvus.

Les marchandises qui ne devaient être placées sur le pont des navires, et celles de la détérioration desquelles il devait être tenu compte.

Les mariniers qui perdaient les marchandises des autres.

Les Juifs ; combien chaque navire devait en porter.

La *conserve* (1) des navires qui devait être conservée.

Les maîtres et les conducteurs des navires ; comment ils devaient se comporter envers les étrangers.

(1). — Escorte. — On entend par vaisseaux ou navires de conserve ceux qui font route ensemble. Les marins disent dans ce cas *aller de conserve*, c'est-à-dire marcher sans se quitter.

Les places affectées aux pélerins.

Les écrivains des navires.

Les chargeurs ( *armateurs* ) des navires.

Les écrivains des navires qui ne devaient rien exiger des voyageurs pour leurs cartes ( écritures ).

Les étrangers qui devaient être portés au-delà des mers.

Le jet des marchandises dans la mer.

Les navires qui devaient être inspectés par la curie pour savoir s'ils étaient en bon état, et s'ils étaient pourvus de ce qui était nécessaire aux voyageurs pendant la traversée.

L'hommage qui ne devait être prêté.

Le cinquième livre embrasse les décisions ayant trait :

Aux maléfices et aux plaintes des blasphèmes.

A la défense faite de se plaindre des coups reçus par un maître, et aux serviteurs qui n'avaient pas rempli leur charge pendant le temps voulu.

A la punition encourue pour cause d'injures.

Au châtiment encouru par ceux qui, après le son de la cloche (l'heure du couvre-feu), allaient sans lumière.

Au châtiment mérité pour défaut de caution.

Aux conjurations (conspirations, assemblées illicites) qui ne devaient avoir lieu.

Aux conjurations illicites qui devaient être brisées
(*De conjurationibus illicitis infrigendis.*)

Aux Juifs qui opéraient les jours prohibés.

Aux jeux et au châtiment de ceux qui s'adonnaient aux jeux.

Aux courtisannes.

A la défense faite aux Juifs et aux courtisannes de se rendre aux étuves, les jours prohibés.

Au signe que devaient porter les Juifs.

Aux lépreux qui ne devaient être tolérés à Marseille qu'en certain temps.

Au ban des *cunicules* (1).

(1) C'est-à-dire *à la chasse des lapins. Cunicularia, vivarium cuniculorium, gallis*, lapinière, garenne.
(Glossaire de Ducange).

Au bois des vignes ne devant être apporté (*De soccis vinearum non afferendis.*)

Au ban.

Au ban rompu et au dommage fait devant être punis.

Aux marchandises altérées ou sophistiquées.

A la teinture des plumes.

A ceux qui prenaient un autre nom que le leur.

Aux peines encourues par ceux qui produisaient de faux témoins ou de faux actes.

A la manière dont les homicides devaient être punis.

Aux bannis.

A ceux qui, écartés d'une charge, ne pouvaient y être rappelés.

Aux parents ne pouvant être punis pour leurs fils et *vice versâ*.

A ce que chacun pouvait être entendu par le recteur, dans la défense de son droit.

A ce que le recteur ne pouvait forcer quelqu'un à fournir des gages en monnaie d'or, d'argent ou en tout autre chose.

A ce qu'aucun officier de la commune de Marseille ne pouvait être confirmé.

A ce qu'une caution ne pouvait être donnée à celui qui avait offensé un citoyen de Marseille.

Aux objets appartenant aux étrangers qui devaient être payés.

**Au délai de 20 jours accordé aux marchands qui se trouvaient à Marseille, au moment** d'une déclaration de guerre (1).

Aux petits enfants ne devant être rachetés.

A ce que des otages ne devaient être donnés.

A ce qu'il n'était pas permis de bâtir dans les lieux prohibés.

A ce que des forts ou autres machines de guerre ne devaient être élevés dans Marseille.

(1) Les chapitres XXXIII et XXXIIII sont, sans contredit, ceux du volume qui honorent le plus notre ville, car ils établissent, en principe, que lors même que l'on est en guerre avec une ville ou un état, il faut respecter les propriétés particulières des sujets de cette ville ou de cet état : *quod propter illam guerram nichilominus res predicte sint salue forestaneis dictis cum utilius sit ciuibus Massilie res et pecuniam forestaneorum possidere et cum eisdem lucrum facere quam predictis rebus carere.* Ce louable exemple de justice et de bonne politique fut suivi par plusieurs communes du midi : Avignon, dans ses statuts, déclara inviolable les propriétés des étrangers tant en paix qu'en guerre, *salue remeneant eis res illæ tempore pacis et guerre.......... neque a curia neque ab alio capiantur.*

A la présomption de la filiation, de la paternité et de la mort, qui est invoquée le plus souvent dans les jugements et souvent aussi niée entre les plaideurs.

A la fermeture des cloaques et à la repurgation des rues.

Au salaire des messagers et des ambassadeurs de la ville de Marseille.

A la forme des condamnations.

Au refus de prêter des lits ou des draps au recteur ou à tout autre de sa famille.

A la garde des prisons.

A la garde des vignobles.

A la peine de ceux qui chassaient dans les vignes d'autrui.

A la peine de ceux qui, par des moyens illicites, empêchaient les ouvriers de travailler.

Au mode de la brusque.

A ce que l'on ne devait pas descendre devant les dames ou les femmes.

A la falsification de la monnaie.

Au salaire des ouvriers.

A la criée défendue.

A la division de la dot.

Aux sentences et interlocutions prononcées par un autre.

A la mutation des emplois.

A ce que ceux qui seraient de nouveau au nombre des *six hommes probes*, par le conseil des-

quels les élections auraient eu lieu, ne pourraient après, pendant trois années, être investis des mêmes fonctions, mais il était permis de leur donner les autres charges comme aux autres citoyens.

---

# STATUTA MASSILIE.

# STATUTA MASSILIE.

## Index rubricarum Statutorum Massilie.

### LIBER PRIMUS.

(1) Bien que l'orthographe du nom de ce cours d'eau nous paraisse devoir être *Jarreti* ( il est d'ailleurs écrit ainsi dans le Titre du Chapitre LXIII du même livre), nous avons cru devoir reproduire le nom tel

Caput.

LX Quod nullus habeat officium pro pecunia.

LXI Quod nullus excusetur a muneribus publicis.

LXII Quod nulle possessiones Massilie ab honoribus publicis excusentur.

LXIII Quod aqua Jarreti non intret portum Massilie.

LXIII Quod nullus accipiat in uilla superiori Massilie officium sine consensu curie.

LXV De illis qui pro comuni se obligant in dempnibus conseruandis.

LXVI De blado non extrahendo de Massilia nec reuendendo in platea templi et vino in Massilia non afferendo.

LXVII De libertate conseruanda quam habent homines Massilie in clauaria uel alibi et de pena statuta contra uiolatores illius libertatis.

LXVIII De salarijs iudicum notariorum et syndicorum et clauariorum curie communis Massilie.

qu'il a été tracé ici, dans l'espoir que plus tard, aidé des différentes manières d'écrire cette appellation, nous parviendrions, peut-être, à pouvoir en établir l'étymologie.

INCIPIT LIBER SECUNDUS.

Caput.

## INCIPIT LIBER TERTIUS.

## INCIPIT LIBER QUARTUS.

**INCIPIT LIBER QUINTUS.**

Caput.

XXXII De guidagio non prestando alicui qui ciuem Massilie offenderit.

XXXIII De rebus foratanearum soluendis.

XXXIIII De spacio XX dierum dando mercatoribus qui essent in Massilia tempore guerre.

XXXV De non redimendis filijs paruulis.

XXXVI De hostagijs non dandis.

XXXVII Ne aliquis hedificet in locis prohibitis.

XXXVIII De forcijs seu municionibus infra Massiliam non faciendis.

XXXVIIII De presumpcione filiacionis et paternitatis et matrimonij et mortis que in iudicijs plerumque proponuntur et iter litigantes sepe negantur.

XL De claudendis patuis et carreijs purgandis.

XLI Quod salarium accipere debeant nuncii et ambaxatores ciuitatis Massilie.

XLII Qua forma condempnaciones a modo fieri debeant.

XLIII De non acomodando lectos uel pannos alios rectori uel alij de sua familia.

XLIIII De custodia carceris.

XLV De gardia uinearum qua forma accipi debeat.

XLVI De pena uenancium in alienis vineis.

XLVII De pena illorum qui illicite prohibent operarios operari.

XLVIII De modo bruscandi.

Expliciunt tabule quinque librorum statutorum Massilie.

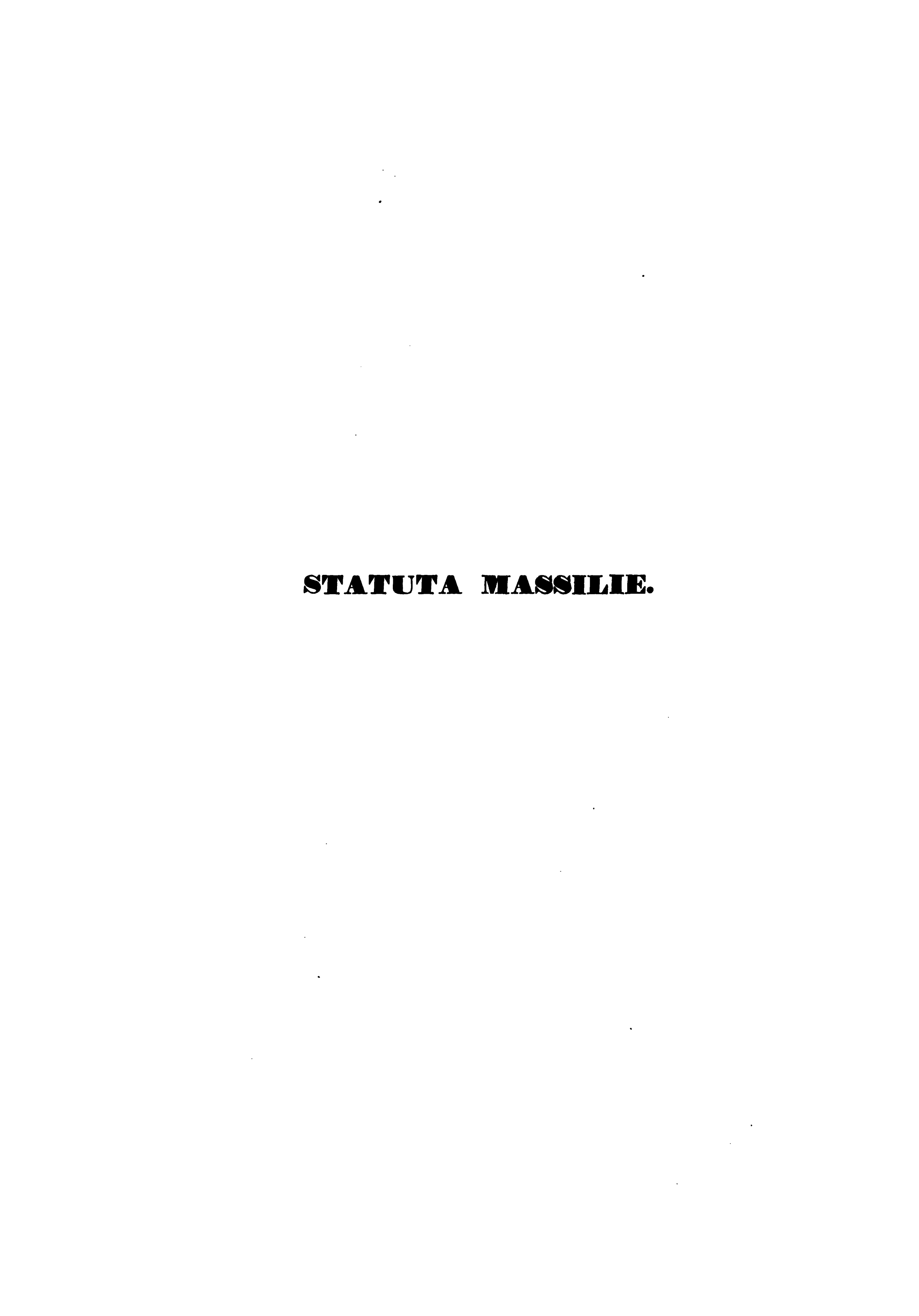
---

Actibus immensis urbs fulget Massilliensis.
Massiliam uere ciues uictor ciuesque tuere.

---

*Leguntur in legenda beati Cassiani sequentia:*

O nobilis Gallie ciuitas Massilia mater Prouincie.
Circumdare cum tuis ciuibus pro pignore consenso celitus, Cassiani cum sanctis millibus.



# STATUTA MASSILIE.

# STATUTA MASSILIE.

Ad (1) honorem Dei et omnium Sanctorum ordinamus presenti statuto seruandum deinceps quod quicunque fuerit vicarius ciuitatis uicecomitalis Massilie pro inclito et serenissimo principe ac

(1) En tête de ce livre se trouve le premier dessin colorié; il représente la cérémonie de la prestation du serment du *vicaire de la ville vice-comitale de Marseille*. Une estrade s'élève au fond, surmontée par une tapisserie bleue semée de fleurs de lis. Sur cette estrade sont assis huit personnages chaperonnés, vêtus de longues robes échancrées sur les jambes; celui de ces personnages qui porte une robe jaune maintenue par une ceinture dorée, avance la main sur le livre des évangiles que soutient l'archivaire de la ville et qui s'appuie sur les genoux du comte de Provence ou de son représentant.

Le personnage placé à l'extrémité droite, élève un petit bâton doré.

Au dessous de l'estrade, un greffier écrit sur une table où son manuscrit et son écritoire sont étalés. Dans l'espace ménagé entre l'estrade et le reste de la salle, plusieurs individus dont l'un est encapuchonné, prêtent une grande attention à la cérémonie; tous ces per-

domino nostro domino Ludouico secundo Dei gratia Jerusalem et Sicilie rege Ducatus Apulie et Andeganie duce principatus Capue prouincie Forcalquerij cenomame et ronciati comite ac domino predicte ciuitatis Massilie pro regenda et gubernanda ciuitate Massilie iuret et iurare debeat in principio sui regiminis primo in concilio generali Massilie ut moris est congregato et postea in primo publico parlamento ciuium et hominum Massilie uniuersaliter ad sonum campanorum more solito congregato presente uniuersitate eiusdem ciuitatis ad sancta Dei euuangelia ab ipso corporaliter tacta quod ipse bona fide et sine fraude et absque malo ingenio reget gubernabit et defendet et saluabit ciuitatem Massilie et omnes ac singulos ibi residentiam facientes et hec omnia faciet infra ciuitatem Massilie et extra ubique pro posse suo in personis et rebus seu bonis ad eos simul uel separatim pertinentibus.

sonnages portent des souliers extrêmement pointus et longs. Ce dessin est parfaitement conservé, les couleurs en sont très-peu altérées ; les figures donnent une idée exacte de la coiffure du temps et du costume porté dans les cérémonies publiques, à cette époque.

Cette première page a reçu tout le luxe en usage dans les manuscrits du moyen-âge; au bas, deux anges agenouillés portent les armoiries de la ville (1).

La lettre A, la première de la page est écrite sur un fond d'or; un oiseau aux ailes déployées tient la *barre* du milieu de l'a et une tête de chimère saisit de ses dents la ligne gauche de cette lettre, laquelle s'épanouissant en jets dorés, en raies bleues, pousse autour de la page une délicate végétation de fleurs et de feuilles.

(1) La croix d'azur sur un fond d'argent.

Et quod omnia quecumque ad honorem et commodum seu utilitatem dicte ciuitatis Massilie pertinebunt uel pertinere uidebuntur tractabit faciet et complebit pro posse suo.

Et quod nunquam erit in consilio uel facto scienter quod ciuitas Massilie et cives eiusdem ciuitatis amitant uel perdant honorem suum uel iura aut suum bonum statutum.

Nec erit aliquo tempore dicte ciuitati in dampnum de suis secretis uel iuribus aut de alijs que ad honorem et utilitatem et comodum eorumdem uidebuntur in aliquo pertinere.

Nec id bonum quod leuiter ad utilitatem et honorem dicte ciuitatis facere poterit faciet eis difficile.

Nec illud quod erit possibile reddet eis in possibile.

Et in super iurabit seu eodem iuramento comprehendet quod reddat et reddi faciat ius omnibus hominibus predicte ciuitatis suppositis iuridictioni Massilie et omnibus alijs tam mercatoribus quam peregrinis in dicta ciuitate uenientibus et habitantibus conquerentibus coram eo aut coram iudicibus Massilie aut coram officialibus de omnibus quibuscumque personis alienigenis secundum iura et specialiter secundum statuta ciuitatis Massilie facta tunc et facienda tempore sui regiminis.

Item que omnes libertates et immunitates et franquesias ad dictam ciuitatem pertinentes et que pertinerunt uel pertinere debent pro posse

suo deffendet et saluabit prout melius poterit fideliter et bona fide.

Item que consilia secreta et credencias quecumque erunt secreta habebit et tenebit eaque nulli pandet uel reuelabit toto tempore sui regiminis uel postea nunquam ad detrimentum seu lesionem dicte ciuitatis uel alicuius ipsius ciuitatis et quod omnia consilia que semet in scriptis redigenda faciet scribi in cartulario et quod semper in generalibus et priuatis consilijs habebit secum et faciet adesse unum notarium publicum Massilie ad minus uidelicet unum de illis duobus qui deputati erunt ad tabularium palacij ante iudicem qui scribat illa consilia secundum quod ea sumentur uel in quo maior pars consiliariorum conueniet.

Item que pacem et conuencionem que facta est inter illustrem dominum Karolum comitem prouincie et dominam Beatricem uxorem suam comitissam prouincie et ciuitatem uicecomitalem Massilie non impediet per se uel per alium ymo pro posse suo dabit consilium et adiutorium ut dicta pax conuencio conseruetur.

Item quod si aliquis uel aliqui undecumque inuenirentur in Massilia uel alibi sub posse et iurisdictione eiusdem Vicarij qui pacem predictam uolent perturbare uel impedire uel destruere illum uel illos puniet uel multabit iuxta uoluntatem et consilium suorum iudicum.

Item quod omnes et singulos mercatores apud Massiliam undique intrantes seu uenientes per

mare uel per terram et res eorum et merces et eorum familiam et nuncios in rebus et personis saluabit et deffendet custodiet et seruabit bona fide intrando in Massiliam stando et exceundo exceptis tamen illis personis et casibus et rebus qui uel que per aliquod statutum Massilie factum uel faciendum inuenirentur ob aliquam causam exceptati uel excipiendi uel qui per consilium generale Massilie uel maioris et sanioris partis illius causa utilitatis uniuersitatis Massilie exciperentur in futurum.

Item quod dictus Vicarius omnia et singula in sacramentali suo contenta bona fide et sine dolo et malo ingenio remoto attendet et complebit et obseruabit et attendi compleri et obseruari faciet pro posse suo a iudicibus et subuicario suo et officialibus Massilie sine aliqua retencione secundum modum et formam statutisue sacramentalis sui nullo additamento in ore eius uel corde retento recitato uel recitando. Ita quod ipse uicarius sub toto regimine ciuitatis Massilie stare et inherere debeat sacramentali suo et in omnibus et per omnia suum regimen adimplere et excercere.

Item quod hereticos et ualdenses et omnes qui male secte fuerint persecutores fidei pro posse suo firmiter prosequetur infra terminos sue iurisdictionis modis omnibus quibus poterit ipse uel per alios bona fide.

Item quod omnia statuta et singula que facta sunt et ad hoc facta manent et que in posterum

fient et approbabuntur tempore sui regiminis per consilium Massilie obseruabit inuiolabiliter et attendet et posse suo attendi et obseruari faciet bona fide per totum tempus sui regiminis.

Et hoc de statutis intelligitur que non sunt et non essent contra dictam pacem factam inter dominum Karolum comitem prouincie et ciuitatem Massilie.

Item quod omnes preconisationes quascunque fieri faciet in Massilie per totum tempus sui regiminis attendet complebit et obseruabit et attendi et obseruari faciet pro posse suo bona fide salua tamen et retenta uoluntate consilij generalis uel maioris et sanioris partis eorum circa obseruancia uel super mutacione aut emendacione uel moderacione dictarum preconisacionum.

Item quod nullum munus guizardorum uel encennia aliqua recipiet ab aliquo uel ab aliquibus per totum tempus sui regiminis uel recipi faciet et alius recipi non permittet nisi essent canes uel aues aduenandum uel res pertinentes ad esculentum uel poculentum ualentes usque ad quinque solidos ad plus.

Et illud idem non recipiet uel recipi faciet in fraudem dolum dampnum uel detrimentum ciuitatis Massilie uel aliquorum de ciuitate Massilie.

Et in super quod omnia supradicta et singula in hoc statuto comprehensa bona fide et sine dolo et fraude et absque malo ingenio remotis inde amicicia et inimicicia et parentela precio precibus promissis timore odio et amore in integrum faciet

attendet obseruabit et complebit inuiolabiliter pro posse suo per totum tempus sui regiminis.

Item quod ipse uicarius eciam teneatur post exitum sui regiminis moram facere in Massilia per quindecim dies continuos causa per soluendi debita et maluersaciones si quas debuerit et subierit tempore sui regiminis uel post quamdiu fuerit in Massilia donec soluerit uel solui fecerit debita que tunc temporis debebit in Massilia et manuleuamenta uel alius seu alij pro eo et nichilominus secum retineat interim omnes illos qui pro eo aliquid manuleuassent tempore sui regiminis quod tamen nondum esset solutum.

Item quod hoc sacramentale specialiter teneatur uicarius seruare in omnibus et per omnia illa statuta que loquuntur de coniurationibus et rassis non faciendis et de coniurationibus illicitis infringendis.

Huic eciam statuto addimus ut illa die qua uicarius supradictus suum faciet iuramentum in modum supra scriptum. Postea incontinenti in eodem loco et coram dicto uicario subuicarius et iudices sui iurent ad sancta Dei euangelia quod ipsi pro posse suo bona fide saluabunt et custodient toto tempore dicti regiminis predictam ciuitatem Massilie et omnes et singulos de iuridictione Massilie in personis et rebus ad honorem et utilitatem Massilie.

Hoc autem statutum supra scripte forme sacramentalis vicarij faciet sibi vicarius publice legi in

audiencia consilij generalis de tribus in tribus mensibus durante suo regimine.

---

## Sequitur Sacramentale Subuicarij (1).

STATUIMUS quod subuicarius Massilie quando iurabit uicarius ut in precedenti statuto continetur iuret in consilio generali se bona fide in omnibus agere ea que suo incumbunt officio siue ex generali uel speciali comissione seu iniunctione vicarij siue alio modo et expressim et nominatim obseruabit omnia et singula capitula que circa honorem et utilitatem ciuitatis Massilie et ciuium singulorum in sacramentali uicarij superius continentur et quod ipse per se seruabit et attendet in omnibus et per omnia sacramentale dicti vicarij secundum quod in sacramentali dicti vicarij continuetur et opem et consilium pro posse suo dabit dicto vicario ut sacramentale suum obseruet compleat et attendat.

Et quod omnia consilia et credencias priuata et priuatas habebit per totum tempus regiminis ui-carij et ultra et quod ea in dampnum uel perniciem

(1) L'office de *sous-vicaire* dont il est question au sujet de la prestation du serment dans ce chapitre, paraît avoir été supprimé dans le 16e siècle ; il dépendait, ainsi que son titre l'explique, du *vicaire de la ville vice-comitale* qu'il remplaçait dans les cas d'absence et de maladie.

et destruccionem ciuitatis Massilie nunquam manifestabit.

Item quod nullum minus uel guizardonium uel encennia aliqua recipiet ab aliquo uel aliquibus per totum tempus dicti regiminis uel recipi faciet nisi essent canes et aues aduenandum uel res pertinentes ad esculentum uel poculentum ualentes usque ad tres solidos ad plus et illud idem non recipiet in dampnum uel fraudem dolum uel detrimentum ciuitatis Massilie uel aliquorum ciuitatis Massilie et quod dictum sacramentale sibi legi faciet ab aliquo notario Massilie quater in anno scilicet de tribus in tribus mensibus.

---

## Sequitur Sacramentale iudicum (1).

STATUIMUS firmiter obseruandum quocies iudices curiarum Massilie qui in palacio seu in alijs curijs Massilie erunt pro tempore occasione regiminis dicte ciuitatis uel curiarum eiusdem debeant cum assumentur ad sua officia iurare et iurent annis et singuli ad sancta Dei euangelia ab ipsis iudicibus corporaliter tacta et in consilio Massilie ad sonum campane congregato per Deum omnipotentem et filium eius unigenitum dominum et dominum nostrum Jeshum-Christum et Spiritum Sanctum predicta et quatuor euangelia quocies ipsi puramente et consciencia conseruabunt in curia uel curijs predicte ciuitatis Massilie in suis officijs omnem iusticiam et equitatem omnibus hominibus et personis coram eis causantibus et litigantibus quandocunque et undecunque fuerint et quod in omnibus causis uel litibus que coram eis uentilabuntur in dictis curijs uel alibi tam quam coram iudicibus in tantum quantum ad officium iudicature spectabit secundum leges et ius et presertim secundum statuta dicte ciuitatis Massilie omnia facient pro ut melius eis uisum fuerit atque justum.

(1) Du serment des juges.

Et similiter quo ipsi uicario ciuitatis Massilie semper sanum et rectum consilium dabunt et prestabunt seu consulent et fideliter et bona fide pro ut eis melius iustius et fidelius uisum fuerit consulendum scilicet in hijs que dictus uicarius ipsos requisierit occasione regiminis supradicti et in omnibus alijs in quibus ipsi motu proprio consulent dicto uicario ad utilitatem et comodum dicte ciuitati.

Item quod iam dicti iudices per se seruabunt et attendent in omnibus et per omnia sacramentale dicti uicarij secundum quod in sacramentali dicti uicarij continetur.

Et similiter quod ipsi iudices dabunt uel prestabunt pro posse suo opem et consilium et auxilium et iuuament predicto uicario ut ipse compleat inuiolabiliter et conseruet sacramentum quod fecit uel faciet dicte ciuitate Massilie pro regimine dicte ciuitatis pro officio seu uicario et quod per eos iudices nullatenus fiet scienter quod imo dictus uicarius ea que iurauerit attendat et compleat et inuiolabiliter obseruet per totum tempus sui regiminis.

Et hec omnia supradicta et singula permittant et iurent supradicti iudices et singuli eorum ut dictum est ad sancta Dei euuangelia se fideliter bona fide et legitime absque omni dolo et fraude et malo ingenio facturos ac tensuros et completuros inuiolabiliter per totum tempus sui officij remotis semper omni amicicia et inimicicia ac parentela precibus et promissis ac timore odio amore et precio.

In predicto autem sacramento iudicum uolumus

comprehendi et etiam ad omnem ordinarium et delegatum dicte ciuitatis extendi quod mandato uel precepto aut precibus alicuius non denegent audienciam alicui in iure suo nec pretextu talis causas incepta uel incipienda coram eis ullatenus differant terminare.

Decernentes preter ea quod nichilominus dicti iudices comprehendant et dicant in eodem sacramento quod ipsi consilia secreta et credencias quecunque celanda erunt que eis patefient uel dicent aut ipsi audient secreta habeant et teneant ea quod nulli pandant toto tempore sui officij nec unicuique postea ad detrimentum et lesionem ciuitatis Massilie uel alicuius consulentis seu cuiuscunque alterius ciuis Massilie.

Decernentes similiter quod dicti iudices omnis et singuli durante officio uel post infra nullatenus possint aliquo modo non liceat eis per se uel per alios siue iudeos uel christianos aliquam remunerationem uel guizardonum uel aliquod seruicium uel donum seu encenia aliqua postulare uel accipere a quocunque seculari uel ecclesiastico nec ab aliquo monasterio uel domo religiosa ualens unum denarium uel plus precium esculencium et poculencium ualens in super tres solidos regales nec tracture per se uel per alium quod ultra unum annum in officio iudicature remaneant. Nec cum suis notarijs uel aliquo ipsorum aliquam super lucrum ipsorum participacionem habebunt.

Item quod dicti iudices teneantur dare consilium

et consilia et patrocinia dicto uicario et ciuitati Massilie et eosdem in causis et litibus deffendere infra ciuitatem sine aliquo salario et extra si impense fuerit cum remuneracione tamen salarij.

Item quod dicti iudices existendo iudices non prestabunt in curijs Massilie patrocinium uel aduocacionem in aliqua causa uel lite nisi predicto uicario et ciuitate Massilie ut supra dictum est nec erunt arbitri uel assessores arbitrorum inter ciues Massilie sine licencia uicarij et tunc sine omni salario et spe salarij nisi ante quam electi fuissent iudices tale officium in se recepissent sed in illis causis que coram ipsis uentilabant aut uentilate essent coram suis predecessoribus possint de uoluntate parcium se subiciencium uoluntati eorum mandamenta seu arbitria proferre sed quia plerumque et sepe contingit quod aduocati iurisperiti dicte ciuitatis qui pro tempore eliguntur iudices curiarum Massilie antequam eligantur ad officium iudicature suscipiunt causas sub suis patrocinijs gubernandas.

Concedimus eisdem ad utilitatem suarum parcium et causa implendi fidem sue aduocacionis promisse seu suscepte ut absque perturbacione et retardacione sui officij iudicaturum causas illas tamen ante officium iudicis susceptas ualeant iuuare fouere et manutenere dando ibi consilium suum preponendo defacto et disputando de iure ita tamen quod propter hoc non ueniant illi existendo iudices in curia coram iudice Massilie nisi forsitan a iudice qui cognosceret de illa questione super hoc uocarentur.

Statuentes in super quod post quam aliqua lis uel causa coram dictis iudicibus uel aliquo eorum fuerit finaliter disputata que postea infra mensem sequentem qui super est de tempore sue iuridictionis teneantur diffinitiue pronunciare uel mandamenta ut dictum est proferre nisi iustum impedimentum interuenerit uel nisi remanserit de parcium uoluntate expressa et dicti iudices non possint petere aliquid uel accipere pro consilio uel pro consilijs alicuius sentencie diffinitiue uel inter loqutorie nisi illud receperint a partibus de uoluntate ipsarum parcium uel alterius earum pro habendo consilio expendendum.

Item quod hereticos ualdenses et omnes alios persecutores fidei quocunque nomine nuncupentur persequantur pro ut melius poterunt bona fide dando consilium et auxilium dicto uicario persequendi eos in personis et rebus uiriliter et potenter.

Iudices autem suo sacramento concludant quod quandiu erunt in Massilia intrent omni die curiam pro iure reddendo semel ad minus nisi dies fuerit feriatus uel pro corporis sui necessitate uel pro facto dicte ciuitatis uel de uicarij licencia remanerent.

**In nomine Domini nostri Jhesu X^ti incipit liber primus de Officio et iuaramento Rectoris Civitatis Massilie.**

ET PRIMO (1)

Ad honorem Dei et omnium sanctorum ordinamus presenti statuto seruandum deinceps quod

(1) C'est au commencement de ce chapitre relatif aux *fonctions et au serment du recteur* ou soit *du vicaire de la cité vice-comitale de Marseille*, que se trouve le second dessin colorié : il représente, comme le précédent, la cérémonie de la prestation du serment du premier magistrat de la ville. La différence qui existe entre ce dessin et celui dont nous avons parlé plus haut, consiste dans le changement de couleur du fond de la tapisserie fleurdelysée qui recouvre les murs de la salle, et le costume des personnages.

Dans le premier dessin, le fond de la tapisserie est rouge et le vicaire ou recteur y est revêtu d'une robe jaune sans chaperon, serrée à la taille par une ceinture dorée ; dans le second, le fond de la tenture est bleu et le recteur est représenté portant une longue robe écarlate échancrée à l'endroit des jambes, ce qui laisse entrevoir la couleur blanche du vêtement de dessous ; les parements de cette robe ainsi que le chaperon sont d'un gris donnant sur le bleu *.

La robe du représentant du comte est bleue ; son chapeau est rouge.

Les personnages qui assistent à la cérémonie sont au nombre de

* Le costume des administrateurs de la ville a souvent varié ; un tableau que l'on voyait encore dans la grande salle de l'Hôtel de Ville en 1790, représentait les consuls vêtus d'une robe d'écarlate, à manches étroites.

Bouche (tome 2, page 567) nous apprend que les consuls et l'assesseur

quicunque fuerit uicarius ciuitatis uicc-comitalis Massilie pro comuni et uniuersitate eiusdem ciui—

vingt-un dans le dessin que nous décrivons; ils sont tous vêtus d'une tunique de couleur différente; un seul porte à la main une longue dague, dont la pointe est tournée vers la terre. Deux autres personnages, dont l'un assis auprès du représentant du comte et l'autre debout au milieu du premier plan, tiennent un rouleau de parchemin à la main; celui qui est debout a, en outre, un petit bâton dans la main gauche.

Il paraît que la cérémonie de la prestation du serment avait lieu, du moins à en juger par le dessin qui nous occupe, dans la salle de l'ancien hôtel de ville ( *palatium communis Massiliæ* * ) désignée dans quelques vieux titres sous le nom de *Chapitre des Recteurs* ( CAPITULUM RECTORUM ), car l'on voit au bas de l'estrade sur laquelle le recteur à genoux prête serment, les mains appuyées sur les saints évangiles que tient, sur ses genoux, le représentant du comte, la table de pierre ( *Lapis parlatorij* ) sur laquelle montaient les membres du conseil de la cité, lorsqu'ils avaient à se faire entendre dans les assemblées municipales; le conseil de ville, alors appelé *conseil général*, était toujours convoqué *ad sonum campanarum*. Ce n'est guère qu'à partir du quatorzième siècle, que les conseils de ville ont été tenus dans la grande salle du palais communal, *la salle verte* ( *aula viridis.* )

La lettre A, la première du chapitre, est encore ornée d'arabesques dorées sur un fond bleu; le feuillage qui encadre la page est d'un goût assez agréable, quoique moins délicat que celui qui orne la première page du livre.

étaient habillés de velours noir avec des chaperons bleus, lors de l'arrivée de la reine Eléonore d'Autriche ( 24 octobre 1533 ).

Une délibération du conseil de ville de l'année 1576, fait connaître que les consuls devaient porter aux processions, une robe de damas au lieu de celle en drap d'écarlate qu'ils avaient en hiver.

Lors de la venue de Charles IX, les consuls étaient *vêtus de robes de velours cramoisi*. ( RUFFI, tome 1er., livre VIII, chapitre 1er., fol. 345 ).

A la réception de Louis XIII, laquelle eut lieu le 8 octobre 1622 à la plaine Saint-Michel, les consuls avaient des robes d'écarlate.

* On sait que le vieil Hôtel de Ville était situé à peu près sur l'emplacement occupé de nos jours par la chapelle et la cour de l'Hôtel-Dieu.

tatis cuiuscumque nominis in regimine censeatur pro regenda et gubernanda ciuitate Massilie et communi Massilie iuret et iurare debeat in principio sui regiminis primo in consilio generali tam consiliariorum quam capitum ministeriorum in aula uiridi palacij Massilie ut moris est congregato et post ea in primo publico parlamento ciuium et hominum Massilie uniuersaliter ad sonum campanarum more solito congregato presente uniuersitate eiusdem ciuitatis ad sancta Dei euuangelia ab ipso corporaliter tacta quod ipse bona fide et sine fraude et absque malo ingenio reget et gubernabit et deffendet et saluabit ciuitatem Massilie et comune eiusdem ciuitatis et omnis ac singulos ibi residenciam facientes et hec omnia faciet infra ciuitatem Massilie et extra ubique pro posse suo in personis et rebus seu bonis ad eos et ad dictum comune simul uel separatim pertinentibus et quod omnia quecunque ad honorem et comodum seu utilitate dicte ciuitatis Massilie et comunis eiusdem pertinebunt uel pertinere uidebuntur tractabit faciet complebit pro posse suo et quod nunquam erit in consilio uel facto scienter quod ciuitas Massilie et ciues eiusdem ciuitatis Massilie amitant nec perdant honorem suum uel iura sua aut suum bonum statum nec erit aliquo tempore dicte ciuitati Massilie seu comuni eiusdem ciuitatis Massilie in dampnum de suis secretis uel iuribus aut de alijs que ad honorem et utilitatem et comodum eorumdem uidebuntur in aliquo pertinere nec id bonum

quod fuerit ad utilitatem et honorem dicte ciuitatis Massilie et comunis eiusdem impossibile (1).

Item quod omnis redditus et obuenciones et intratas et res et pro cassia et aduenturas ad dictam ciuitatem Massilie et comune eiusdem ciuitatis Massilie pertinentes qui et que in posse eius uel suorum aut alicuius uel aliquorum mandato eius uel nomine alieno quocunque modo peruenient quandocunque tradet uel tradi faciet clauarijs comunis Massilie ipsa die uel sequenti qua ea recipient uel in eos peruenerint. Ita quod dicti clauarij reponent secundum iuramentum sui officij ea omnia in archa seu in archijs que sunt in clauaria scilicet pecuniam et denarios.

Et si pignora fuerint reponent ea omnia in clauaria de quibus archis predictis clauarij teneant omnis claues et hec omnia scribant per publicum notarium Massilie in officio clauarie electum et constitutum in cartulario et cartularij clauarie.

Et de hijs omnibus reddet uel reddi faciet computum et plenam racione illis qui ad audiendum illum computum et illam rationem fuerint specialiter constituti.

Et in super iurabit seu in eodem iuramento comprehendet quod reddat et reddi faciat ius omnibus hominibus predicte ciuitatis Massilie suppositis

(1) En marge du livre et à la suite d'un signe correspondant avec le renvoi placé entre *eiusdem* et *impossibile* il est écrit en petits caractères modernes : FACERE POTERIT FACIET EIS DIFFICILE NEC ILLUD QUOD ERIT POSSIBILE REDDET EIS.

iurisdictioni comunis Massilie et omnibus alijs tam mercatoribus quam peregrinis in dicta ciuitate uenientibus et hospitantibus conquerentibus coram eo aut coram iudicibus comunis Massilie aut ceteris officialibus de omnibus quibuscum que personis a-lienigenis et indigenis secundum iura et specialiter secundum statuta ciuitatis Massilie facta tunc et facienda tempore sui regiminis.

Item quod omnis libertates et immunitates et franquesias ad dictam ciuitatem Massilie et comune eiusdem ciuitatis Massilie pertinentes et que pertinuerunt uel pertinere debent pro posse suo deffendet et saluabit prout melius poterit fideliter et bona fide.

Item quod consilia secreta et credencias quecumque celanda erunt secreta habebit et tenebit ea que nulli pandet uel reuelabit toto tempore sui regiminis uel postea nunquam ad detrimentum seu lesionem dicte ciuitatis Massilie et comunis eiusdem uel alicuius ipsius ciuitatis Massilie et quod omnia consilia que sumet in scriptis redigenda faciet scribi in cartulario. Et quod semper in generalibus et priuatis consilijs habebit secum et faciet ad esse unum notarium publicum Massilie ad minus uidelicet unum de illis duobus qui deputati erunt ad tabularium palacij ante iudicem qui scribat illa consilia secundum quod ea sumentur uel in quo maior pars consiliariorum conueniet.

Item quod rector custodiet et saluabit et deffendet per totum tempus sui regiminis capita minis–

teriorum Massilie omnium omnes et singulos qui nunc sunt in Massilie creati uel electi et alios similiter qui in annis preteritis in eodem officio constituti fuerint et electi et omnis fautores et coadiutores et consiliarios eorumdem capitum ministeriorum in rebus et personis.

Item quod nunquam tractabit per se uel per alium nec tractari uel fieri pacietur pro posse suo dampnum uel detrimentum dictorum capitum ministeriorum uel fautor coadiutorum seu consiliatorum eorumdem in rebus uel personis.

Item quod ipse reget et gubernabit ciuitatem Massilie et comune eiusdem ciuitatis Massilie et omnis tam habitantes in ipsa ciuitate Massilie quam uniuersos et singulos alios ad iurisdictionem regiminis dicte ciuitatis Massilie pertinentes et faciet regi et gubernari a iudicibus suis et comunis Massilie et milite suo seu vicario (1) secundum uoluntatem et disposicionem et ordinacionem et consilium consilij generalis Massilie et capitum ministeriorum seu maioris et sanioris partis eorumdem et hec presertim secundum formam statutorum Massilie confirmatorum et confirmandorum pro consilium super dictum et eis pro posse suo forciam et adiutorium dabit seu prestabit in omnibus que pertinebunt ad bonum statum civitatis et comunis Massilie.

(1) Le mot SUBUICARIO est interligné en petites lettres au dessus de VICARIO.

Item quod nunquam faciet uel procurabit seu tractabit per se uel per alium seu alios aliquo tempore quod capita ministeriorum aliquo tempore de officio suo remoueantur.

Item quod omnia capitula que tamen non erunt contra composicionem pacis factam inter Dominum Karolum comitem prouincie et comune Massilie uel contra statuta uel statutum comunis Massilie uel contra iusticia que septimanarij capitum ministeriorum tradent ex parte consilij capitum ministeriorum uel consignabunt eidem seu ostendent uel dicent inscriptis aliqua hora uel die ipsius septimane ipse rector iuxta requisitionem ipsorum septimaniorum procurabit producere ad effectum et ipsa adimplere uel ipsa capitula seu aliqua ex eis in consilium generale deducere et proponere incontinenti ad requisitionem ipsorum septimaniorum si ea ipse per se sine alio consilio noluerit producere ad effectum ut ea super quibus dubitacio seu contencio aliqua sub orta fuerit explanentur et iuxta uoluntatem dicti generalis consilij more solito congregati reformentur et affectui mancipentur.

Item quod pacem et conuencionem que facta est inter illustrem dominum Karolum comitem provincie et dominam Beatricem uxorem suam comitissam prouincie et ciuitatem uicecomitalem Massilie non impediet per se uel per alium imo pro posse suo dabit consilium et adiutorium ut dicta pax et conuencio conseruentur.

Item quod si aliquis uel aliqui undecumque in-

uenirentur in Massilia uel alibi sub posse et iurisdictione eiusdem vicarij qui pacem predictam uellent perturbare uel impedire uel destruere uel qui tractarent seu uellent tractare quod capita ministeriorum non essent in Massilia uel remouerentur de officio eorumdem illum uel illos puniet uel mulctabit iuxta voluntatem et consilium consilij generalis Massilie et capitum ministeriorum Massilie.

Item quod omnis et singulos mercatores apud Massiliam undique intrantes seu uenientes per mare uel per terram et res eorum et merces et eorum familiam et nuncios in rebus et personis saluabit et deffendet custodiet et seruabit bona fide intrando in Massiliam stando et exeundo exceptis tamen illis personis in casibus et rebus qui uel que per aliquod statutum Massilie factum uel faciendum inuenirentur ob aliquam causam exceptati uel excipiendi uel qui per consilium generale Massilie tam consiliariorum quam capitum ministeriorum uel maioris et sanioris partis eorum causa utilitatis uniuersitatis Massilie exciperentur in futurum.

Item quod dictus vicarius omnia et singula in sacramentali suo contenta bona fide et sine dolo et malo ingenio remoto attendet complebit et obseruabit et attendi et compleri et obseruari faciet pro posse suo a iudicibus et subuicario suo et officialibus comunis Massilie sine aliqua retencione secundum modum et formam sacramentalis sui nullo additamento in ore eius uel corde retento recitato uel recitando ita quod ipse vicarius sub

toto regimine ciuitatis et comunis Massilie stare et inherere debeat sacramentali suo et in omnibus et per omnia suum regimen adimplere et exercere.

Item (1) quod hereticos et ualdenses et omnes qui male secte fuerint persequtores fidei pro posse suo firmiter prosequatur infra terminos sue iurisdictionis modis omnibus quibus poterit per se uel per alios bona fide.

(1) CONTRA HERETICOS.

Les hérétiques ont été poursuivis avec vigueur à Marseille, principalement dans le 14e et le 15e siècle; les *Frérots* appelés *Fratricelli* en Italie y furent, surtout, recherchés : quatre de leurs prosélytes, religieux du tiers ordre de Saint-François, impénitents et persévérant dans leur hérésie, furent condamnés et brûlés vifs dans le cimetière des Accoules, le 7 mai 1318, après avoir été exhortés par Raymond, évêque de Marseille, à reconnaître la doctrine orthodoxe *écrite et signée du sang de J.-C.* Le jugement fut prononcé par le frère Michel (1), inquisiteur, en présence de Raymond, évêque de Marseille; de Escot, évêque de Cominges; de Andini, abbé du monastère de l'Huveaune; de Raymond, abbé de Sylvacane; de Bertrand, prieur de Montrieu; de Hugues, prieur des Dominicains; de Bertrand, gardien des frères mineurs; de Jean, sous-prieur des Augustins; de Artaud, sous-prieur des Carmes; de Raymond, archidiacre de Marseille; de Bertrand, sacristain de Cavaillon et official de Marseille; de Guillaume, prévôt de Riez; de Jacques, sacristain de Marseille; de Raymond de Villeneuve, chevalier et viguier de Marseille; de Geoffroy Bérenger, juge du palais; d'Albert de Sison, juge; d'Albert Curatier, juge des appellations; de Hugues Pandulphi, juge de la ville supérieure; d'Étienne Martin, juge des terres de l'évêché de Marseille, des Frères Jean de Verunis, Jacques Roduffi et Jacques de Campis, lecteurs des frères mineurs, et d'une foule d'autres ecclésiastiques et de personnes de distinction.

(1) Le Frère Michel appartenait à l'ordre des Frères mineurs; ses pouvoirs comme inquisiteur, s'étendaient sur les comtés de Provence et de Forcalquier, et sur les évêchés d'Aix, d'Arles, d'Embrun et de Vienne.

Item quod omnia statuta et singula que facta sunt et ad hæc facta manent et que in posterum fient et approbabuntur tempore suis regiminis per consilium et per capita ministeriorum Massilie obseruabit inuiolabiliter et attendet et posse suo attendi et obseruari faciet bona fide per totum tempus sui regiminis et hoc de statuti intelligitur que non sunt et non erunt contra dictam pacem factam inter Dominum Karolum comitem prouincie et ciuitatem Massilie.

Item quod omnes preconizaciones quascumque fieri faciet in Massilia per totum tempus sui regiminis attendet complebit et obseruabit et attendi et obseruari faciet pro posse suo bona fide salua tamen et retentur uoluntate consilij generalis et capitum ministeriorum uel maioris et sanioris partis eorum circa obseruanciam uel super mutatione aut emendacione uel moderacione dictarum preconizationum.

Item quod nullum munus guizardonum uel excennia aliqua recipiet ab aliquo uel aliquibus per totum tempus sui regiminis uel recipi faciet et alius recipi non permittet nisi essent canes uel aues ad uenandum uel res pertinentes ad esculentum uel poculentum ualentes usque ad quinque solidos ad plus. Et illud idem non recipient uel recipi facient in fraudem uel dolum dampnum uel detrimentum ciuitatis Massilie uel aliquorum de ciuitate Massilie et insuper quod omnia supradicta et singula in hoc statuto comprehensa bona fide et sine dolo et frau-

de et absque malo ingenio remotis inde amicicia et inimicicia et parentale precio et precibus et promissis timore odio et amore in integrum faciet et attendet et obseruabit et complebit inuiolabiliter pro posse suo per totum tempus sui regiminis.

Item quod ipse uicarius teneatur post exitum sui regiminis moram facere in Massilie per quindecim dies continuos causa per soluendi debita et manuleuaciones si quas debuerit et subierit tempore sui regiminis uel post quam diem fuerit in Massilie donec soluerit uel solui fecit debita que tunc temporis debebit in Massilie et manuleuamenta uel alius seu alij pro eo et nichilominus secum retineat interim omnes illos qui per eo aliquis manuleuassent tempore sui regiminis quod tamen nondum esset solutum.

Item quod hoc quod dictum est de numero quindecim dierum obseruetur nisi interim prius satisfacto ab eo seu per eo solidum de uniuersis in quibus ipse uel alius per eo teneretur comuni Massilie seu alicui uel aliquibus ciuibus Massilie uel nisi inde prestita idonea caucione de soluendo ad uoluntatem consilij tam capitum ministeriorum quam ceterorum consiliariorum licencia recedendi eidem prebeatur in consilio generali tam consiliariorum quam capitum ministeriorum ad sonum campane more solito congregato.

Item quod hoc sacramentali specialiter teneatur vicarij (1) seruare in omnibus et per omnia illa

(1) Le mot RECTOR se trouve écrit en marge et en petites lettres.

statuta que loquuntur de coniuracionibus et rassis non faciendis et de coniuracionibus illicitis infringendis.

Huic et statuto addimus ut illa die qua uicarius (1) supradictus suum faciet iuramen tum in modum supra scriptum postea in continenti in eodem loco scilicet in palacio subuicarius et coram dicto rectore sui milices et iudices et ceteri omnes de sua familia in Massilia iurent ad sancta dei Euuangelia quod ipsi pro posse suo bona fide saluabunt et custodient toto tempore dicti regiminis predictam ciuitatem et comune Massilie et omnis et singulos de iurisdictione comunis Massilie in personis et rebus ad honorem et utilitatem comunis Massilie.

Hoc autem statutum supra scripte forme sacramentalis uicarij faciat (2) sibi uicarius publice legi in palacio et in audiencia consilij generalis de tribus in tribus mensibus durante suo regimine.

(1) Le mot *rector* se trouve écrit en marge et en petites lettres.
(2) Ut Suprà.

## CAPUT II.

### *De iuramento vicarij uel subuicarij* (1).

STATUIMUS quod subuicarius rector comunis Massilie iurabit uicarius ut in precedenti statuto continetur iuret in consilio generali se bona fide in omnibus agere ea que suo incumbunt officio siue ex generali uel speciali comissione seu iniunccione uicarij siue alio modo et expressim et nominatim obseruabit uniuersa et singula capitula que circa honorem et utilitatem comunis et ciuitatis Massilie et ciuium singulorum in sacramentali uicarij et superius continetur et quod ipse per se seruabit et attendet in omnibus et per omnia sacramentale dicti uicarij secundum quod in sacramentali dicti uicarij continetur et opem et consilium pro posse suo dabit dicto uicario ut sacramentale suum obseruet compleat et attendat. Et quod omnia consilia et credencias priuata et priua-

(1) Du serment du vicaire et du sous-vicaire.

Ce chapitre n'est en grande partie qu'une répétition du paragraphe inséré plus haut, relatif au serment du sous-vicaire; ce paragraphe fait partie des pages qui précèdent le chapitre premier. Il est ainsi intitulé : *sequitur sacramentale subuicarij.*

tas habebit per totum tempus regiminis ea uicarij et ultra et quod ea in dampnum uel perniciem et destructionem comunis ciuitatis Massilie nunquam manifestabit et quod omnis redditus et obuenciones et intratas et res et procassias et aduenturas ad dictum comune et ad dictam ciuitatem pertinentes qui et que in posse eius peruenient siue ex condempnacionibus siue ex alia quacumque causa et quocumque modo tradet et tradi faciet clauariĵs comunis Massilie ipsa eadem die qua ea recipiet uel in eum peruenerint uel sequenti die si eadem die non potuerit iusta euidencia causa.

Item quod nullum munus uel guizardonum uel encennia aliqua recipiet ab aliquo uel aliquibus per totum tempus dicti regiminis uel recipi faciet nisi essent canes et aues ad uenandum uel res pertinentes ad esculentum et poculentum ualentes usque ad tres solidos ad plus et illud idem non recipiet in dampnum uel fraudem uel dolum uel detrimentum comunis ciuitatis Massilie et quod dictum sacramentale sibi legi faciet ab aliquo notario Massilie quater in anno scilicet de tribus in tribus mensibus.

---

## CAPUT III.

### *De officio judicis palacij* (1).

Cum per Dei graciam aucto populo comunitatis Massilie oporteat numerum iudicum ampliari ut undique copiosius in curijs Massilie ius reddatur

(1) De l'office du juge du palais.

Les chapitres 9 et 68 du présent livre font connaître que les juges n'étaient nommés que pour un an, qu'ils n'étaient rééligibles qu'après une année d'intervalle et que leurs appointements s'élevaient à 60 livres royales couronnées; la livre royale couronnée valait environ 13 francs de notre monnaie.

La justice était administrée publiquement et gratuitement devant la porte de l'église de Notre-Dame-des-Accoules; plus tard, c'est-à-dire de 1258 et jusques vers la fin du 15e siècle, les juges rendirent la justice dans l'hôpital du Saint-Esprit, fondé en 1188. La construction d'un palais de justice à la rue, connue de nos jours, sous le nom de *Vieux Palais* (1), doit être reportée à la fin du 14e siècle ou aux premières années du siècle suivant. Cet édifice menaçant ruine en 1745, les tribunaux furent transportés dans l'ancien hôtel de Jarente, situé à la *rue de la Miséricorde* (2), en attendant que la ville eût fait édifier le palais de justice actuel.

Les archives de la ville possèdent encore une certaine quantité de registres provenant des anciennes judicatures de Marseille : ce sont ceux des tribunaux de Saint-Louis et de Saint-Lazare, lorsqu'ils siégeaient à l'hôpital du Saint-Esprit et au palais de justice de la

(1) La rue du Vieux-palais va de la rue des Grands-Carmes à la Plate-forme.

(2) Cette rue n'existe plus; elle allait, en longeant l'Hôtel de Ville, de la rue de la Loge à celle des Olives; le sol qu'elle occupait fait partie, depuis 1830, époque de sa suppression, de la place de l'Hôtel de Ville.

statuimus ut in palacio comunis Massilie ubi uicarius sedet pro tribunali et generalia consilia secundum morem solitum celebrantur debeat quisque illorum qui pro tempore fuerit rector Massilie habere ibidem in palacio sub expensis et sub salario eiusdem rectoris unum iudicem non tamen ciuem Massilie.

Et iste predictus iudex per totum tempus regiminis dicti rectoris sit assessor illius rectoris et iudex comunis Massilie maior omnibus alijs post rectorem. Ad officium autem predicti iudicis palacij omnium negociorum inquibus iure aut statutis Massilie iudex requiritur seu est adeundus et omnium questionum tam criminalium quam ciuilium audienciam cognicionem et definicionem tam latissime uolumus pertinere ut recte soluendo seu explicando officium tam assessoris (1) quam iudicis

*rue du Vieux-Palais*. Le plus ancien des registres en question (*) remonte à l'année 1285. Le nom de Pierre Aycard, l'un des notaires de Marseille, greffier du juge-mage, se lit dans presque tous les actes qu'il renferme. Le dernier volume de la collection est coté : *Livre du palais*—1429; la formule des actes qu'il contient, témoigne que Jean Arlatan remplissait les fonctions de viguier, qu'Honoré Menani était lieutenant du viguier, et que Jean Elesan ou Eleseu, était investi de la dignité de juge du Palais; Jacques Albert occupait l'emploi de greffier du tribunal.

Le juge du palais décidait, en dernier ressort, les causes portées devant le *juge ordinaire* et le *juge-mage*.

(1) Il est écrit dans la marge du livre, et en regard de cette ligne : NOTA. — Que en l'an 1564, le Roi Charles 9 a aboly les iudicatures de Marseille et les a vnies au lieutenant du Séneschal.

(*) Ces registres sont tous écrits sur du papier coton fabriqué à Marseille.

sibi comissum et secundum ius et maxime et secundum statuta Massilie obseruando fidem iuramenti quod prestitit seu prestabit secundum formam statuti contenti in hoc uolumine sub rubrica de iuramento iudicum (1) possit omnes indifferenter actus siue iudiciarios siue accessorios exercere et efficaciter peragere debitum sui officij ad implendo tam super causis uel litibus uel querelis accusacionibus de nunciacionibus inquisicionibus et ceteris quibuscumque negocijs apud tribunal uicarij uel subuicarij seu rectoris uel consilium uel judicis palacij in preterito iam deductis et adhuc pendentibus quam eciam de cetero deducendis.

Salarium uero rectoris comunis Massilie et salarium huius iudicis palacij iuxta composicionem pacis factam inter dominum Karolum comitem prouincie et comune Massilie soluet comune Massilie de parte sua communium redditum dicti domini comitis.

Preterea statuimus que omnes cause seu lites que preter causas appellacionum mote sunt seu mouerentur de cetero coram domino Fraissio iudice nunc curie comunis Massilie deferantur ex ui presentis statuti audiende examinande et terminande ad predictum iudicem palacij ex ea die in antea qua computabitur.

(1) La note suivante est écrite en marge du livre : NOTA. - Que despuis le roi Henry à présent et longuement régnant a restably les dites judicatures apert le dict liure dez priuilleges, f° 267.

Millesimo ducentissimo quinquagesimo tercio quarto nonas aprilis recitatum et confirmatum est supra scriptum statutum in consilio generali Massilie.

---

## CAPUT IIII.

### *De duabus curijs statuendis seu ordinandis* (1).

Quoniam parum est ius esse in ciuitate Massilie nisi essent qui iura redderent id circo ordinamus hoc presenti statuto deinceps obseruandum quod due curie ordinentur et statuantur in Massilia sub iurisdictione comunis Massilie in quibus reddatur ius omnibus conquerentibus secundum leges et secundum iura et presertim secundum statuta ciuitatis Massilie facta et facienda preter curiam superiorem palacij quarum duarum curiarum una ordinetur et statuatur in illo loco ubi modo regitur inferius et alia iuxta illam eamdem curiam inferiorem in quibus quidem curijs sint et statuantur duo

(1) Des deux cours qui devaient être établies ou ordonnées.

Il est question dans ce chapitre des deux autres degrés de juridiction établis à Marseille pour l'administration de la justice. Le juge de première instance était appelé *juge ordinaire* ou *premier juge*, et le juge d'appel *juge-mage*. Le premier pouvait être choisi parmi les citoyens de Marseille, mais le *juge-mage*, ainsi que le *juge du palais* devaient être étrangers. Il paraît pourtant qu'il n'en fut pas toujours ainsi, du moins au dire de Ruffi, puisque les Marseillais finirent par être préférés aux étrangers.

iudices in iure ciuili periti ciues et habitatores ciuitatis uille uicecomitalis Massilie scilicet in qualibet ipsarum curiarum unus iudex et duo notarij publici ciues et habitatores eiusdem ciuitatis quorum notariorum unus sit ad discum iuxta iudicem pro scribendis sicut consuetum est omnibus actitatis causarum in dicta curia seu curijs uentilatarum et alius notarius deputetur et statuatur ad testes recipiendos in eadem curia seu curijs supradictis. Decernentes similiter quod predictorum iudicum predictarum curiarum et cuiuslibet eorum sit potestas dandi tutores et confirmandi tutores et curatores prout plerumque confirmari oporteat et eosdem compellere ad administrandum ut res quandoque exigit.

Item personis et bonis habentibus tutores et curatores alium seu alios prout necessitas uel utilitas quandoque postulat dare seu adiungere et decreta interponere et de suspectis tutoribus et curatoribus cognoscere et iudicare et nichilominus apud quemlibet eorumdem iudicum possint fieri emancipaciones et testamentorum publicaciones et prout res exigit testium productiones seu recepciones secundum ius et secundum statuta Massilie in formam publicam ante litis contestacionem et omnes causas ciuiles quantecunque fuerint quantitatis audire et iudicare et res iudicatas seu aliter terminatas execucioni mandare secundum ius et maxime secundum statuta ciuitatis Massilie citra penas tamen corporales ictibus seu uerberibus in-

fligendas per exsequcionem. Quia huiusmodi penarum exsequcio ad uicarium in Massilia domini comitis prouincie iuxta composicionem pacis facte dignoscitur pertinere et demum omnes actus in quibus aucthoritas iudicialis uel decretum seu concensus iudicis sunt necessaria siue sint actus pertinentes ad contenciosam iurisdictionem siue ad uoluntariam explicari apud quemlibet dictorum iudicum recte possint exceptis tamen criminalibus questionibus seu questionibus maleficiorum et iniuriarum in quibus per modum accusacionis seu denunciacionis uel inquisicionis procederetur quia huiusmodi questiones specialiter officio tanquam maiori curie palacij reseruamus.

Statuentes similiter quod si aliquis corruperit uel atemptauerit corrumpere aliquem iudicem Massilie in aliqua causa debeat ille cadere ab illa causa si illud probatum fuerit per ipsum iudicem et per testes alios fide dignos et nichilominus pro sola attemptacione corrumpendi arbitrio rectoris Massilie puniatur. Et si quis iudex corruptus fuerit pecunia uel alio modo ab aliquo ab officio sit penitus excludendus et ultra puniatur arbitrio rectoris et consilij Massilie et capitum ministeriorum. Et quod quisque iudex teneatur compellere partes et satisfaciendum de iudicaturis earumdem curiarum quibus presunt seu preerunt ad requisicionem clauarij pignorum siue moratorijs dilacionibus post res iudicatas uel aliter diffinitas.

Item quod iudices dictarum curiarum non te-

neantur sacramento consilijs interesse nisi specialiter fuerint requisiti a rectore uel a syndicis uel septimanarijs nemo autem predictorum iudicum in tempore quo erit iudex dicte curie transmittatur ob aliquam causam extra ciuitatem Massilie nisi eadem die in ciuitatem reuerteretur et hoc dicimus quia illius iudicis absencia posset litigatoribus esse dampnosa.

---

## CAPUT V.

*De translacione judiciorum in curia Massilie de uno iudice ad alium facienda* (1).

Cum in tenore cuiusdam precedentis statuti quod est sub rubrica de duabus curijs statuendis contineatur duos iudices ciues Massilie debere eligi de anno in annum qui in illis duabus curijs fungantur officio iudicandi ac per hoc sepe contingat quod de numero iurisperitorum ciuium Massilie qui sunt aduocati et patrocinium prestant in causis que uentilantur in dictis duabus curijs eliguntur iudices et illi iudices electi de numero illorum aduocatorum qui assumpti sunt ut iudicent in illis tribunalibus dictarum duarum curiarum ubi causas suas fouebant priusquam ad illa tribunalia ipsi eligerentur iudices postea tamen in illis causis seu litibus quibus antequam essent iudices apud illa tribunalia patrocinabantur non ualent de iure esse iudices quia

(1) *De la translation des juges dans la cour de Marseille et de l'installation d'un juge.*

aduocacionis sue memores incorrupti iudicis non possent nomen perferre et licet in huiusmodi casibus contingerit sepe hinc retro fuisse prouisum per generalia consilia Massilie quid super talibus seruaretur ideo tam precedentibus quam futuris negocijs formam dantes presenti statuto decernimus de cetero obseruandum utquandocumque de cetero acciderit quod aliquis sit iudex in dictis duabus curijs ille quidem omnes cause et singule que ante iam deducte fuerant apud tribunal ubi de cetero illum iudicem oportebit iudicare et suscepto officio iudicandi statim ipso iure et sine alio facto hominis ex ui presentis constitucionis mittentur et transferantur ad tribunal alterius iudicis ipsarum duarum curiarum sine debito terminande et hec mutacio siue translatio fiat siue erit iudicium ceptum siue non ita tamen quod iudex illius tribunalis a quo fiet illa mutacio teneatur ad requisicionem parcium litigatorum seu alterius eorum literis significare alteri iudici tribunalis ad quod transibit causa per huiusmodi mutacionem causam legitimi impedimenti quare ipse a quo fit ista mutacio audire seu cognoscere uel iudicare impeditur et nichilominus ille litere expressim contineant nomen iudicis a quo fiet illa mutacio et nomen illius ad quem et causam seu litem que transferetur et annum et diem quo littere dabuntur. Ille autem iudex ad quem fiet huiusmodi cause translacio postquam illas litteras receperit faciat sub anno et die recepcionis litterarum incontinenti tenorem earum redigi in cartulario publico

gestorum seu actorum curie per manum illius publici notarij qui eo anno erit officialis et scriba apud tribunal iudicis ad quem fiet transitus cause huius seu per alium publicum notarium si ille officialis non esset ibi tunc et huiusmodi mutaciones iudiciorum dicimus faciendas uicissim de uno iudice ad alterum iudicem predictarum duarum curiarum non per modum delegacionis sed ex uigore huius presentis constitucionis hoc etiam addito quod si forte ambo iudices dictarum curiarum eodem impedimento tenerentur aut forsam suspecti haberentur tunc illa causa transeat eodem modo ut supra ad superiorem curiam palacij per maiorem iudicem palacij sine debito terminanda.

---

## CAPUT VI.

### *De comunis curia Massilie causarum appellacionum ordinanda et quis et a quo appelletur* (1).

---

Licet in precedenti capitulo superius sit constitutum quod due curie ordinentur in quibus duo iudices ciues Massilie presideant conquerentibus ius reddendo ad huc tamen quia ad ius reddendum

(1) *Du tribunal de la commune de Marseille, touchant l'appel des causes, et qui est appelé et par qui on est appelé.*

Les juges ne pouvaient être nommés arbitrateurs ou arbitres dans les affaires portées devant le tribunal auquel ils appartenaient; l'arbitrateur ou *amiable compositeur* est celui qui est désigné par les parties pour terminer leurs différends à l'amiable, sans être obligé de suivre les règles et les formalités de justice; il prononce *ex æquo et bono*. L'arbitre est celui qui est tenu d'observer les formalités de procédures et les lois. L'arbitre ou les arbitres ne sont pas toujours nommés par les parties, ils tiennent même assez souvent leur commission des tribunaux.

Il fallait être âgé de vingt-cinq ans au moins, pour pouvoir être nommé arbitrateur ou arbitre. Les femmes, excepté les reines et les princesses, les abbés, les prieurs conventuels et les moines claustraux ne pouvaient procéder à des arbitrages; les femmes parce qu'elles étaient jugées incapables, et les abbés, les prieurs conventuels et les moines claustraux parce qu'ils étaient *morts au monde (compromitti in religiosum tanquam in arbitrum non potest).*

in hac ciuitate putamus esse necessarium ordinamus presenti statuto ut preter illas duas curias superius nominatas alia curia ordinetur supra eas scilicet in illo solario ubi hinc retro iuxta cameram pignorum curiarum consueuerunt cause seu placita uentilari uel alibi ubi consilio generali Massilie pro comuni Massilie uideretur alibi statuenda in qua quidem curia esse debeat nomine comunitatis Massilie preter iudices curiarum aliarum comunis Massilie unus iudex appellacionum uidelicet unus extraneus de illis duobus iusrisperitis extraneis quos rector huius ciuitatis secum adducet uel alius iurisperitus qui ad hoc officium per comune Massilie statueretur ita uidelicet quod ille qui erit iudex in dicta curia appellacionum sit cognitor et iudex causarum appellacionum tantum habens eciam potestatem iurisdictionis cum cohercione in omnibus et per omnia que circa explicanda efficaciter appellacionum negocia pertinebunt et sic deinde de anno in annum in eadem curia iudex statuatur non tamen ciuis Massilie sed unus de illis iurisperitis quos rector qui deinceps pro tempore erit in regimine huius ciuitatis Massilie secum adducet uel alius extraneus qui per comune Massilie ex comuni placito generalis consilij Massilie in huiusmodi iudicem eligerentur.

Huic autem iudici appellacionum rector debeat et teneatur tam in suis salarijs quam in omnibus alijs uictualibus de proprio ipsius rectoris salario prouidere.

In hac autem curia duo notarij ciues et habitatores Massilie uille uicecomitalis statuantur quorum unus stet ad discum iuxta iudicem pro scribendis sicut consuetum est omnibus actitatis causarum appellacionum et alius notarius deputetur ad testes in eadem curia recipiendos et statuantur et nichilominus in eadem curia duo cursores statuantur sub mercede eis constituenda et soluenda.

Liceat eciam eidem iudici qui est aut erit in dicta curia appellacionum pro tempore in futurum nunc aut deinceps sicut bono uiro similiter eisdem causis appellacionum pendentibus coram eo amicabiliter componendo suum proferre arbitrium seu mandamentum si forte de comuni consensu partes voluntate spontanea siue cum pena siue sine pena se supponerent arbitratui seu mandamento eiusdem. De exsequcionibus uero faciendis dictus iudex appellacionum non se intromittat quia hoc uolumus per alios iudices curiarum Massilie comunis expediri debere.

Statuimus similiter de cetero obseruandum quod in omnibus causis in quibus non erit prohibitum iure uel consuetudine uel per statuta Massilie appellari appelletur seu liceat appellari ab inde in antea a sentencia seu sentencijs cuius–

libet iudicantis sub iurisdictione comunis Massilie lata seu latis deinceps siue feratur a iudice uel a iudicibus ordinarijs presidentibus in dictis duabus curijs de quibus fiet mensio in precedenti statuto siue a delegato seu delegatis siue a uicario huius ciuitatis siue ab illo iudice qui est aut pro tempore erit cum rectore iudex in iudicatura palacij constitutus appelletur in quam seu liceat appellari tanquam ad ordinarium iudicem curie comunis Massilie ad illum iudicem qui nunc est seu pro tempore erit in hac dicta appellacionum curia iudex appellacionum constitutus et hoc idem dicimus de appellacionibus que interponerentur in illis casibus in quibus iure ciuili permittitur appellari. Et hec nisi forte aliquo statuto Massilie esset prohibitum appellari aut non esset iure uel consuetudine appellacio recipienda. Ita eciam quod licet appellans non exprimeret in appellando ad quem nominatim appellet ad hanc curiarum appellacionum siue ad iudicem supradictum in eadem curia siue causis appellacionum presidentem.

Quanquam autem superius dictum si quod predictus iudex appellacionum debeat esse iudex causarum tantum appellacionum tamen uolumus eum nichilominus teneri per fidem sui sacramenti in omnibus et per omnia ad dandum consilium tam dicto rectori quam iudici comunis palacij Massilie

quandocumque ab eis fuerit inde requisitus uel suo motu proprio moueretur super regimine ciuitatis Massilie et specialiter super questionibus maleficiorum seu quorumcumque negociorum in quibus per dictum rectorem seu iudicem palacij uel uicarium dicti rectoris occasione regiminis dicte ciuitatis Massilie procederetur per modum accusacionis uel inquisicionis seu denunciacionis uel alio quocumque modo.

---

## CAPUT VII.

*De iuramento omnium iudicum curie comunis Massilie tam causarum principalium quam appellacionum* (1).

STATUIMUS firmiter obseruandum quod omnes iudices curiarum comunis Massilie qui in palacio seu in alijs curijs Massilie erunt pro tempore occasione regiminis dicte ciuitatis Massilie uel curiarum eiusdem debeant cum assumentur ad sua officia iurare et iurent omnes et singuli ad sancta Dei euuangelia ab ipsis iudicibus corporaliter tacta in consilio Massilie ad sonum campane congregato in palacio per Deum omnipotentem et Filium ejus unigenitum Deum et Dominum nostrum Jhesum-Christum et Spiritum-Sanctum et per dicta quatuor euuangelia quod ipsi puramente et consciencia seruabunt in curia uel in curijs in suis officijs predicte ciuitatis Massilie omnem iusticiam et equitatem omnibus hominibus et per-

(1) *Du serment de tous les juges du tribunal de la commune de Marseille, tant des causes principales que des appellations.*

sonis coram eis causam habentibus et litigantibus quicunque et undecunque fuerint et quod in omnibus causis uel litibus que coram eis uentilabuntur in dictis curijs uel alibi tanquam coram iudicibus in tantum quantum ad officium iudicature spectabitur secundum leges et ius et presertim secundum statuta dicte ciuitatis Massilie omnia agent et facient prout melius eis uisum fuerit iustum et similiter quod uicario ciuitatis Massilie semper sanum et rectum consilium dabunt et prestabunt seu consulent ei fideliter et bona fide prout eis melius et iustius et fidelius uisum fuerit consulendum scilicet in his que dictus rector requisierit occasione regiminis supradicti et in omnibus alijs in quibus ipsi motu proprio consulent dicto uicario ad utilitatem et commodum dicti comunis et ciuitatis Massilie.

Item quod dicti iudices per se seruabunt et attendent in omnibus et per omnia sacramentale dicti vicarij continetur et similiter quod ipsi iudices dabunt uel prestabunt pro posse suo opem et consilium et auxilium et iuramentum predicto uicario ut ipse compleat inuiolabiliter et conseruet sacramentum quod fecit dicto comuni dicte ciuitatis Massilie pro regimine dicte ciuitatis pro officio sue rectorie et quod per eos iudices nullatenus fiet scienter quod minus dictus uicarius ea que iurauerit attendat et compleat et inuiolabiliter obseruet

per totum tempus sui regiminis et hec omnia supradicta et singula promittant et iurent supradicti iudices et singuli eorum ut dictum est ad sancta Dei euuangelia se fideliter bona fide et legitime absque omni dolo et fraude et malo ingenio facturos attenturos et completuros inuiolabiliter per totum tempus sui officij remotis semper omni amicicia et inimicicia ac parentale precibusque et promissis ac timore odio et amore et precio.

In predicto autem sacramento iudicum uolumus comprehendi et eciam ad omnem ordinarium et delegatum nostre ciuitatis Massilie extendi quod mandato uel precepto aut precibus alicuius non denegent audienciam alicui in iure suo nec pretextu tali causas inceptas uel incipiendas coram eis ullatenus differant terminare.

Decernentes preterea quod nichilominus dicti judices comprehendant et dicant in eodem sacramento quod ipsi consilia secreta et credencias quecunque celanda erunt que eis patefient uel dicentur aut ipsi audient secreta habeant et teneant eaque nulli pandant toto tempore sui officij nec unquam postea ad detrimentum et lesionem ciuitatis Massilie uel alicuius consulentis seu cuiuscunque alterius ciuis Massilie.

Decernentes simililer quod dicti iudices omnes et singuli durante officio uel post in fraudem nullatenus possint aliquo modo neç liceat eis per se uel per alios siue iudeos uel christianos aliquam remuneracionem uel guizardonum uel aliquod seruicium uel donum seu encennia aliqua postulare uel accipere a quocunque seculari uel ecclesiastico nec ab aliquo monasterio uel domo religiosa ualens unum denarium uel plus preter esculentum et poculentum ualens usque tres sol. regalium nec tractare per se uel per alium quod ultra unum annum in officio iudicature remaneant nec eciam in consilio generali uel priuato aliquo dicte ciuitatis quicquam inde deducent uel tractari facient nec dicto comuni nec alij cuicunque dicte ciuitatis Massilie nec cum suis notarijs uel aliquo ipsorum aliquam super lucro ipsorum participacionem habebunt et si aliquid ad ipsos iudices de rebus dicti comunis et ciuitatis Massilie peruenerit quoquo modo preter suum salarium uel aliud sine causa iusta retinendi illud quantum citius poterunt reddent et reddi facient dicto comuni seu clauario uel clauarijs eiusdem comunis dicte ciuitatis qui pro tempore fuerint in dicta ciuitate.

Item que dicti iudices teneantur dare consilium et consilia et patrocinia dicto uicario et comuni ciuitatis Massilie et eosdem in causis et litibus deffendere infra ciuitatem sine aliquo sala-

rio et extra si necessitate fuerit cum remuneracione tamen salarij.

Item que dicti iudices existendo iudices non prestabunt in curijs comunis ciuitatis Massilie patrocinium uel aduocacionem in aliqua causa uel lite nisi predicto uicario et communi ciuitatis Massilie ut supra dictum est nec erunt arbitri uel assessores arbitrorum inter ciues Massilie sine licencia uicarij et tunc sine omni salario et spe salarij nisi antequam electi fuissent iudices tale officium in se recepissent sed in illis causis que coram ipsis uentilabuntur aut uentilate essent coram suis predecessoribus possint de uoluntate parcium se subijciencium uoluntati eorum mandamenta seu arbitria proferre.

Sed quia plerumque sepe contingit quod aduocati iurisperiti dicte ciuitatis qui pro tempore eliguntur iudices curiarum Massilie antequam eligantur ad officium iudicatus suscipiunt causas sub suis patrocinijs gubernandas concedimus eisdem nunc ad utilitatem suarum parcium et causarum implendi fidem sue aduocacionis promisse seu suscepte ut absque perturbacione et retardacione sui officij iudicatus eas illas tantum ante officium iudicis susceptas ualeant fouere et manutenere dando ibi consilium suum preponendo de facto

et disputando de iure ita tamen quod propter hoc non ueniant illi existendo iudices in curia coram iudice comunis nisi forsitan a iudice qui cognosceret de illa questione super hoc uocarentur.

Statuentes insuper quod priusquam aliqualis uel causa coram dictis iudicibus uel aliquo eorum fuerit finaliter disputata quod pro ea infra mensem sequentem qui super est de tempore sue iurisdictionis teneantur deffinitiue pronunciare uel mandamenta ut dictum est proferre nisi iustum impedimentum interuenerit uel nisi remanserit de parcium uoluntate expressa. Et dicti iudices non possint aliquid petere uel accipere pro consilio uel consilijs alicuius sentencie diffinitiue uel interlocutorie nisi illud receperint a partibus de uoluntate ipsarum parcium uel alterius earum pro habendo consilio expendendum.

Item quod hereticos et ualdenses et omnes alios persecutores fidei quocunque nomine noncupentur persequentur prout melius poterunt bona fide dando consilium et auxilium dicto uicario persequendi eos in personis et rebus uiriliter et potenter.

Iudices autem suo sacramento concludant

quod quamdiu erunt in Massilia intrent omni die curiam pro iure reddendo semel ad minus nisi dies fuerit feriatus vel pro corporis sui necessitate uel pro facto ciuitati comunis Massilie uel de uicarij licencia remaneret.

---

## CAPUT VIII.

*De consiliarijs et alijs de quibus hoc statutum loquitur eligendi et iuramento ipsorum* (1).

PRESENTI capitulo ordinamus obseruandum quod deinceps annuatim tercia die ante festum omnium sanctorum eligantur et creentur LXXXIIJ consiliarij in Massilia inter quos sint et esse debeant tres iurisperiti ad consulendum uicario et comuni Massilie qui omnes sint discreti boni et legales et ydonei ac prouidi et fideles ciues tamen ciuitatis uicecomitalis Massilie et ibidem stagiam facientes et qui sint apparessentes qui sint et esse debeant consiliarij Massilie per totum annum scilicet a festo omnium sanctorum usque ad unum annum continuum.

Qui omnes et singuli supradicti consiliarij iurabunt tactis euangelijs sacrosanctis fidele consi–

(1) De l'élection et du serment des conseillers et autres.

lium et rectum dare uicario ciuitatis Massilie super hijs de quibus fuerint requisiti et que ipsi proprio motu consuluerint gracia timore odio et amore et parentela postpositis et tenere credenciam seu secretum de omnibus consilijs que eis iniungentur teneri secreta nec eciam non secreta consilia pandent in dampnum uel lesionem dicte ciuitatis Massilie et quod uenient ad palacium uel ibi ubi consilium congregabitur ad sonum campane que ad conuocacionem consilij pulsari consueuit uel quandocumque super eo per nuncios uicarij Massilie fuerint requisiti si erunt citra fossata noua Massilie nisi iusto impedimento remanerent. Est autem iusta excusacio seu impedimentum si tunc minuti erunt uel medicinam receperint uel infirmi fuerint uel a uicario habuerint parabolam remanendi que quidem parabola remanendi a dicto uicario dari non possit nec ex quo uenerint ad consilium recedendi nisi iusta et racionali ardua et necessaria causa nec tunc eciam donec super capitulis super quibus congregatum erit consilium suum consilium prebuerint.

Item si ad missam uel nupcias uel exequias mortuorum fuerint uenire non tenentur donec illa fuerint finita quibus finitis uenire tenentur nisi iam consilium fuerit terminatum.

Si quis uero non uenerit ad consilium nec se

poterit excusare ex causis supradictis super quibus suo sacramento stabitur duos solidos nomine pene soluere compellatur si uero uenerit consilio iam incepto nec habeat ut dictum est iustam excusacionem duodecim denarios nomine pene per soluat.

Sane si quis secretum consilium sine rectoris licencia reuelauerit certam penam non duximus statuendam quoniam interdum consilij reuelacio in tocius ciuitatis perniciem posset inflecti sed prout consilij qualitas et persone condicio exegerit leuius et grauius consilij generalis et rectoris arbitrio puniatur a consilio tamen modis omnibus excludendus.

Addimus eciam huic capitulo quod quandocumque negocium de quo teneatur consilium respiciet priuatum comodum uel incomodum alicuius de consiliarijs uel de alijs ille consilio non intersit possit tamen ius suum proponere coram uicario (1) et consiliarijs antequam recedat et eo proposito teneatur exire et idem dicimus si negocium sit filij et pater sit consiliarius uel conuerso (2).

Illud eciam ordinamus ne rector secum ha-

(1) Le mot *rectoris* est interligné au-dessus de *uicario*.

(2) Il faut lire *uel è conuerso*.

beat aliquem in consilijs generalibus secretis uel alijs de socijs suis preter uicarium seu subuicarium qui audiet accusaciones et iudicem palacij et appellacionum curie comunis Massilie et notarios quos consuetum est adhiberi.

Decernentes insuper quod electio dicti generalis consilij fieri debeat ut inferius subsequitur uidelicet quod syndici et clavarij Massilie et septimanarij capitum ministeriorum qui tunc erunt septimanarij quando dicta electio dicti generalis consilij fiet iste quippe persone dumtaxat nominate cum uno notario capitum ministeriorum eis associato cum alia persona et uoce a secreto tractatus illius electionis exclusa debeant eligere et eligant bona fide duodecim probos uiros et discretos ciuitatis uicecomitalis Massilie duos scilicet de quolibet sexeno qui probi uiri duodecim sic electi sint et esse debeant et comprehendantur in numero dictotorum LXXXIIJ consiliariorum dicti generalis consilij ipsique duodecim taliter electi debeant eligere et eligant bona fide LXXJ consiliarios et hos possint eligere tam de illis qui nunc sunt seu tunc existerent consiliarij quam de capitibus ministeriorum qui in anno tunc proxime preterito erunt capita ministeriorum quam eciam communiter de alijs probis uiris per ciuitatem Massilie et per sexena eiusdem ciuitatis et sic statuimus dictos consiliarios eligi et creari annis singulis in futurum.

Adijcientes preterea huic capitulo quod nullus eligatur uel creetur pro consiliario in dicto generali consilio qui ad minus non habeat in possessionibus in Massilia uel eius territorio ualens quinquaginta marchas argenti, et nisi stagiam fecerit in Massilia tanquam ciuis stando et cohabitando ibi per quinque annos ad minus.

Uerum quia omnia que geruntur super huiusmodi omni debent suspicione carere idcirco statuimus deinceps obseruandum ut predicti syndici et clauarij et septimanarij dictorum capitum ministeriorum qui electionem dictorum duodecim proborum uirorum facient iurent ad sancta Dei euangelia quod ipsi bona fide et sine fraude prout diligencius poterunt remotis omni amicicia et inimicicia et parentela ac odio et timore et amore et inuidia et mala uoluntate et omni malo ingenio et dolo et omni alia persona a secreto eorum remota. Et illa electione ut dictum est eligent dictos duodecim probos uiros duos scilicet de quolibet sexeno bonos et discretos legales et ydoneos ac sufficientes ad consulendum rectori in regimine dicte ciuitate et comunis Massilie talesque et quos ipsi credent uel estimabunt aut scient meliores, utiliores et curiosiores ad honorem et commodum uel utilitatem comunis Massilie.

Et dicti xij a predictis ut dictum est electi iurent eodem modo in consilio generali presente dicto consilio eligere dictos LXXJ consiliarios dicti generalis consilij ut de eorumdem electoribus et syndicis scilicet et clauarijs et septimanarijs superius et expressum et incontinenti facto et prestito dicto iuramento dicti XIJ includantur in aliqua ex cameris palacij causa eligendi consiliarios sicut superius continetur et ipsis inclusis licencietur consilium uetus ut ad pulsacionem consilij uenire non teneantur nisi primitus a rectore super iuramento noui consilij fuerint requisiti. Et post modum subsequenter ac proxima dicta electione facta predicti consiliarij taliter electi post recitacionem predictorum consiliariorum que eadem die uel crastina debet fieri coram rectore et septimanarijs requisiti per nuncios comunis Massilie iurent in modum supradictum in hoc capitulo denotatum.

Et quod omnes et singuli predicti electores incontinenti cum electi fuerint uel coadunati pro utraque dictarum electionum facienda faciant et compleant ipsas electiones antequam discedant a loco ubi propter hoc conuenerunt.

Similiter decernimus quod de dicto consilio non debeant esse duo uel plures unius hospicij nisi unus tantum.

Addentes eciam huic capitulo quod aliquis non ualeat interesse consilio generali Massilie nisi sit de numero consiliariorum uel capitum ministeriorum uel nisi de uoluntate generalis consilij foret uel forent ad dictum consilium requisiti.

Qui predicti XIJ probi uiri qui predictum consilium elegerint incontinenti antequam recedant de illo loco in quo elegerint consilium supradictum eligant et eligere debeant bona fide prout melius et utilius eis uidebitur ad utilitatem comunis Massilie septem probos uiros prouidos et discretos scilicet tres de illis nouis consiliarijs quos tunc elegerint et quatuor de capitibus ministeriorum nouis qui predicti VIJ taliter electi incontinenti conuocentur secrete ad palacium et inde duodecim non recedant quousque dicti VIJ fuerint congregati et iurauerit coram rectore ipsis presentibus et presentibus septimanarijs de eligendis omnibus officialibus sicut ni sacramentali dictorum duodecim continetur. Quo quidem sacramento facto includantur in eadem domo in qua facta fuerit dicta electio consilij cum uno ex notarijs capitum ministeriorum omni alia persona exclusa et de aliqua electionum predictarum recedere non ualeant quousque omnia fuerint effectui mancipata. Qui predicti omnes officiales scribantur in una carta papica (1) per dictum nota-

(1) Il faut lire *papirica.*

rium et sigilletur ad minus cum tribus sigillis eligencium dictos officiales et comunis Massilie et omnia interim scilicet usque ad recitacionem dictorum officialium sint secreta. Que recitacio fieri debeat in nouo consilio et coram capitibus ministeriorum ante prandium in die festi omnium sanctorum et ibi ad minus syndici et clauarij iudices iurare teneantur presente dicto consilio sicut in eorum sacramentalibus continetur constituentes quod septimanarij non recedant de palacio ex quo predicti XIJ electi fuerint quousque omnes predicte electiones consiliariorum et officialium fuerint terminate.

---

## CAPUT IX.

### *De officialibus mutandis* (1).

Hac presenti constitucione decernimus firmiter obseruandum ut omnes et singuli officiales palacij curie et comunis Massilie quicunque fuerint quocunque functi fuerint officio annis singulis penitus commutentur ita quod aliquis predictorum officialium non possit reuerti uel statui in aliquo predictorum officiorum nisi ad minus abstinuerint per unum annum de omnibus et singulis supradictis officijs. Sed alij prouidi et discreti in singulis predictorum officiorum statuantur et eligantur ab electoribus sicut superius in proximo statuto continetur. Et sic uolumus et decernimus obseruari annis singulis in futurum statuentes preterea quod aliquis non possit habere simul in Massilia duo officia curie uel comunis officium autem in hoc casu scilicet de mutandis officialibus non appellamus consiliarios generales nec capita ministeriorum.

(1) Du changement des officiers.

Decernentes eciam ne aliquis stando in aliquo predictorum officiorum uel aliquis qui stet in palacio uel in clauaria pro scriptore uel nuncio debeat uel possit emere aliquod debitum quod comune debeat alicui persone nec in eam aliquo titulo uel causa quandiu fuerit in officio ipso debitum quod comune alicui debet peruenire possit nec possint incantare uel incantari facere aliquan gabellam uel aliquos redditus uel usatica quam uel quos seu que comune accipiat infra Massilie uel eius territorium nec aliquod lignum quod armaretur a comuni.

Licet autem inter officiales curiarum uel communis Massilie intelligamus nuncios curiarum excipimus tamen in hoc casu uidelicet de predictis officialibus commutandis currerios palacij et curiarum.

Decernentes insuper quod omnes et singuli supradicti officiales iurent ad sancta Dei euangelia in inicio sui officij et in sacramentali quod facient de officio suo comprehendatur quod ipsi in alio anno proxime subsequenti aliquatenus non remanebunt in aliquo ex officijs supradictis.

Item statuimus quod illi duo notarij qui statuti erunt in palacio debeant habere et tenere quandiu

erunt in illo officio bullam et sigilla omnia cum quibus huc usque consuetum est bullari et sigillari instrumenta et litteras que fiunt in palacio et mittuntur extra et nullus alius nisi dicti duo notarij possit literas sigillare in palacio ipsique notarij recipiant et legant et teneant infra palacium tamen omnes literas quocunque ab aliquibus personis uel partibus destinabuntur et mittentur rectori uel consilio Massilie uel curie eiusdem decernentes insuper quod dicti notarij non possint nec debeant aliquid petere uel exigere ab aliquo ciue ciuitatis inferioris Massilie nec de litteris sigillando cum sigillo magno uel paruo comunis Massilie nec de litteris que cum paruo sigillo comunis sigillabuntur.

Addentes eciam quod illi notarij qui huc usque steterunt in palacio teneantur tradere et consignare predictis duobus notarijs que de nouo in palacio statuentur omnia cartularia et instrumenta et litteras et alia scripta omnia ad curiam Massilie et comune et ad usum palacij pertinencia seu spectancia. Ab hoc tamen capitulo de officialibus commutandis excipimus commutandos tabelliones officiales palacij clauarie et curarium Massilie.

Decernentes quod illi tabelliones uel quidam ex illis prout electoribus uisum fuerit completo eorum anno possint de illo officio in aliud officium com-

mutari et eligi et alij similiter qui nunc sunt uel tunc non essent in officio possint poni eligi ac statui in officijs prout electoribus uisum fuerit faciendum.

Addentes huic statuto quod notarius uel notarij qui pro tempore fuerint ad tabularium non possint nec debeant accipere de cartis comunis et pro utilitate comunis aliquid siue sint syndicatus siue sint consulatus siue sint uendicionis fundicorum siue alicuius messaiarie (1) siue mutui facti comuni siue alterius contractus facti comuni et pro utilitate comunis exceptis uendicionibus gabellarum et reddituum de quibus possint accipere usque ad summam quinque solidos tamtum inter sigillum et cartam et omnia.

---

(1) Métayer.

## CAPUT X.

### *De capitibus ministeriorum eligendis* (1).

CONSTITUIMUS hoc capitulo perpetuo firmiter obseruandum ut in posterum comune Massilie in meliorem statutum reformetur quod centum capita ministeriorum fiant et statuantur in Massilia an-

(1) *De l'éléction des chefs de métiers.*

Marie de Blois, régente des états de Louis II son fils, roi de Sicile et comte de Provence, changea les dispositions de ce statut; elle établit, entr'autres choses, par ses lettres patentes de l'année 1385, que les consuls et les autres officiers de la ville dont elle ne détermine point le nombre, seraient élus annuellement par la voie du sort. Ces lettres patentes ont été elles-mêmes modifiées par le passage suivant de la *nouuella forma del gouuernament de aquesta cieutat per mettre la dicha cieutat en bona polissa et union :*

« *Item que aquestous tals doze* ( les douze conseillers qui devaient avoir le gouvernement de la ville) *elegiran tous los officiers de l'an de leur regiment à nomination de monsur lo viguier a balotas sensso colour que non puescon metre en offici fils ni fraires e que a l'intrada de leur offici deian iurare prometre de ben e iustament eligir e gouvernar e entreuenent cas de mort que Diou garde que lo demorant de aquella tal dozena puesca elegir un autre en luego daquelh o daquels a balotas a nomination de monsiour lo viguier.*

*La nouuella forma del gouuernament* a été approuvée en 1475, au nom du roi Réné, par le grand sénéchal de Provence, en présence de l'évêque de Marseille, de Boniface Vivaud, grand juge de la province et de diverses autres personnes de distinction.

nuatim qui eligantur per ipsa ministeria et per probos homines ipsorum ministeriorum et qui eligantur tales bona fide quos cognoscent bonos et fideles et utiliores ad opus ciuitatis Massilie et qui eligantur per dicta ministeria annuatim infra octauas post festum sancti Johannis-Baptiste et que capita ministeriorum intrent et incipiant annuatim in festo sancti Saluatoris et quod predicta capita ministeriorum teneantur speciali sacramento uocare et requirere sua ministeria ad eligenda predicta capita ministeriorum infra predictas octauas et qui predicti centum capita ministeriorum habeant potestatem conueniendi et teneantur conuenire singulis diebus dominicis in domo hospitali sancti Spiritus Massilie uel alibi infra Massiliam ubicumque uoluerint et ad hoc faciendum et conueniendum se in dicto loco uel alibi ad pulsacionem campane ipsorum uel cum per nuncios requisiti fuerint teneantur speciali sacramento uenire.

Si uero aliqua utili causa et necessaria uideretur septimanarijs ipsorum capitum ministeriorum quod conuenirent dicta capita ministeriorum infra ebdomadam quod liceat eis hoc facere eciam omnibus uicibus quibus eis uisum fuerit et placuerit ubicumque uoluerint septimanarij de nocte uel die scilicet omnia capita ministeriorum uel partem ipsorum mixtim cum alijs probis uiris ciuitatis Massilie uel siue alijs ad sonum campane eorum uel sine campana quocunque modo uoluerint et ibi tractare ea que eis uidebuntur utilia comuni Massilie et insuper

ea super quibus concordauerunt omnes uel maior pars eorum possint rectori Massilie ostendere seu proponere qui rector eis uisis uel intellectis teneatur iuxta formam sui sacramentalis ea adimplere et adimpleri facere aut in consilio proponere et ostendere infra predictam ebdomadam omnibus ipsis capitibus ministeriorum in illo consilio et in omnibus generalibus consilijs Massilie semper conuenientibus et existentibus.

Statuentes insuper quod predicta capita ministeriorum teneantur et debeant mutari de anno in annum et quod aliquis non possit uel debeat esse de numero capitum ministeriorum nisi esset ministerio uel de arte maris et qui non habeat tam in possessionibus quam in mobili ualens quinquaginta librorum regalium coronatorum ad minus et nisi stagiam fecerit in Massilia per tres annos.

Item quod predicti septimanarij eligantur singulis diebus Dominicis secundum quod septimanarijs utilius uisum fuerit expedire.

Item quod si aliquis de capitibus ministeriorum esset adstrictus alicui uel aliquibus personis sacramento aliquo uel conuencione uel quod sit uel esse posset contra bonos mores et bonum statum

ciuitatis Massilie et libertates ipsius ciuitatis retinendas fouendas et manutendas illud sacramentum et illa conuencio seu notum per hoc sacramentum quod faciet penitus dissoluatur et huic sacramento quod nunc de nouo faciet adhereat et ad illud seruandum specialiter teneatur.

Item quod dabunt consilium sanum rectori Massilie quandocunque ab eo fuerint requisiti et quod intendent toto posse suo ad bonum statum et tranquilitatem regiminis ciuitatis et ciuium et comunis Massilie et quod secreta omnia et credencias que celanda erunt et iniuncta eorum celanda secreta habebunt et tenebunt et nulli ea pandent absque uoluntate ipsorum capitum ministeriorum uel generalis consilij Massilie per totum tempus sui officij nec postea aliquo tempore ad dampnum uel detrimentum comunis Massilie uel alterius alicuius de comuni.

Item quod omnes discordias ciuium Massilie et scandala ciuitatis Massilie pro posse suo pacificabunt et predicta omnia et singula predicta capita ministeriorum iurabunt ad sancta Dei euangelia attendere et complere bona fide et iura et libertates comunis Massilie deffendere et saluare et manutenere pro uiribus toto posse.

Item si scirent quod aliquod tractatus fient contra comune Massilie uel contra ipsa capita ministeriorum quod esset ad dampnum uel lesionem comunis Massilie uel ipsorum capitum ministeriorum quod illud reserabunt et manifestabunt rectori et septimanarijs ipsorum capitum ministeriorum incontinenti sine mora et illum tractatum in quantum poterunt et uidebunt et auxilium rectori et capitibus ministeriorum dabunt euitandi illud quod fieret uel tractaretur contra comune Massilie uel contra ipsa capita ministeriorum.

Predicta autem omnia et singula iurabunt ad sancta Dei euangelia ab ipsis et singulis eorum corporaliter manutacta attendere et obseruare bona fide et contra quo uis ingenio non uenire remotis odio amore precio et precibus et affectione consanguinitatis et affinitatis et alio sacramento uoto et conuencione et octaua die post exitum regiminis ipsorum capitum ministeriorum ipsa eadem capita ministeriorum iurent ad sancta Dei euangelia et iurare omnes et singuli teneantur nouis capitibus ministeriorum et per consequens omnes et singuli homines ac tota uniuersitas hominum Massilie de ipsis capitibus ministeriorum nouiter creatis saluandis et custodiendis in rebus et personis cum eorum coadiutoribus et complicibus contra quamcunque personam secundum formam iuramenti que solet in talibus obseruari.

## CAPUT XI.

*De syndicis seu actoribus comunis Massilie annuatim creandis* (1).

---

ORDINAMUS presenti constitucione firmiter obseruandum ut singulis annis eligantur et constituantur bona fide secundum formam statuti de eligendis officialibus actores siue syndici duo probi homines prouidi et discreti ac legales ciues ciuitatis uice comitalis Massilie et habitantes in ea non tamen iurisperiti ad inquirenda et petenda ac deffendenda legitime nomine uniuersitatis Massilie et pro ea iura et raciones et res et possessiones comunis seu uniuersitatis Massilie aduersus quascumque personas perinde agendo uel deffendendo seu exigendo quecumque sint et de electione eorum quando suscipient ipsum officium et iurabunt debeat fieri per publicum notarium Massilie publicum instrumentum siue scriptura publica in cartulario publico

(1) *Des syndics soit des acteurs (défenseurs) de la commune de Marseille annuellement élus.*

comunis Massilie et curia Massilie que cognoscet de controuersijs seu litibus uel factis seu racionibus uel iuribus predictis occasione dicti comunis uentilatis aut examinatis inquisita tamen et cognita ueritate teneatur postea ex quo eidem de ea causa liquebit terminare et diffinire causam illam infra mensem unum post inquisita inde et recognita ueritate nisi iusto impedimento remaneat et similiter dicti duo uiri teneantur respondere pro comuni Massilie cuicunque conquerenti de comuni seu uniuersitate Massilie ipsum que comune seu uniuersitatem dictam legitime defendere et similiter ipsi teneantur inquirere et producere legitime uel secundum formam statutorum publicando testes qui nouerint uel scient aliquid de racionibus et iuribus ad comune Massilie pertinentibus et hoc faciant quam citius et melius poterunt bona fide et sine fraude omni que odio et timore et amore prece et precio muneribusue penitus pretermissis et adimpleant uel adimpleri faciant faciendo hec eadem cum consilio sapientum et hec fiant et inquirantur ne ipsis testibus deficientibus ius comunis seu uniuersitatis Massilie ualeat deperire et si forte quod absit dicti syndici uel alter eorum in dicto officio suspecti iuuenti fuerint amoueantur inde a rectore quam citius cum sciencia et uoluntate consilij generalis tam consiliariorum quam capitum ministeriorum et alij tunc in loco illius uel eorum secundum predicta sine mora subrogentur et predicta facienda que dixi–

mus a dictis syndicis faciant ipsi eo anno in quo erunt constituti et non ultra nisi essent denuo constituti ad idem attamen ista faciant eo saluo quod dicti syndici uel actores non possint uel debeant aliquam controuersiam seu causam mouere nomine uel occasione dicti comunis ex qua discordia uel pelegia maxima creari posset in Massilia uel oriri ut puta occasione domorum que sunt inter litus portus et uiam inferiorem Massilie uel pro aliqua earum domorum.

Addentes eciam huic capitulo quod predicti syndici teneantur uenire ad palacium Massilie quandocunque requisiti fuerint per nuncium rectoris uel septimanariorum uel quandocumque eciam non requisiti eis uidebitur esse necessarium uel utile ueniendum esse nisi iusto impedimento remaneret nec inde separabunt se sine licencia rectoris eiusdem uel eius locum tenentis et quod omni mense legent uel legi facient sibi hoc statutum.

Item statuimus quod a modo predicti syndici uel alter ipsorum cum clauarijs comunis Massilie uel saltem cum uno ex ipsis clauarijs teneantur et debeant audire computum et racionem expensarum que fient per nuncios comunis Massilie infra X dies et postquam redierint dicti nuncij inMassilia

et generale computum et racionem omnium obuencionum et expensarum comunis Massilie et hoc facere debeant de quatuor in quatuor mensibus cum sex probis uiris de consilio et sex capitibus ministeriorum qui ad hec audienda electi fuerint et statuti.

Item statuimus quod dicti syndici omnes proprietates et possessiones pertinentes ad dictum comune Massilie uel que dudum pertinuerint maxime que a XII annis citra fuerint alienate uel usurpate per aliquem uel aliquos teneantur recuperare et recuperent ex officio suo inquisita tamen primitus ueritate a predictis syndicis presente maiori iudice palacij per officium summaria cognicione.

Item sacramento dictorum uolumus comprehendi quod eis non liceat per se uel per alium, uel per alios aliquam remuneracionem uel guizardonum uel aliquod seruicium uel donum seu xenia aliqua postulare uel accipere uel accipienti pro se consentire a quocunque seculari uel ecclesiastico nec ab aliquo monasterio uel domo religiosa ualens unum denarium uel plus preter esculentum uel poculentum ualens usque ad XII denarium regalium coronatorum et quod predictorum syndicorum officium non est absque labore

graui statuimus ut causa honoris dentur unicuique syndicorum uiginti librorum regalium coronatorum per annum nomine salarij et quod ipsi teneantur et tenere debeant unusquisque quandiu fuerint syndici unum palafredum ad honorem suum et comunis Massilie et si palafredum non tenuerint uel bestiam sufficientem ad equitandum illi uel illis qui in hoc deficient predictum salarium pro illo anno adimatur et predicta omnia et singula iurent predicti syndici uel actores qui creabuntur ut supra dicitur se bona fide et sine dolo et absque malo ingenio facturos et completuros inuiolabiliter remotis inde omni amicicia et parentela precibusque et precio uel muneribus et timore.

---

## CAPUT XII.

### *De clauarijs Massilie eligendis et iuramento ipsorum* (1).

STATUIMUS pro utilitate comunis Massilie quod eligantur et constituantur secundum formam statuti de eligendis officialibus tres clauarij boni et legales et fideles qui iurent in consilio generali tactis sacrosanctis euangelijs quod injunctum sibi officium peragant bona fide iura et obuenciones tabule maris et ceterarum archarum clauarie et omnes alios reditus et obuenciones et intratas et

(1) *De l'élection et du serment des clavaires de Marseille.*

Les clavaires de Marseille étaient, au XIII[e] siècle, non-seulement les trésoriers de la commune, mais encore les gardiens des archives; plus tard, vers le milieu du XV[e] siècle probablement, cette dernière attribution leur fut retirée et confiée à un *Archivaire*, choisi de préférence parmi les notaires de la cité. Le *notaire-greffier de la commune* a quelquefois cumulé les fonctions d'archivaire et de notaire-greffier.

L'emploi d'archivaire ou d'archiviste de la communauté était devenu, sous Louis XIV, une charge à la nomination du roi.

Voyez le chapitre XV du présent livre.

auenturas comunis Massilie accipiant dicti clauarij diligenter et fideliter inquirendo et mittendo in archam tabule maris uel in alijs eiusdem clauarie archis quibus debebunt presentibus et uidentibus ipsis mercatoribus a quibus dicte obuenciones seu denarij tabule per soluentur et quod de dictis denarijs seu solucione eorum nulli persone facient sostam siue credenciam nec inde furtum aliquod facient uel fieri consentient uel pacientur uel aliquam diminucionem in fraudem comunis nec archam ipsam clam uel latenter aperient in fraudem aliquarum personarum nec alias similes illis facient uel fieri pacientur nec claues sibi commissas alijs dabunt uel credent et mercatores expedient in clauaria comunis Massilie tamen causa non alibi.

Item quod pignora que in clauaria mittentur a ciuibus uel extraneis pro maleficij uel excessibus uel alias de mandato rectoris ex officio fieri iubentis et mandanti custodient et saluabunt bona fide nec in eis aliquam diminucionem uel corrupcionem facient aut fieri permittent. Et quod hec omnia supradicta timore et amore et odio prece et precio postpositis. Et si quid in fraudem horum fieri uiderent scient uel intelligerent protinus rectori syndicis uel septimanarijs nunciabunt.

Item sacramento dictorum clauariorum uolu-

mus comprehendi quod eis non liceat per se uel per alium uel per alios aliquam remuneracionem, uel encennia aliqua postulare uel accipere seu guizardonum uel aliquod seruicium uel donum seu accipienti pro se consentire a quocumque seculari uel ecclesiastico nec ab aliquo monasterio uel domo religiosa ualens unum denarium uel plus preter esculentum et poculentum ualens usque ad XII denarium regalium.

Et quod predictorum clauariorum officium non est absque labore graui statuimus ut causa honoris detur unicuique clauariorum uiginti libr. reg. coronat. pro salario per annum et quod ipsi teneantur et debeant unusquisque eorum tenere quamdiu fuerint clauarij unum palafredum ad honorem suum et comunis Massilie. Et si palafredum non tenuerint uel bestiam sufficientem ad equitandum illi uel illis qui in hoc deficerent pro illo anno predictum salarium adimatur. Addentes huic statuto in super quod dictas intratas non percipiant nisi presente illo notario qui in dicta clauaria fuerit constitutus et quod de quatuor in quatuor mensibus teneantur reddere racionem syndicis et illis qui ad audiendam racionem fuerint constituti.

## CAPUT XIII.

*De consiliarijs secreti consilij eligendis* (1).

ORDINAMUS presenti constitucione deinceps firmiter obseruanda quod quandocunque uisum fuerit rectori Massilie cum suis officialibus scilicet syndicis et clauarijs et septimanarijs secretum consilium eligere ipsum eligant bona fide.

(1) *De l'élection des conseillers du conseil secret.*
Ces conseillers étaient au nombre de 24; leurs fonctions consistaient à instruire toutes les affaires qui devaient être soumises au conseil général.

Item quod illa pignora uel aliqua ex eis non mutuet seu commodet alicui de palacio uel tradet nec alicui uel alicuibus alijs nec denarios quos recipiet occasione pignorum et quod de quatuor in quatuor mensibus teneatur reddere racionem syndicis et illis qui ad audiendam racionem fuerint constituti.

---

## CAPUT XV.

### *De cartis comunis recolligendis rubrica* (1).

DECERNIMUS inuiolabiliter obseruandum quod syndici comunis Massilie omnes qui pro tempore erunt inquirant diligenter uel faciant diligenter inquiri et recolligi omnes cartas et instrumenta omnia que pertinent uel pertinere uidebunt ad comune Massilie siue in quibus iura comunis dicti contineantur uel continentur aliquo modo quicunque eas uel ea habeant uel haberent preter clauarios dicti comunis et ea in simul collecta in tuto loco et securo bona fide et sine fraude reponantur.

Statuentes insuper quod dicti syndici teneantur similiter recognoscere cartas et instrumenta

(1) ***Des chartes de la commune devant être recueillies.***

Les dispositions contenues dans ce chapitre se lient à celles du chapitre XII concernant l'*élection et le serment des clauaires*; elles font connaître entr'autres choses, ce qui n'est pas sans intérêt, que les clavaires n'avaient, outre la charge du trésor, que le soin de conserver les titres de la ville, sans être dans l'obligation, réservée aux syndics de la commune, de les rassembler. Les clavaires n'avaient qu'une des clés des archives; l'autre clé était gardée par les syndics.

post eorum collectionem semel in anno et quod promissis nonobstantibus ipsi faciant fieri si factos a predecessoribus non inuenerint duos libros de pergamenis in quibus scribantur ab aliquo publico notario Massilie tenores omnium cartarum et instrumentorum omnium predictorum quibus factis fiat predicta recognicio ab eisdem.

Statuentes similiter quod in alio libro specialiter inde facto scribantur omnes redditus comunis Massilie scilicet lesde macellum annonaria piscaria et similia.

Et similiter scribantur in eisdem libris nomina et cognomina omnium notariorum Massilie seu tabellionum presencium et futurorum et preteritorum et dies remocionis uel interdictionis eorum quibus illud officium fuerit uel erat interdictum et quod libri illi seu registra taliter facta in tuto et securo loco reponantur et commitantur et tradantur duobus probis et legalibus uiris Massilie custodienda pro dicto comunis.

Et ad hoc faciendum teneatur rector eligere unum bonum notarium publicum Massilie qui predicta bona fide adimpleat cum salario sibi dando competenti.

Addentes eciam supradictis quod cum clauarij comunis Massilie deponent suum officium clauarie aut deposuerint tunc sine mora reddant et consignent predictas cartas et instrumenta quecunque ad eos peruenerint et habebunt accasione dicti comunis alijs clauarijs eis succedentibus tunc in officio clauarie dicte.

Et dictam restitucionem faciant dictis clauarijs alijs succedentibus presentibus illis duobus uiris qui habebunt predicta registra in quibus erunt scripta dicta instrumenta comunis que dicta instrumenta cum restituta erunt ut dictum est recognoscantur carta per cartam cum dictis registris et carte uel instrumenta empcionum et alia dicti comunis instrumenta cariora alibi quam in clauaria in tuto tamen loco et secreto reponantur et custodiantur a clauarijs qui pro tempore erunt sub duabus clauibus custodita quarum unam habeat unus ex dictis clauarijs et aliam alter ex eis qui registra tenebunt.

Quod autem superius diximus de predictis et nominibus notariorum et creacionibus eorumdem in eisdem libris scribendi fiant semel ad minus et eciam amplius si illud tamen uisum fuerit rectoribus faciendum.

---

## CAPUT XVI.

### *De quibusdam personis prohibitis ab officio regendi ciuitatem Massilie* (1).

Ut empciones acapta et acquesta que retrorsum facta sunt a comuni ciuitatis inferioris Massilie de dominio et segnoria ipsius ciuitatis et extra alicubi ab illis dominis qui solebant dominari ipsi ciuitati et qui partes habebant in dominio et segnoria ipsius ciuitatis uel ab alijs rate firme et inconcusse in perpetuum habeantur et in aliquo ullo tempore non possint irritari pro bono et utilitate comunis Massilie et omnium et singulorum in eadem ciuitate habitancium et pro retinendis libertatibus et franchisijs ipsius ciuitatis ideo presenti constitucione decernimus perpetuo inuiolabiliter obseruandum quod aliquis qui unquam fuerit

(1) ***De certaines personnes qui doivent être écartées de l'office de la communauté de Marseille.***

**Ce chapitre n'a été observé que pendant l'époque où Marseille était divisée en *ville haute* et en *ville basse ;* lors de la réunion des deux villes tous les citoyens purent être admis à *l'office de la communauté.***

dominus ciuitatis inferioris Massilie uel partem aliquam habuerit in dominio et segnoria ipsius ciuitatis Massilie et qui jus dominium et segnoriam quod et quam habebant in ciuitate Massilie comuni eiusdem ciuitatis uendiderunt uel in ipsum comune ex quacunque causa transtulerunt uel quisit uel fuerit de genere seu progenie illorum dominorum nullatenus possit eligi statui uel poni in regimine uel uicaria ciuitatis inferioris Massilie nec possit esse uicarius uel subuicarius uel bajulus rector aut consul eiusdem ciuitatis et quod aliquid noui non fiat ordinetur uel statuatur deinceps in ciuitate Massilie per quod dominium et segnoriam quod et quam habet et habere debet comune ciuitatis Massilie in eadem ciuitate Massilie uel alibi in aliquo minuatur et ut hec perpetuo ita inuiolabiliter obseruentur.

Statuimus quod uniuersi et singuli homines ciuitatis inferioris Massilie sacramento trinico et incommutabili ad hec obseruanda specialiter teneantur.

---

## CAPUT XVII.

### *De castellano sancti Marcelli* (1).

ORDINAMUS presenti capitulo deinceps firmiter obseruandum quod quicunque est uel fuerit castellanus castri Sancti-Marcelli possit et debeat illud

(1) *Du châtelain du château de Saint-Marcel.*

*La place et le château de saint-Marcel* ont été possédés par les vicomtes de Marseille de qui la commune en fit l'acquisition; mais Charles, comte de Provence, et Béatrix, son épouse, ayant manifesté le désir de les avoir, les syndics de Marseille les leur cédèrent en 1262 (1). Cette cession ne fut pas de très-longue durée, car nous voyons au mois d'octobre 1357, Philippe, prince de Tarente, lieutenant et gouverneur de Provence, donner les mêmes lieux aux Marseillais, au nom de la reine Jeanne (2). Dans les lettres expédiées le 9 mars 1358 (3) à leurs ambassadeurs Bernard Boniface et Jean Joli, notaire, la reine Jeanne et le roi Louis, son mari, s'expriment ainsi au sujet de cette donation : *que faisant réflexion à la foi inviolable et au zèle sincère de leurs chers sujets de Marseille qui, durant le règne de leurs prédécesseurs avoient donné des marques éclatantes de leur fidélité en laquelle ils avoient continué jusqu'alors, ils avoient cru devoir leur faire ressentir les effets de leur gratitude* (4).

Il paraît que la seigneurie de Saint-Marcel fut reprise par le comte

(1) Manuscrit appartenant à l'un des auteurs.

(2) Archiv. de la préfect. des Bouches-du-Rhône

(3) Manuscrit appartenant à l'un des auteurs.

(4) Histoire de Marseille, par Ruffi, 2e édit. tome 1, liv. 5, page 183, XIII.

castrum tenere et custodire pro comuni Massilie quamdiu fuerit de uoluntate generalis consilij ciuitatis Massilie tam consiliariorum quam capitum ministeriorum uel maioris partis eorum.

Ita tamen quod dictus castellanus teneatur speciali sacramento illud castrum non tradere uel reddere alicui alij sine uoluntate et licencia expressa dicti consilij Massilie tam consiliariorum quam capitum ministeriorum uel maioris partis eorum et castellanus ille singulis annis de huiusmodi teneatur facere specialiter annis singulis sacramentum et ipsum castrum firmare sub certa pena ad cognicionem rectoris et syndicorum Massilie secundum quod consuetum est et consilij supradicti.

de Provence ou vendue de nouveau par Marseille, puisque René la comprit dans la vente qu'il fit, au mois de novembre 1437, de la baronie d'Aubagne à Charles de Castillon (1). René racheta la baronie d'Aubagne à la mort de Charles de Castillon, arrivée en 1451, pour en faire don à la reine Jeanne, son épouse; mais il la reprit le 20 février 1473 pour l'échanger avec d'autres seigneuries appartenant à Jean Allardel ou Allardeau, évêque de Marseille, contre les terres de saint-Cannat, Alen et Valbonnette (2).

La jurisdiction de Saint-Marcel, des Camoins et de la Reynarde fut cédée à la commune, le 21 mai 1647, par Etienne de Puget, évêque de Marseille, moyennant la somme de 15,000 livres tournois, lesquelles devaient être employées à la reconstruction du palais épiscopal (3).

(1) Manuscrit appartenant à l'un des auteurs.

(2) Histoire de Marseille, par Ruffi, 2[e] édit., tome 2, liv. 10, page 32, LXXIV.

(3) Archiv. de la Préfect. des Bouches-du-Rhône : *livre vert* de l'évêché de Marseille.

## CAPUT XVIII.

### *De consulibus extra Massiliam constituendis* (1).

Constituimus ut a modo quandocunque aliqui consules fient uel constituentur in uiagijs Surie aut Alexandrie uel Cepte uel Bogie uel alicubi alibi extra Massiliam quod illi eligantur a rectore comunis Massilie et creentur et constituantur similiter semper tales quod illi consules sint de melioribus facundia et discrecione et probitate et honestate ad honorem et utilitatem comunis Massilie ex illis qui tunc temporis ad dictas partes traficarent et quod illi fiant et constituantur cum fient a rectore Massilie qui pro tempore fuerit cum consilio et assensu syndicorum et clauariorum comunis Massilie et septimanariorum capitum ministeriorum Massilie uel maioris partis eorum et eodem modo dentur et constituantur eis consiliarij.

Et dicti consules omnes qui ad partes predictas ire debebunt uel sunt ituri iurent ad sancta Dei Euangelia quod nullatenus meretrices mittant uel

(1) *Des consuls à établir hors de Marseille.*

mitti paciantur ab aliquo in fundo illius terre cui preerunt stagiam ibi a dictis meretricibus faciendo.

Et quod uinum aliquorum non Massiliensium non facient uel permittent uendi uel mitti in dictis fundicis quandiu erit ibi uinum Massiliensium ad uendendum et quod non conducent uel conduci permittent aut alias qualitercumque haberi sustinebunt botigas aliquas extraneis scilicet non massiliensibus aliquibus sine uoluntate expressa habita licencia dicti fundegarij fundici supradicti. Et quo dicto fundegario non impedient uel imbringabunt uel fieri facient aliquid uel aliqua que contraria sint his que dicto fundegario a rectore Massilie sunt uel erunt concessa uel conuenta. Et similiter quod non compellent dictum fundegarium a se uel alijs quibuscunque emere uinum aut res alias aliquas majori precio quam ualerent in ea terra uinum aut res ille aut res similes.

Item eciam quod bannum alicui non imponent nec aliquem condempnabunt illi consules sine consilio et assensu consiliariorum.

Si uero imposuerint bannum uel penam uel condempnauerint aliquem cum consilio consiliariorum suorum uel maioris partis eorum statuimus

quod ratum habeatur et firmum eo saluo quod rector qui pro tempore fuerit in Massilia infra mensem unum post aduentum illius uel illorum cui uel quibus bannum aliquod uel pena aliqua imposita esset uel fuerit uel condempnatus fuerit ut supra dicitur si consul presens fuerit et ille cui bannum impositum est uel condempnatus est conquestus fuerit inde possit de dicto banno uel condempnacione cognoscere et dictum bannum uel condempnacionem reuocare si rectori uidebitur inique fuisse processum consul uero ex quo bannum imposuerit nihil penitus relaxare uel immutare presumat sine consensu consiliariorum suorum uel maioris partis eorum latam uero sentenciam nullatenus ualeat reuocare.

Et si forte contigerit quod alicubi sint decem uel uiginti homines de Massilia uel plures ubi non sint consul uel consules statuti ut supra dicitur tunc authoritate huius capituli liceat eis et possint concorditer omnes uel maior pars eorum aut illi qui ab eis uel maiori parte eorum ad eligendos consules uel consulem electi fuerint per se consules Massilie eligere qui super eis et Massiliensibus alijs ibi aduenientibus habeant eandem potestatem quam haberent alij consules et supra dicitur a rectore Massilie constituti donec alij consules in Massilia constituti secundum quod predictum est ibi uenerint et non ultra.

Uerum si ipse qui electus fuerit consul a maiori parte hominum Massilie recuset uel nollet recipere consulatum puniatur in decem libris regalium coronatorum nisi iusto impedimento recusaretur ueruntamen predicti consules qui in eo officio eligentur ut dictum est extra Massiliam a Massiliensibus eligantur meliores facundia et discrecione et honestate et dilectione et probitate erga comune Massilie de illis qui ibi de Massilia inuenirentur. Et illi qui sic electi erunt iurent coram alijs tunc ibi presentibus quod bona fide et sine dolo et fraude remotis inde odio et amore et timore prece et precio predictum regant consulatum et teneant omnibus coram eis conquerentibus pro posse suo iusticiam exhibentes.

Si qui autem consulum supradictorum omnium aut aliquis ex eis quod absit contra hoc uel aliquid horum temerario ausu fecerint uel uenire presumpserint fidem suam circa hec quam promiserint negligentes puniantur inde singuli eorum delinquencium a rectore Massilie in XXV librorum regalium coronatorum,

Statuentes similiter obseruandum inuiolabiliter a modo quod nemo Massiliensium uel alius unde–

cunque sit uel fuerit qui maiori libertate uel franchisia gaudeat uel utatur in Suria uel alicubi alibi quam ceteri homines de Massilia communiter nullatenus possit uel debeat unquam fieri uel constitui consul in Suria uel alibi ubi predicta libertate uteretur. Si tamen alius uel alij boni uel ydonei illuc euntes tunc inuenirentur uel ibi essent uel qui uideantur tolerandi ad peragendum officium dicti consulatus. Sed nec magister qui uulgariter naucherus appellatur uel aliquis dominus uel domini major uel maiores alicuius nauis possint esse consul uel consules extra ciuitatem Massilie in illo uiagio quo ibit nec possit uel debeat unquam fieri uel constitui in Suria si tamen alij inuenirentur in dicto officio tolerandi.

Similiter statuimus ne aliquis fundegarius uel nabetinus uel qui suum uinum uendit uel uendi faciat ad minutum nec aliquis qui preter mercadariam ministerium suum uel corrateriam exerceat in terra illa possit fieri uel constitui illic consul. Sed et illud adiungimus quod qui consules sunt uno anno in alio non sint consules nisi in illo casu in quo alius non inueniretur sufficiens.

Adjicientes preterea obseruandum quod si aliquis fundegarius uel nabetinus uel aliqui quandocunque facient contra sacramentum quod fecerint

uel facient rectori Massilie in redempcione dicti fundici perdant incontinenti omne ius quod tunc haberent in dicto fundico et ab inde non sint fundegarij fundici supradicti.

---

## CAPUT XIX.

### *De eodem capitulo* (1).

ORDINAMUS presenti capitulo ut consules extra Massiliam constituti secundum formam capituli quod est supra de consulibus huiusmodi constituendis in causis audiendis et examinandis hanc habeant diligenciam ut secum assumant et habeant in earum examinacione et decisione duos de consiliarijs suis melioribus et discrecioribus uel unum ad minus cum quorum consilio peragant uniuersa sed et quendam notarium publicum secum habeant ad acta omnia scribenda et precipue notarium Massilie si eum habere poterunt.

Si uero nullum habere poterunt habeant secum scriptorem nauis qui speciale subeat sacramentum de his que audiet cum fide et diligencia conscribendis et habeant consules cartularium in quo acta uniuersa scilicet peticiones posiciones responsiones et testium et instrumentorum pro-

(1) *Du même Chapitre* et relativement au notaire-chancelier des consuls.

ductiones sentencie et mandamenta scribantur et alia omnia que pertinebunt ad causam sic tamen ut nullum mandamentum proferantur inter nolentes sed inter eos duntaxat qui gratis eorum se subjecerunt mandamento. Inter alios uero ius dicatur secundum quod eis uidebitur cum suo consilio faciendum.

Sane que acta fuerint coram huius modi consulibus rata perpetuo esse uolumus ac si in curia Massilie facta essent saluo tamen adhuc beneficio mensis de quo fit mencio in proxima precedenti statuto

Uerum ne occasione iusticie litigantes a consulibus pergrauentur statuimus quod de omni questione que coram eis uentilabitur si sit decem bisanciorum uel supra nomine iusticie ab eo qui succumberit decimam partem tantum accipiant si uero infra decem bisancios fuerit terciam habeant iustitie nomine ab eo qui succumbet et huius iustitie medietas sit consulum et altera sit comunis Massilie nec liceat eis aliquid inde remittere. Et post reditum suum infra dies octo restituere teneatur comuni Massilie medietatem ad dictum commune pertinentem et cartularium de actis causarum confectum ut dictum cartularium cum alijs actis curie reseruetur.

## CAPUT XX

### *De salario aduocatorum* (1).

ORDINAMUS presenti capitulo firmiter obseruandum ut nulli causidici seu aduocati admittantur in curia uel curijs Massilie pro alio postulando nisi prius iurarent semel ad minus coram rectore comunis Massilie aut nisi iurauerint retrorsum se de aliqua causa uel lite in curia uel curijs comunis Massilie uentilanda nullatenus petituros uel exacturos per se uel per alios ultra sex denarios per libram de tali moneta de qua esset causa uel lis seu estimacio litis et hoc si causa illa uel eius estimacio erit sexaginta libris usque ad quingentas libras regalium coronatorum et si ultra quingentas libras erit non petent uel exigent inde plus nisi tantum pro quingentis libris uel si infra sexagintas libras erit quantumcunque erit illa causa tunc liceat eis accipere uel pascisci secundum quod inter eos et clientulos conuenerint. Ita tamen quod tunc non liceat eis inde petere uel exigere ultra triginta sol. Et predictos sex denarios de quibus supra facta est

(1) *Du salaire des Avocats.*

mencio nomine salarij habeant et habere debeant secundum quantitatem in libello contentam seu estimacionem rei que peteretur cum libello uel sine libello.

Illi uero qui leges et decreta ignorant et publice patrocinari uolent non aliter admittantur in placitis nisi semel in anno iurarent patrocinium suum bona fide prestare et pro patrocinio tutela uel cura uel actoria uel procuracione uel qualitercunque occasione cause non recipere ultra duos denarios pro libra et hoc si causa sit usque ad ducentas libras.

Si uero a ducentis libris supra causa fuerit quantocunque non liceat recipere ultra quadraginta solidos regalium eo nomine si uero sit causa quindecim lib. tantum uel infra possint inde accipere eo nomine tres solidos et non ultra et omnes supradicti causidici tam iurisperiti quam laici qui leges et decreta ignorant iurent uel comprehendantur in supradicto sacramento nisi tamen illud sacramentum hinc retro fecerint supradicti iurisperiti ut supra dicitur quod bona fide et sine dolo et fraude causas et lites illorum quos in suo patrocinio suscipient uel susceperunt in Massilia ut supradictum est foueant et protegant et defendant et quod ab aduersariorum parte munus

nullumue seruicium in fraudem partis uel parcium pro quibus aduocabunt recipiant uel recipi faciant et nullus predictorum leges et decreta ignorancium possit interesse in causis in curijs comunis Massilie tutorio uel curatorio procuratorio aut actorio nomine nisi pro quatuor personis tantum. Et hoc capitulum non obstet memoratis personis que in causis appellacionis uel appellacionum earum causarum patrocinium susceperint possint interesse et aduocarę usque quo penitus sopiantur. Et nullus predictorum aduocatorum iurisperitorum uel aliorum possit uel debeat pascisci cum aliqua parcium de certa parte cause habenda pro salario nec debeat uel possit pascisci uel sacramento astringere aliquam parcium quin dedicta causa possint transhigere uel dictam causam deserere uel inde finem facere siue uoluntate predictorum aduocatorum eo intellecto in hoc capitulo quod nullus predictorum aduocatorum laïcorum uel iurisperitorum possit uel debeat aliquam causam seu litem patrocinandam uel fouendam suscipere ad periculum suum et ad suas expensas nec paciscatur sibi dari salarium in casu uictorie.

Item predicti aduocati laici nullam societatem nullum monopolium uel certum pactum uel conuencionem habeant cum aliquo iurisperitorum de dicto officio peragendo. Si uero alicui ex predictis contra predicta uenirent quam citius curie

hoc constabit ipsos a limine iudiciorum procul pellat tanquam periuros et infames et quod similiter hoc idem ad eternam memoriam in cartulario curie redigatur· et deinceps ad postulandum pro alio nullatenus admittantur insuper puniatur in decem libris regalium coronatorum si ab ipso eas extorquere poterunt uel habere alioquin fustigetur per ciuitatem.

Uerum si ille qui contra predicta commisit a rectore uel rectoribus uel consulibus haberi non poterit in potestate sua quod ultra infamiam et periurium supradictum in decem libris regalium coronatorum uel amplius ad uoluntatem rectoris debeat publice condempnari et quod ab inde non audiatur in curia uel curijs Massilie in aliqua causa pro alio.

Addentes huic eciam capitulo quod nonobstantibus premissis aduocati tam iurisperiti quam laici si receperint aliquas causas in se tanquam arbitri uel arbitratores quod de illa causa uel causis quam et quas in se susceperint non accipiant uel accipere possint seu liceat eis accipere pro iusticia uel iudicatura nisi tantum quantum possent uel posset accipere si essent aduocati uel aduocatus illius cause seu illarum causarum in curijs Massilie.

Adijcientes quod quilibet aduocatus uel laicus et iurisperitus adstringatur specialiter sacramento infra annum et mensem unum post introitum rectoris comunis Massilie dare et ponere terciam partem sui mobilis in possessionibus positis in Massilia uel eius territorio preter de libris et uestibus et armis et pannis et scyphis argenteis et omnibus ustensilibus de quibus in acquisto possessionum predictarum nihil ponere teneatur.

Et insuper iuret stagiam et habitaculum uille inferioris Massilie nec aliter ad postulandum in curijs Massilie admittantur.

Addentes eciam huic capitulo quod aliqui causidici literari seu procuratores uel laici aduocati non debeant esse uel stare iuxta clientulos suos uel in principales personas cum eis fient posiciones in causis donec responsum dederint et si qui moniti per iudicem contra fecerint arbitrio iudicis puniantur.

Sed quia olim statutum fuit in Massilia hoc quod infra sequitur renouamus statuentes quod si qua persona litigans in curia comunis Massilie perdiderit causam suam per libellum seu occasione libelli male dictati ille qui fuit dictator libelli te-

neatur illi perdenti reddere quod nomine salarij inde acceperat et nihil pro dictamine libelli seu pro patrocinio illius cause habere debeat et omne quod accepit nomine salarij in denarijs uel pignoribus reddat illi a quo accepit infra decem dies a die late sentencie et iudex qui illam sentenciam feret teneatur illi qui perdiderit illam causam occasione predicti libelli male dictati expressim dicere quod ob huiusmodi occasionem perdidit causam illam.

Preter hec statuimus quod si quis aduocatus litteratus uel non litteratus conueniet cum aliqua persona obligando se de prestando patrocinio ei super aliqua causa agendo uel defendendo pro certo salario uel sine salario postea non audeat in illa causa esse ullatenus in predicta causa contra illam partem seu contra illam personam uel eius heredes sine expressa licencia illius persone uel heredum suorum cui conuenerat patrocinari et si aliquis de predictis aduocatis repertus fuerit contra hoc facere aut aliquid dolose agere seu pati fieri in preiudicium seu deterioracionem iuris partis sue sine uoluntate expressa dicte sue partis per officium iudicis illius cause aut per officium rectoris comunis Massilie comdempnetur super hoc conquerenti et probanti in tanta pecunie quantitate quanta et summa illius cause seu extimacio eiusdem et eo amplius interdicatur ei perpetuo a rec-

tore dicti comunis officium aduocandi seu eciam procurandi in curijs comunis Massilie et si dictam penam pecunariam soluere non poterit expellatur a ciuitate Massilie sine spe reuertendi seu restituendi et infamia sit notatus ab hoc tamen statuto excipimus et superiorem esse uolumus autoritatem iudicis que est circa dandum aduocatum uel distribucionem aduocatorum pro ut aliquando occurrit dacio aduocatorum uel distribucio inter partes uel secundum statutum ciuitatis Massilie iudicis officio facienda.

---

## CAPUT XXI.

### *De illis qui non admittantur ad postulandum nisi in certis casibus* (1).

CONSTITUIMUS ut nullus clericus qui habeat uel teneat aliquam ecclesiam uel prioratum alicujus ecclesie uel preposituram aut sacristiam uel operam uel archidiaconatum in ciuitate Massilie uel eius episcopatus contra aliquem ciuem Massilie possit in curia uel in curijs comunis Massilie aduocare nec eciam extra ciuitatem Massilie uel eius territorio quod si facere uolet nullatenus audiatur nisi illud faceret pro sua ecclesia uel suo facto proprio aut parentum suorum et proximorum infra tercium gradum constitutorum uel nisi dicto ecclesiastico beneficio prorsus renunciaret eo tamen de eis excepto quod nichilominus ad utilitatem comunis uel pro comuni Massilie ualeant aduocare.

Statuentes similiter ut nemini alij clericali gaudenti priuilegio seu qui uiuat uel se habeat

(1) *De ceux qui ne sont pas admis à postuler, si ce n'est dans certains cas.*

modo clericali liceat in curijs Massilie quandocunque pro alijs aduocare nisi in casibus in hoc capitulo expressis uel nisi illi clerici tales sint uel essent qui haberent domicilium suum in ciuitate Massilie habentes et facientes ibi stagiam suam quod si facere uolent nullatenus audiantur illi uero qui domicilium suum uel stagiam suam habebunt uel faciant in predicta ciuitate supposita iurisdictionis comunis Massilie audiantur et admittantur pro alijs postulantes in dictis curijs quandiu tamen ibi habebunt uel facient stagiam suam que ad modum alij aduocati laici seu non clerici admittentur et in illis casibus in quibus permissum est quibuscunque clericis aduocare ut supra dicitur teneantur ipsi semper iurare semel tantum antequam admittantur ea omnia que superius dicta sunt in proximo capitulo precedenti iuranda ab alijs aduocatis.

Uerumptamen premissis nullatenus obstantibus liceat eis omnibus pro comunis Massilie quandocumque uolent legitime aduocare.

Item statuimus ut nullus presbiter uel dyaconus occasione alicuius syndicatus secularium personarum admittatur aduocare in curijs Massilie contra aliquem ciuem Massilie.

---

## CAPUT XXII.

### *De illis qui non possunt habere advocatos* (1).

Statuimus ut si aliqua persona in curijs comunis Massilie de aliqua persona reclamacionem seu peticionem fecerit aut faciet facturusue erit que aduocatum uel aduocatos de Massilia habere non possit uel dixerit uel dicet quod de illis aduocatis quos habet sufficientes non habeat postulans aduocatum aliquem uel aliquos sibi dari a curia uel concedi aut parem distribucionem aduocatorum fieri inter partes et hoc curie uisum fuerit faciendum tunc bona fide et sine fraude aduocati inter partes a curia comunicentur et dentur petentibus usque ad duos ad plus si reo tot habere placebit uel actori et si curie uidebitur aliquem aduocatum dandum esse uel addendum petenti et ille aduocatus illam partem cui dandus uel addendus uidebitur admonitus inde a curia eam partem nollet adiuuare denegando ei suum patrocinium postulanti dato ta-

(1) *De ceux qui ne peuvent pas avoir des avocats.*

men sibi aut conuento inde competenti salario a petente ab illa die usque ad annum tunc proximum in curia ubi uertitur illam causam placitare uolens pro alijs postulando nullatenus audiatur nisi forte post modum aduocatus ille super eo admonitus a curia infra tres dies tunc proximos resipuerit et parti que eum petierit suum patrocinium se prestaturum promiserit uel prestare uolet pro salario competenti.

Ab hac autem constitucione excipimus ne aliquis aduocatus compellatur aduocare contra aliquem uel aliquam qui uel que iungantur ei parentela consanguinitatis uel affinitatis usque ad quartum gradum inclusiue uel qui eidem expensas in scolis fecerit aut cum quo certam causam uel iustam amicicie idem aduocatus se habere allegabit quarum excusacionum cognicio sit in arbitrio curie ut per officium huiusmodi disceptentur et si curia super predictis dubitaret excusacionibus an uere sint an ficte tunc possit curia a dicto aduocato inde exigere sacramentum ueruntamen in distributione et coequacione aduocatorum supradicta liceat illi parti cui tunc aduacatus auferetur per curiam quemcunque uolet de aduocatis cum quibus conuenerit retinere. Itemque alios liceat ei habere quos curia alteri parti nollet uel curareret concedere uel assignare.

———————

## CAPUT XXIII.

*Quod nullus possit esse aduocatus in causa appellacionis contra eum pro quo dedit sentenciam in causa principali* (1).

DECERNIMUS inuiolabiliter obseruandum ut cuicumque causidicus in aliqua causa in qua aduocacionem prestiterit aut prestabit aliter in Massilia in qua causa sentencia lata fuerit si forte postea ab illa sentencia fuerit appellatum quod ille aduocatus nullatenus possit in causa illius appellacionis pro parte aduersa aduocare uel illius partis consiliarius esse aduersus eum illiusue successores quem antea in principali causa defenderat aduocando. Et similiter decernimus obseruandum ne quis iudex uel arbiter possit in causa appellacionis alicuius facte a sentencia a se lata in causa alicuius contradictionis facte ab arbitrio uel mandamento a se dato in Massilia esse aduocatus uel consiliarius

(1) *De ce que nul ne peut être avocat dans la cause de l'appel contre celui pour lequel il a donné une sentence dans la cause principale.*

illius partis aut heredum eius contra quam dictam sentenciam aut arbitrium uel mandamentum predictum protulit aut dixerit seu dicet. Qui supradicti si contra hec forsan uenire presumerent nullatenus audiantur. Et insuper puniantur proinde in uiginti quinque libris regalium coronatorum et si eas non haberent puniantur inde arbitrio rectoris iudex tamen uel arbiter qui tulit uel ferret sentenciam a qua appellatum esset uel arbitrium uel mandamentum a se datum possit defendere si uellet et sustinere aduocando scilicet pro eo pro quo et in quo dictam sentenciam aut arbitrium seu mandamentum promulgauerit aut dederit.

---

## CAPUT XXIIII.

*Quod omnes aduocati teneantur de comuni consilio prestando* (1).

CONSTITUIMUS ut quilibet aduocatus residens in ciuitate Massilie stagiam suam ibi faciendo sciencia legum aut decretalium decoratus teneatur prestare patrocinium suum et consilium et auxilium suum legitimum in causis et in litibus tam in agendo quam in defendendo rectori uel consulibus et syndico uel actori uel procuratori eorumdem pro comuni Massilie contra omnes personas exceptis his quibus quisque ex aduocatis predictis iungeretur parentela consanguinitatis uel affinitatis et quod predicta faciant bona fide predicti aduocati ex

(1) *Sur le serment que les avocats doivent prêter à la commune de Marseille.*

Les dispositions de ce chapitre n'ont plus été observées à partir du 22 avril 1413, époque à laquelle, ainsi qu'il a été dit plus haut, Louis II autorisa l'élection annuelle d'un avocat *qui assisterait les consuls à la manutention des priuiléges et libertés de la ville.* Cet avocat ne prit le titre d'assesseur qu'en 1456.

quo tamen inde admoniti fuerint a comuni uel ab alio pro comuni accipiendo tamen inde a dicto comuni certum et competens salarium hoc tamen saluo et retento quod si comune Massilie causam seu litem haberet contra aliquem ciuem ciuitatis Massilie uel ciuis aliquis eiusdem ciuitatis contra dictum comune ille ciuis possit habere in causa illa de aduocatis Massilie usque ad duos aduocatos si uolet inde tot habere uerumptamen si dictus aduocatus clericus esset non teneatur nec compellatur pretextu huius capituli contra suam ecclesiam uel eam a qua haberet beneficium aduocare et similiter nullus clericus compellatur pretextu huius capituli in causis aliquibus sanguinis pro aliquo postulare uel aduocare uel consilium dare.

———

## CAPUT XXV.

*De eodem capitulo.*

ORDINAMUS presenti statuto quod si comune Massilie rector aut consules eiusdem indigebunt consilio siue consilijs causidicorum qui sunt uel pro tempore erunt stagiam facientes in Massilia sicut in conficiendis instrumentis principaliter pro dicto comuni Massilie uel alijs causis seu negocijs necessarijs comunis predicti dicti causidici et iurisperiti quandocunque tamen requisiti fuerint uel admoniti a dicto comunis uel ab eo seu alijs pro eo consilium et consilia palam uel secreto bona fide et sine fraude teneantur inde dare si uero clericus esset uel non clericus ille a quo hec peterentur fieri tunc ille nisi forte esset iudex curie palacij minime in causis sanguinis teneatur consilium impertiri.

## CAPUT XXVI.

### *De procuratoribus* (1).

STATUIMUS quod nullus procurator constitutus in aliqua causa uel causis uentilanda seu uentilan–

(1) *Des procureurs.*

Nous croyons devoir mentionner ici quelques-unes des mesures observées en Provence au sujet des procureurs, depuis la mort de Charles d'Anjou.

Les procureurs n'étaient plus admis après un ou deux ans, à demander le paiement de leurs honoraires.

— Ordonnances de Louis XII, — 1507, art. 115,
et de François 1er,— 1535, chap. 5, art. 32.

Ils ne pouvaient, à peine de *suspension de leur état*, communiquer à leurs clients avant le jugement, les pièces qui leur avaient été confiées par l'avocat de la partie adverse ou par la partie adverse elle-même.

— Ordonnance de François 1er. — 1539, art. 6.

Il leur était défendu de se présenter aux enchères sans connaître les facultés de la personne ou des personnes au nom de qui ils agissaient et d'être porteurs de l'argent nécessaire, à moins d'en répondre personnellement.

Ils devaient remettre aux parties, dans le délai de 5 ou 10 ans, les pièces de procès.

— Ordonnance d'Henry IV. — 2 décembre 1597.

Le parlement de Provence réduisit ce délai à trois ans, par arrêt du 30 décembre 1602.

Ils étaient obligés de se faire délivrer un récépissé des sommes qu'ils comptaient au nom de leurs clients, sous peine de nullité.

La création des offices de procureur date, pour la Provence, du 6 novembre 1623.

dis in curia comunis Massilie factus procurator cum instrumento uel sine instrumento uolens procedere procuratorio nomine admittatur in causa illa seu lite nisi suscipiendo illud officium iurauerit aut priusquam suscepit iuraret ad sancta Dei Euangelia coram iudice illius cause se bona fide in illa causa omni dolo postposito et sine calumpnia acturum et responsurum seu processurum et quod nihil penitus calumpniandi animo dicet uel faciet nec dici uel fieri faciet in tota illa causa uel causis quarum subierit procuracionem nec fieri substinebit in lesionem iuris partis sue quam citius inde curie constabit ipsum a limine iudiciorum curia procul pellet uelut suspectum et pariurum et quod similiter hoc idem in cartulario curie ad eternam memoriam diligenter redigatur et ab inde ad procuracionem alicuius nullatenus admittantur et hoc de procuratoribus duximus statuenda ut in litibus seruetur honestas et uerecundia castis moribus perseueret.

---

# CAPUT XXVII.

## *De notarjis qui seu quales et qualiter creari debent* (1).

Constituimus ut omnia nomina et cognomina notariorum publicorum quicunque nunc sunt in

(1) ***Des notaires ou même de ceux qui doivent être créés notaires.***

Les fonctions des notaires (1) et des tabellions n'étaient pas les mêmes; les notaires faisaient et recevaient les minutes des actes qu'ils pouvaient remettre en brevet aux parties; mais quand la livraison des pièces leur était demandée autrement, les notaires devaient porter les actes aux tabellions pour les garder et les délivrer en grosse aux personnes intéressées.

Les notaires étaient punis de mort lorsqu'ils passaient des actes faux.

— Ordonnances du mois d'avril 1531
et du mois d'octobre 1535.

Ils ne pouvaient recevoir des actes des personnes illitérées en faveur de leurs parents, jusqu'au degré de cousin germain inclusivement, à peine de faux, privation de leur office, etc.

— Réglement du 18 mars 1719.

Les notaires de Marseille célébraient annuellement leur fête de

(1) On sait que le mot *notaire* vient du latin *notæ* qui veut dire titres, écritures ou chiffres, parce que ceux qui recevaient anciennement les actes à Rome les écrivaient ordinairement avec des abréviations ou avec des chiffres. Quelques personnes prétendent, cependant, que cette appellation vient de ce que ceux qui passaient des actes y mettaient leurs cachets, marque, chiffre, notes ou noms en abrégé.

[illegible] retorsum similiter fuerunt et [illegible] dies quibus quisque illorum

[illegible] Purification de la Vierge, dans la cha-[illegible] église souterraine de N.-D.-des-Accoules. [illegible] *historique de Marseille*, devenu fort [illegible] page 165, nous a conservé le noël qui [illegible] était chanté ce jour là et à cette occa-[illegible] : nous croyons bien faire en reproduisant [illegible] que celui de se rapporter à une fête [illegible]

[illegible]

En effet cet inhumain
Fut par toute la Judée
Le coutelas à la main,
Commandant absolument
Passer au fil de l'épée
Jusques au moindre innocent.

Rachel voyant ses enfant
Etre compris au massacre,
Gémissait incessamment
Elle en avait bien raison ;
Car ce funeste spectacle
Est hors de comparaison.

Quelle désolation !
Glorieuse Vierge-Mère
De purification,
D'entendre tels hurlements
Du père et de la mère,
Sur la mort de leurs enfants.

Jérémie avait prédit
Aux anciens ce sanglant meurtre
Ordonné par cet édit :
Rama entendra des plaintes
Lamentations et complaintes,
Saint-Mathieu chapitre deux.

Très-sainte mère de Dieu,
Obtenez de lui la grâce
Pour tous ceux de ces bas lieux,
De vivre dorénavant
Et mourir dans l'innocence,
Comme ces petits enfants.

[illegible] notaires étaient, conformément aux arrêts [illegible] du 18 mai 1583 et du 24 juin 1724, celles de [illegible]

[illegible]

facti fuerunt uel creati publici notarij Massilie scribantur in cartulario curie Massilie ab aliquo nota-

de la Purification de N.-D.,
de l'Annonciation de N.-D.,
la 1re et la 2me fête de Pâques,
de l'Ascension,
la 1re et la 2me fête de Pentecôte,
la Fête-Dieu,
le Sacré-Cœur de Jésus,
l'Assomption,
la Toussaint,
la Conception
et les trois fêtes de Noël.

Les fonctions de ***secrétaire-greffier de la communauté*** ont été remplies pendant fort long-temps et jusques à la révolution de 1790, par les notaires de Marseille. Nous aurions bien voulu nous assurer de la date de l'introduction de cet usage, déjà considéré comme un droit au 16e siècle, mais malgré les recherches les plus minutieuses il nous a été impossible de trouver quelque chose de positif à cet égard. Nous nous bornons, en conséquence, à donner la liste des ***secrétaires municipaux qui ont dressé les délibérations des conseils de ville et reçu les contrats de la communauté*** (1).

| Années. | | Années. | |
|---|---|---|---|
| 1578 | Sauzède. | 1595 | D'Aix. |
| 1579 | Bodier. | 1596 | Dille. |
| 1580 | Decazaulx et Arnaud. | 1597 | Prat. |
| 1581 | Les mêmes. | 1598 | Dupré. |
| 1582 | De Ruffy et Delascourt. | 1599 | Brunet. |
| 1583 | Les mêmes. | 1600 | Ferrier. |
| 1584 | Blanc. | 1601 | Benoit. |
| 1585 | Bernier et Lenière. | 1602 | Albaye. |
| 1586 | Dupré. | 1603 | Bérardy. |
| 1587 | Decazaulx. | 1604 | Le même. |
| 1588 | Decazaulx et Dupré. | 1605 | De Bastianne. |
| 1589 | Decazaulx et Bodier. | 1606 | Feris. |
| 1590 | Bodier et Mittre. | 1607 | Baldouin. |
| 1591 | Mittre. | 1608 | Poette. |
| 1592 | Delascourt et Blanc. | 1609 | Le même. |
| 1593 | Blanc et Boyer. | 1610 | Roubaud. |
| 1594 | Bodier et Boyer. | 1611 | Taxil. |

(1) Nous devons cette liste à l'obligeance de M. Clément, secrétaire de la Chambre des Notaires, et notaire lui-même.

Massilia et quicunque retorsum similiter fuerunt et
annus et mensis et dies quibus quisque illorum

corps le 2 février, jour de la Purification de la Vierge, dans la chapelle qu'ils possédaient dans l'église souterraine de N.-D.-des-Accoules. Grosson, dans son *Almanach historique de Marseille*, devenu fort rare aujourd'hui, année 1782, page 165, nous a conservé le noël qui, depuis un temps immémorial, était chanté ce jour là et à cette occasion, dans ladite chapelle; nous croyons bien faire en reproduisant ici ce noël qui n'a d'autre mérite que celui de se rapporter à une fête locale :

C'est en ce jour glorieux,
Qu'on présenta dans le temple
Le petit Enfant Jésus,
Après l'avoir circoncis,
Suivant la loi de Moyse
Gravée dans ses écrits.

Le saint vieillard Siméon,
S'étant rendu dans le temple
A cette intention
Il prit et reçut l'enfant
Avec les deux tourterelles
Qu'on lui offrit pour présent.

Ayant fait sa fonction
Touchant ce sacré mystère
De la Présentation,
Le bénit et loue Dieu
De s'être, dans ce rencontre,
Ainsi trouvé sur le lieu.

Il prophétisa enfin
La restauration d'Egypte.
Par cet agneau tout divin,
Sur quoi Marie et Joseph,
Entendant telles nouvelles
En furent émerveillés.

Le furent encore plus,
Lorsqu'ils apprirent qu'Hérode
Cherchait le petit Jésus :
C'était pour le mettre à mort;
Mais l'ange leur donna guide.
Leur dit de fuir d'abord.

En effet cet inhumain
Fut par toute la Judée
Le coutelas à la main,
Commandant absolument
Passer au fil de l'épée
Jusques au moindre innocent.

Rachel voyant ses enfants
Etre compris au massacre,
Gémissait incessamment :
Elle en avait bien raison;
Car ce funeste spectacle
Est hors de comparaison.

Quelle désolation!
Glorieuse Vierge-Mère
De purification,
D'entendre tels hurlements
Du père et de la mère,
Sur la mort de leurs enfants.

Jérémie avait prédit
Aux anciens ce sanglant meurtre
Ordonné par cet édit :
Rama entendra des plaintes,
Lamentations et complaintes,
Saint-Mathieu, chapitre deux.

Très-sainte mère de Dieu,
Obtenez de lui la grâce
Pour tous ceux de ces bas lieux,
De vivre dorénavant
Et mourir dans l'innocence,
Comme ces petits enfants.

Les fêtes chômées par les notaires étaient, conformément aux arrêts de la Cour de Provence du 18 mai 1583 et du 24 juin 1724, celles de de la Circoncision,
des Rois,

facti fuerunt uel creati publici notarij Massilie scribantur in cartulario curie Massilie ab aliquo nota-

de la Purification de N.-D.,
de l'Annonciation de N.-D.,
la 1re et la 2me fête de Pâques,
de l'Ascension,
la 1re et la 2me fête de Pentecôte,
la Fête-Dieu,
le Sacré-Cœur de Jésus,
l'Assomption,
la Toussaint,
la Conception
et les trois fêtes de Noël.

Les fonctions de *secrétaire-greffier de la communauté* ont été remplies pendant fort long-temps et jusques à la révolution de 1790, par les notaires de Marseille. Nous aurions bien voulu nous assurer de la date de l'introduction de cet usage, déjà considéré comme un droit au 16e siècle, mais malgré les recherches les plus minutieuses il nous a été impossible de trouver quelque chose de positif à cet égard. Nous nous bornons, en conséquence, à donner la liste des *secrétaires municipaux qui ont dressé les délibérations des conseils de ville et reçu les contrats de la communauté* (1).

| Années. | | Années. | |
|---|---|---|---|
| 1578 | Sauzède. | 1595 | D'Aix. |
| 1579 | Bodier. | 1596 | Dille. |
| 1580 | Decazaulx et Arnaud. | 1597 | Prat. |
| 1581 | Les mêmes. | 1598 | Dupré. |
| 1582 | De Ruffy et Delascourt. | 1599 | Brunet. |
| 1583 | Les mêmes. | 1600 | Ferrier. |
| 1584 | Blanc. | 1601 | Benoit. |
| 1585 | Bernier et Lenière. | 1602 | Albaye. |
| 1586 | Dupré. | 1603 | Bérardy. |
| 1587 | Decazaulx. | 1604 | Le même. |
| 1588 | Decazaulx et Dupré. | 1605 | De Bastianne. |
| 1589 | Decazaulx et Bodier. | 1606 | Feris. |
| 1590 | Bodier et Mittre. | 1607 | Baldouin. |
| 1591 | Mittre. | 1608 | Poette. |
| 1592 | Delascourt et Blanc. | 1609 | Le même. |
| 1593 | Blanc et Boyer. | 1610 | Roubaud. |
| 1594 | Bodier et Boyer. | 1611 | Taxil. |

(1) Nous devons cette liste à l'obligeance de M. Clément, secrétaire de la Chambre des Notaires, et notaire lui-même.

rio publico Massilie ad eternam memoriam inde retinendam et ea fiant ex hijs tantum que inde sciri

| Années. | | Années. | |
|---|---|---|---|
| 1612 | Arnaud. | 1660 | Poncy. |
| 1613 | Piquet. | 1661 | Lombard. |
| 1614 | Carlon. | 1662 | Lebon. |
| 1615 | Boyer. | 1663 | Charpuis. |
| 1616 | Bayn. | 1664 | Mallet. |
| 1617 | Turcaty. | 1665 | Rampal. |
| 1618 | Parat. | 1666 | Boyer. |
| 1619 | Bernier. | 1667 | Compian. |
| 1620 | Brunet. | 1668 | Audier. |
| 1621 | Aubergy. | 1669 | Emeric. |
| 1622 | Pelissier. | 1670 | Jossin. |
| 1623 | Mille. | 1671 | Laure. |
| 1624 | Piquet. | 1672 | Lombard. |
| 1625 | Giraudon. | 1673 | Carfeuil. |
| 1626 | Compian. | 1674 | Roquemaure. |
| 1627 | Rivier. | 1675 | Juge. |
| 1628 | Poncy. | 1676 | Roquemaure. |
| 1629 | Verguini. | 1677 | Bezaudin. |
| 1630 | Bernier. | 1678 | Emeric. |
| 1631 | Lobet. | 1679 | Barrelier. |
| 1632 | Mille. | 1680 | Mabilly. |
| 1633 | Prat. | 1681 | Jullian. |
| 1634 | Arnaud. | 1682 | Boyer. |
| 1635 | Le même. | 1683 | Carfeuil. |
| 1636 | Sopin. | 1684 | Roquemaure. |
| 1637 | Benoit. | 1685 | Sossin. |
| 1638 | Vachier | 1686 | Amoreux. |
| 1639 | Icard et Vachier. | 1687 | Emeric. |
| 1640 | Le même. | 1688 | Gourdan. |
| 1641 | Gabriel. | 1689 | Bezaudin. |
| 1642 | Le même. | 1690 | Piscatoris. |
| 1643 | Le même. | 1691 | Bouès. |
| 1644 | Vachier. | 1692 | Ponchin. |
| 1645 | Arnaud. | 1693 | Rampal. |
| 1646 | Compian. | 1694 | Reynier. |
| 1647 | Gazel. | 1695 | Jaubert. |
| 1648 | Piquet. | 1696 | Girard. |
| 1649 | Jaubert. | 1697 | Mabilly. |
| 1650 | Prat. | 1698 | Bezaudin. |
| 1651 | Bezaudin. | 1699 | Cuzin. |
| 1652 | Jossin. | 1700 | Maillet. |
| 1653 | Boyer. | 1701 | Urtis. |
| 1654 | Bezaudin. | 1702 | Amoreux. |
| 1655 | F. Bezaudin. | 1703 | Rampal. |
| 1656 | Chaulan. | 1704 | Fabron. |
| 1657 | Compian. | 1705 | Le même. |
| 1658 | Bezaudin. | 1706 | Seguin. |
| 1659 | Berardy et Mittre. | 1707 | Giraud. |

uel inueniri poterunt ueraciter per eosdem notarios aut per cartas uel instrumenta publica ab eisdem tabellionibus uel alijs scripta retorsum et idem similiter fiat de omnibus et singulis notarijs qui a modo fient uel creabuntur in Massilia. Et si post

| Années. | | Années. | |
|---|---|---|---|
| 1708 | Remuzat. | 1750 | Coste. |
| 1709 | Fougasse. | 1751 | Urtis. |
| 1710 | Cuzin. | 1752 | Segond. |
| 1711 | Bezaudin. | 1753 | Bègue. |
| 1712 | Natoire. | 1754 | Richaud. |
| 1713 | Blanc et Reynier. | 1755 | Durand. |
| 1714 | Reynier. | 1756 | Olivier. |
| 1715 | Moisson. | 1757 | Hazard. |
| 1716 | Rougier. | 1758 | Solomé. |
| 1717 | Mouret. | 1759 | Grosson. |
| 1718 | Le même. | 1760 | Gourdan. |
| 1719 | Rampal. | 1761 | Olivier. |
| 1720 | Gourdan. | 1762 | Bègue. |
| 1721 | Bernard. | 1763 | Aubin Bermond. |
| 1722 | Le même. | 1764 | Ponsard et Grosson. |
| 1723 | Le même. | 1765 | Aubin. |
| 1724 | Rougier. | 1766 | Aubert, Jean-Jacques. |
| 1725 | Grosson. | 1767 | Hazard. |
| 1726 | Bezaudin. | 1768 | Dejean. |
| 1727 | Sibon. | 1769 | Coste. |
| 1728 | Fabron. | 1770 | Sard. |
| 1729 | Gueyrard, | 1771 | Aubin Bermond. |
| 1730 | Olivier. | 1772 | Solomé. |
| 1731 | Bezaudin. | 1773 | Hazard. |
| 1732 | Boyer. | 1774 | Laugier (le jeune). |
| 1733 | Sibon. | 1775 | Ponsard. |
| 1734 | Girard. | 1776 | Boisson, Jacques. |
| 1735 | Le même. | 1777 | Aubert, Jean-Jacques, |
| 1736 | Pons. | 1778 | Berengier J.-B.-Augustin. |
| 1737 | Louic. | 1779 | Dejean, Ant. |
| 1738 | Grosson. | 1780 | Maurel, Jean-Etienne. |
| 1739 | Le même. | 1781 | Sard, Laurent. |
| 1740 | Bernard. | 1782 | Hazard. |
| 1741 | Bezaudin. | 1783 | Coste, Noël. |
| 1742 | Sibon. | 1784 | Grosson, J.-B.-Bernard. |
| 1743 | Olivier. | 1785 | Constantin, J.-Pre.-Fçois. |
| 1744 | Chery. | 1786 | Ailhaud. |
| 1745 | Hazard. | 1787 | Le même. |
| 1746 | Aubin Bermond. | 1788 | Le même. |
| 1747 | Girard. | 1789 | Tric. |
| 1748 | Boyer. | 1790 | Le même. |
| 1749 | Olivier. | | |

hoc questio uel discordia mota uel orta fuerit inter aliquos super eo in curia Massilie uel extra alicubi an ille qui dicitur uel diceretur ab aliquo notarius publicus esse uel fuisse esset notarius publicus uel non tunc quandocumque hoc reuertetur in questione inter aliquos litigantes uel alios in Massilia uel eius in territorio stetur inde semper predicte scripture inde facte in dicto cartulario nec alias quis habeat necesse in dicta curia Massilie uel in eius territorio probare illum de quo dicitur esse publicum notarium Massilie imo eo sic probato uel ostenso ut dictum est negans illum publicum esse notarium Massilie ab inde nullatenus audiatur sed habeat necesse acquiescere semper probacioni prelibate. Et hec eadem dicimus similiter facienda et tenenda de notarijs illis Massilie quibus quocumque modo officium tabellionatus est prohibitum uel interdictum uel qui ab eo officio remoti sunt iam et deinceps remouebuntur hoc est quod similiter scribantur et anni et dies et menses remocionis et interdictionis eorum et singulorum et per eam semtenciam fiat fides plenaria super premissis cuilibet ea dubitanti uel neganti et hec omnia predicta et singula fiant de notarijs dictis uel circa eos semel scilicet de eis de quibus predicta scripta ut dictum est in cartulario curie uel capituli non inuenientur.

Item sanximus obseruandum quod nullus deinceps nisi domicilium habens uel stagiam in ci–

uitate Massilie faciens audeat uel possit officium tabellionatus exercere cartas publicas uel alia faciendo nisi primo factus fuerit publicus notarius dicte ciuitatis. Et similiter ut nullus a modo fiat notarius dicte ciuitatis Massilie uel creetur in Massilia qui non sit ad minus etatis uiginti quatuor annorum et nisi esset aut fieret tunc ciuis ciuitatis uicecomitalis Massilie et cum creatus fuerit non liceat ei illud officium exercere nisi prius lapsis tribus mensibus a die creacionis sue infra quod quidem spacium precipimus hoc statuto quod usum addiscat faciendi instrumenta.

Item quod supradictus qui fiet uel creabitur notarius non fiat uel creetur nisi eo tempore quo fiet uel creabitur sit discretus bonis que moribus imbutus et bone et honeste fame inter uicinos et eciam notos suos litteratos et precipue inter notarios Curie et capituli Massilie et qui non est uel esset sufficiens uel ydoneus litteratura grammatice et eciam moribus et honeste ad officium tabellionatus decenter in Massilia exercendum. Et similiter nisi antea quam fiet uel creetur notarius steterit per biennium ad minus in Massilia ut in ea stagia eius conuersacio cognoscatur et nisi sit uel esset liber non subditus racione seruitutis alicuius alterius potestati et omnium horum inquisicio et circumscripcio fiant solliciti a rectore et iudicibus curiarum comunis Massilie qui prouideant secundum

quod eis uidebitur expedire ad utilitatem comunis Massilie an tales erunt quales superius dicitur illi qui in dicto officio tabellionatus constituentur deinceps.

Et preterea deinceps statuimus obseruandum quod nullus notarius Massilie aliquod publicum instrumentum per alteram personam scribi faciat sed ipse propria manu scribat nisi rector aut curia Massilie hoc mandauerint uel fieri facerent ab alijs notarijs Massilie et quod cartularia sua non relinquant aliquis notarius dictus absque sua presencia alicui alij pro scriptura uel nota ibi inquirenda uel uidenda nisi forsan curie Massilie. uel iudicibus eiusdem aut alicui publico notario Massilie et quod cartularia sua ponat custodiat semper et teneat in tuto loco et securo.

Decernentur similiter ne quis a modo in dicto officio statuatur uel ordinetur nisi primo iuret quando recipiet dictum officium quod faciat stagiam suam et mansionem in Massilia ab ea die in antea perpetuo facturum domiciliumue omni tempore se habitaturum in ciuitate Massilie nisi forsan postea intraret religionem talem in qua et propria habere non liceret uel nisi assumeret ordinem clericalem et quod nullus exerceat dictum officium in ciuitate Massilie nisi primo examinatus esset ue

fuerit ab aliquibus uiris iurisperitis tam iudicibus curiarum quam aduocatis et tabellionibus curiarum quam alijs et eciam officialibus syndicis et clauarijs et septimanarijs uocatis et statutis ad ea a rectore uel comuni Massilie et inuentus ab eisdem scrutantibus fore sufficiens uel ydoneus uel eciam sustinendus ac tollerandus in eo officio tabellionatus exercendo et quod aliter non admittatur aliquis in officio notarie nisi esset litteratus decenter in gramatica ad cognicionem iudicum curie Massilie et ceterorum tam aduocatorum quam notariorum qui ad hoc uocati fuerint et nisi a rectore Massilie comunis autoritate et nomine comunis Massilie susceperit officium supradictum. In cuius officij recepcionem faciat ille notarius rectori pro comuni Massilie tale sacramentum quale tunc exigetur ab eo super dicto officio exercendo et super fidelitate comuni Massilie seruanda et tunc quando creabitur dictus notarius in Massilia scribantur per publicum notarium Massilie illa dies in qua factus erit notarius et annus et mensis in publico cartulario curie ad memoriam retinendam et si post modum questio fuerit de eo scilicet si fuerit notarius nec ne illi scripture predicte stetur nec alias probare aliquis necesse habeat ipsum esse notarium quo sic probato negans eum esse notarium non audiatur. Hec autem omnia que dicta sunt de sacramento et sacramentis facienda locum habeant in officio tabellionatus utentibus qui nondum examinati fuerunt a statutis ibi uiris a comuni

et recepti uel aprobati ab eisdem. Itemque similiter his adijcimus statuendo quod nullus clericus gaudens priuilegio clericali sit uel possit esse aut fiat a modo publicus notarius Massilie et hoc precipue dicimus de eis qui in sacris ordinibus hoc est in subdiaconatu uel supra sunt uel erunt promoti et si qui sunt tales uel erunt in futurum notarij Massilie remoueantur inde quam citius eisque exercitium illius officij interdicatur ut non per occasionem illius officij sacris domibus dampnum fiat et sacra ministeria impediantur quibus ipsi uacare debent et non se talibus secularibus actibus immiscere. Decernentes similiter quod nullus exerceat in Massilia dictum officium qui cum alio moretur qui ei prouideat occasione alicuius seruicij quod ei impendat ipse notarius ex pacto uel aliter mercedem inde accipiendo uel prouisionem uictus uel alimentorum et si quis notarius talia faciens uel recipiens est uel erit in Massilia nisi infra mensem ex quo huiusmodi statutum ei notum fuerit inde recesserit ex tunc interdicatur ei a rectore uel consulibus aut curia officium tabellionatus supradictum in perpetuum in ciuitate predicta.

Itemque similiter dicimus quod nullus quicumque notarius Massilie remotus est uel erit deinceps a rectore uel consulibus aut alio uel alijs pro comuni Massilie pro falsitate uel pro fraude a dicto notarie officio cui perpetuo est uel erit prohibitum uel interdictum predictum officium causa tamen remocionis expressa ad illud officium exercendum

in dicta ciuitate nullatenus admittatur uel restituatur ullo tempore dum tamen dicta interdictio uel remocio sit facta uel fuerit in consilio generali cause cognicione plenaria preeunte uel inquisicione plenaria habita super eo sine libello accusatorio.

Statuentes insuper quod si quis predictorum notariorum contra prohibicionem supradictam aut aliquorum ex premissis eis notarijs prohibitis uenire presumpserit puniatur inde officio consulum aut rectoris taliter quod unius pena sit metus cerleris circa ea delinquentibus.

Item statuimus quod nullus notarius procuracionem in causis recipiat uel actoriam nisi in causis propinquorum suorum uel affinium usque ad quartum gradum et in quarto gradu uel nisi in rem suam factus procurator sine fraude hoc est ita quod nichilominus eo nomine constituenti reddere teneatur sed aduocacionis officium eisdem interdicimus nisi pro personis presuperius nominatis.

---

## CAPUT XXVIII.

*Qualiter notarij debent suum officium exercere* (1).

ORDINAMUS ut omnes notarij Massilie qui sunt et qui pro tempore erunt debeant scribere in omnibus cartis publicis uel instrumentis que facient a modo et scribant diligenter millesimum seu numerum annorum Domini ab incarnacione et indictionis et kalendarum et nonarum et iduum et horam prout melius poterunt secundum suam discrecionem et animi sui opinionem et numerum quantitatis pecunie et nomina contrahencium uel se obligancium personarum et res que in instrumentis continentur uel apponentur ad minus in aliqua parte instrumenti quod facient non per abreuiacionem sed per continuacionem litterarum uel taliter ad minus nequa super his possit oriri dubietas uel machinacio aut decepcio aliquorum rasura uel aliter fabricari nec alias intelligi quam scriptura dicit et quod similiter in scribendis nominibus dictorum contrahencium apponantur

(1) *Comment les Notaires doivent exercer leur office.*

cognomina uel agnomina eorum si ea sciunt per se uel inquirant ab eisdem aut alijs et apponant et similiter ut supradicitur scribant per continuacionem litterarum numerum mensium uel annorum statutorum ad soluciones faciendas uel ad aliqua pacta seu conuenciones aut facta et similia facienda ab aliquibus contrahentibus. Addentes insuper huic capitulo quod omnes et singuli notarij Massilie teneantur sacramento apponere et scribere in omnibus instrumentis que facient nomen et cognomen partis uel nomen artis seu officij illius uel illorum qui contrahunt et nichilominus in fine cuiuslibet notule subscribant in cartulario suum nomen id est ipsius notarij uerbi gracia et ego talis notarius Massilie mandato parcium uel talis testatoris uel talis iudicis. Statuentes similiter ut omnes predicti notarij speciali sacramento iurent si nondum id iurauerint scilicet officium notarie sibi commissum uel committendum bona fide et sine dolo et fraude prout melius scient uel poterunt se exercere secundum formam in hoc capitulo uel statuto comprehensam uidelicet ipsi teneantur sacramento omnia pacta et conuenciones omnesque contractus ad que scribenda uocati erunt secundum quod inter se contrahentes uel paciscentes conuenerint uel conuenient presentibus ipsis notarijs bona fide et sine fraude scribere uel secundum quod eis notarijs interrogantibus forte ad preces uel pro utilitate alterius partis adictis contrahentibus eis expressim tunc dictum fuerit uel concessum et quod creden-

ciam super his tenere debeant omnibus contrahentibus et pasciscentibus ex quo ab eis uel aliquibus eorum super eo moniti fuerint nisi inde a rectore uel consulibus aut curia requirantur inuiti et quia compulsi eis ea que iniuncta sibi celanda reuelare.

Itemque si a testatore ad testamentum et ad aliam ultimam uoluntatem disponente ad scribendum uocati erunt a quocumque tunc secundum quod testator testamentum illud uel aliam ultimam uoluntatem ordinauerit uel secundum quod eisdem forte interrogantibus disponens dicet uel consenciet fide prout melius et firmius poterunt scribant et bona credenciam si super eo moniti fuerint teneant donec illud testamentum uel alia ultima uoluntas fuerit publicata. Sed quia interest moriencium ut eorum extreme uoluntates exitum habeant et compleantur uolumus quod notarius qui testamentum scripserit clausum uel non clausum teneatur post mortem testatoris reuelare heredi uel heredibus legatorio uel legatorijs et fideicommissarijs uel eciam gadiatoribus qui ignorarent se institutos heredes uel ignorarent se esse legatorios uel fideicommissarios aut gadiatores reuelare hoc uidelicet quod ipsi sunt heredes scripti in dicto testamento uel legatorij uel fideicommissarij aut gadiatores in predicto testamento et hoc dicimus intendentes per hanc reuelacionem notarij obuiare malicijs homi-

num qui forte aut perpetuo celare uellent aut nimium tardare ne uoluntates testatorum iuxta disposicionem contentam in dictis testamentis adimplerentur nisi forte reuelacionem testator fieri prohibuisset quod tamen nunquam credimus dicturum aliquem testatorem.

Item statuimus quod quilibet notarius teneatur bona fide et sine fraude uel dolo cum uocatus fuerit ad testamentum ordinandum uel ad aliam ultimam uoluntatem alicuius quodlibet capitulum testamenti seu eciam ultime uoluntatis a testatore dicto uel disponente inquirere an eius uoluntas sit dictum capitulum sic statuere uel ordinare et dictum capitulum uel mentem capituli per seriem dicto testatori legat uel dicat et secundum quod testator responderit ore proprio uel statuerit uel ordinauerit scribat uel affirmet et dictus notarius sacramento teneatur non facere testamentum uel aliam ultimam uoluntatem alicuius nisi cognouerit dictum testatorem uel ultimam uoluntatem condentem sacre mentis esse saluo iure reprobacionis dicti testamenti sicut in statuto de fide instrumentis habenda quod incipit ad euitandas lites continetur.

Item quod confessiones et attestaciones secundum quod confitentes seu testes dicent eis presentibus pro posse suo bona fide scribant nisi iudex

uel arbiter qui his adesset confessiones uel attestaciones illas eis dictaret tunc enim secundum quod iudex uel arbiter ille eis ditatis ea scribant nisi constaret eis testem aliter dixisse quam iudex uel arbiter intellexerit quo casu possit iterum testem requirere antequam scribat ad omnem scrupulum amputandum et credenciam super attestacionibus illis teneatur quousque sint facte partibus manifeste.

Item quod sentencias et mandamenta sicut audient a iudice uel arbitro pro posse suo scribant et credenciam sibi a iudice uel arbitro sibi de sentencijs illis iniunctam seu eciam non iniunctam aut mandamentis si sentencie uel mandamenti uigorem didiscerint teneant et celent eaque nulli reuelent nutu uel signis uel alio quocunque modo per quem aliquid de defectu sentencie uel mandamenti illius ab aliqua parcium perpendi possit donec a iudice uel arbitro aut alio pro eis fuerint partibus recitate aut recitata et cum erunt ad legendum uocati prout melius et uerius poterunt legent nisi forsan a curia uel iudice uel rectore Massilie inde taceri mandarentur.

Item postquam instrumentum publicum semel integrum in publicam formam rescripserint. Ita quod signo suo illud signauerint postea illud non

mutent nec aliud inde scribant in forma publica nisi de consensu contrahencium uel alias pasciscencium aut eciam aliquas ultimas uoluntates ordinan.ium expresso uel mandato uel nisi mandato curie expresso sibi inde iniuncto hoc facerent uel nisi se in eo errasse cognoscerent sicut in millesimo uel numero annorum et mense et die et nominibus contrahencium uel testium uel numero quantitatis pecunie uel termino uel loco solucionis uel nisi magis aut minus quam inter partes conuenerint se in dicto instrumento posuisse cognoscerent tunc enim eis liceat instrumenta illa aut testamenta in quibus se predictis modis errasse cognoscerent reficere uel emendare aut in melius reformare. Et hec si in nota inde facta aliter quam instrumento scriptum esset se errasse inuenirent.

Preterea liceat dictis notarijs instrumenta tamen a se facta a uermibus uel muribus corrosa uel in parte aliqua combusta seu aliter madefacta aut alias fortiter peiorata non tamen scisa uel cancellata reficere. Ita tamen quod si forsitan presumatur uel aliter titubando uideretur eis postulari maliciose refectio instrumenti a se scripti tunc nullatenus ea reficiant sine autoritate curie Massilie uel iudicis eiusdem uel mandato ea reficiant que autoritas uel mandatum quandocumque interuenient in cartulario curie redigantur taliter quod scribant ibi quo postulante et cuius iudicis man-

dato et qua ut causa et a quo fiet ea refectio et cuius instrumenti et quocumque predictorum modorum fiet ab eis notarijs dictis refectio instrumenti fiat nullo modo penitus ab eis addito pro posse suo uel detracto aut alias immutato nisi quantum spectaret ad immutacionem forme litterarum aut dictionum aut sillabarum et hec fiant si tamen ipsi cognoscerent absque omni dubio illud instrumentum predicto modo peioratum scriptum fuisse per manum suam et si inde notam inuenerint in suo cartulario scriptam antequam aliquid inde reficiant prouideant diligenter et scrutentur cum dicto instrumento peiorato et si aliquid amplius inuenient in nota quam instrumento peiorato uel e conuerso nunquam illud reficiant absque autoritate curie et mandato ut dictum est.

Item statuimus quod si dictum fuerit uel expressim concessum in contractibus uel pactis dictis notarijs quod instrumentum inde faciant consilio sapientis prout melius poterunt facere ad utilitatem alicuius parcium liceat eis hoc facere sicut est in renunciacionibus et excepcionibus et alijs omnibus et quo tamen dictis notarijs in ipsis contractibus aut post incontinenti ab ipsis contrahentibus uel paciscentibus expresse dictum fuerit uel concessum dum tamen non perpenderent dicti notarij quod ab eo sapiente qui illud dictaret aliquid aliud quam deberet dictaretur et hoc fiat quamuis

in nota illius contractus non sit appositum illud quod additum fuerit generaliter omni iuri scripto uel non scripto legali et canonico confecto et conficiendo.

Item quod de omnibus cartis publicis quas de cetero facient antequam testes apponant in cartulario note quam inde facient siue fraude satisfaciant eis scilicet quod consuetum est per statutum uel assuetum pro uoluntate sua sicut per fide iussionem uel pignus uel promissionem uel alias de illius carte precio sit satisfactum nisi quantum obliuione remaneret uel uoluntate notarij uel nisi cartam illam alicui ex mera liberalitate dare uel facere uellent nullo inde certo munere exigendo uel petendo.

Item quod de omnibus extraneis uel eciam Massiliensibus qui confestim uel breuiter erunt recessuri uel cartas suas extra Massilie illico transmissuri quam citius poterunt bona fide adhibita faciant nihil amplius sub eo pretexta uel eciam calua occasione obiecta siue facta ab aliquo exacturi seu petituri.

Itemque omnes cartas quas se facturas susciperint uel suscipient faciant in totum et compleant infra duos menses ab ea die qua primo notam fe—

cerint uel compleuerint in suo cartulario computandos nisi iusto impedimento interueniente uel licencia curie uel illorum quorum essent dicta instrumenta esset eis notarijs prorogatum tempus dictum iustum quidem impedimentum intelligimus infirmitatem et abscenciam uel uiagium uel negocia curie uel capituli et casum fortuitum et similia.

Sane quia multi conqueruntur quotidie de instrumentis que recuperare non possunt. Statuimus quod infra octo menses a die quo fuerint requisiti reddant omnes notarij instrumenta quorum notas hactenus receperunt et ea quorum notas ex inde in antea recipient compleant infra duos menses a die note recepte ut supra dicitur et si non fecerint puniantur pro singulis instrumentis de quibus non redditis aliquis curie conqueretur in decem solidis regalium nisi ex causis predictis se poterunt excusare.

Super excusacionibus si controuersa inferatur iudex per officium expediat prout melius et facilius uiderit faciendum sacramento notarij super impedimento quod allegabit crediturus.

Item statuimus quod nullus notarius aliquid accipiat pro querenda nota uel instrumento a se

confecto sed sit contentus mercede sibi data uel danda pro confectione instrumenti et si contra fecerit in centum solidis puniantur.

Si uero notarius sit cui cartularia alicuius notarij forsan mortui uel remoti uel deponentis officium sint commissa liceat eis pro querendis notis illorum cartulariorum iustam mercedem recipere pro labore habita racione laboris quem habuit in querendo et de hoc bona fide et sacramento quilibet eorum aliena cartularia tenens uel recipiens teneatur et si in his aliqua fuerit dissencio iudicis officio dirimatur.

Quod autem diximus supra de octo mensibus notarios a sacramento non releuat si commodius et citius ea reddere poterunt imo ad id sacramento tenentur sed iam hoc tempus statuimus ne propter occupaciones aliquas possint se excusare sed eciam quotidie licet instrumentum non possint perficere notam exhibeant ei cuius interest quociens racionabiliter fuerit postulatum.

Addentes insuper huic capitulo quod quandocumque contigerit quod notarius cancellet notam aliquam in suo cartulario aut in alio sibi commisso contentam teneatur semper et incontinenti in eo-

dem cartulario prope notam subscribere manu propria quare cancellauerit eam cum secundum uarias causas cancellandi posset euenire quod talis subscripcio prodesset uel obesset si racione cancellacionis de fide illius notule quereretur seu in dubium uerteretur.

Quandocumque autem contigerit notarium cancellare notulam ut prope dictum est si forte cancellat eam ob hanc causam quia sumptum est inde instrumentum et in carta pargameni redactum liceat ei sine omni presencia aliquorum testium in dicto casu facere cancellacionem si autem cancellauerit ob hoc quod solutum sit debitum ibi contentum aut aliter satisfactum aut a contractu uel obligacionibus ibi contentis recessum tunc non audeat cancellare sine uoluntate expressa et in presencia dictorum contrahencium uel successorum suorum et cum testium presencia et hoc idem in sua subscripcione idem notarius exprimat et annum et diem et nomina testium qui tunc interuenerunt illi cancellacioni.

Item quod aliquis notarius in curia Massilie constitutus non cancellet de cetero uel faciat cancellari aut deleri aliqua scripta que in curia Massilie uel in curijs fuerint apportata ab aliquibus personnis litigantibus.

Et ne notarij de quibus dictum est exercentes officium notarie aut nesciendo obmittant aut negligendo que pertinent ad eorum officium uiolent culpabiliter et offendant precipimus ut singuli notarij supradicti habeant penes se tenórem totum de uerto ad uerbum tam huius statuti quam alterius proxime subsequentis et ipsum tenorem dictorum statutorum sibi legant de duobus in duobus mensibus.

---

## CAPUT XXIX.

### *Quantum debeant notarij accipere de instrumentis* (1).

STATUIMUS omnes notarios ciuitatis Massilie Sacramento sui officij teneri quod de cartis commendacionum uel uendicionum mercium aut rerum mobilium et mutuorum pignora uel hypothecas speciales in se non continencium et cessionum debitorum aut iurium seu nominum et depositorum et libellorum agencium et manumicionum suorum non possint uel debeant exigere ultra sex denarios regalium nisi forsan notarius ille in uillam uel a suo tabulario uel disco alibi duceretur.

Item de instrumento sentencie in confitentem post litem contestatum usque ad tres solidos de instrumento tutele et cure seu confirmacionis tutele uel cure sine fide iussore duos solidos et cum

(1) *Combien les Notaires doivent recevoir de leurs actes.*

fide iussoribus non accipiant ultra tres sol. de curatore dato bonis uel prodigo aut furioso et de actoria duos solidos ad plus de instrumento tedialis possessionis non ultra duos solidos cum ipsa missione in possessionem rei mobilis et cum missione in possessionem rei seu rerum immobilium non ultra tres solidos. De instrumento possessionis date cum mandatur sentencia diffinitiua execucioni et mittitur quis in possessionem per cursorem super actione in rem usque ad duos solidos ad plus.

De cartis extimacionum faciendis ita scilicet a quindecim libris usque ad quinquaginta libras tres solidos et a quindecim libris infra duos solidos èt quinquaginta libris supra quinque solidos usque ad centum libras et a centum libris supra usque ad quingentas libras decem solidos et a quingentis libris supra uiginti sol. ad plus de sentencia diffinitiua in actione in rem litis extimate a quindecim libris usque ad uinginti quinque libras tres solidos et a centum sol. usque ad ducentos solidos duos solidos et a centum solidos infra xij denarijs et a uinginti quinque libris usque ad LX libras quatuor solidos a sexaginta libris usque ad centum libris quinque solidos a centum libris supra decem solidos usque ad quingentas libras et a quingentis libris supra uiginti solidos ad plus et secundum hanc taxacionem accipiant notarij de sentencijs personalium

actionum. De instrumento uendicionis et dacionis in solutum facte ob es alienum de bonis minorum cum decreto iudicis si est a quindecim libris infra tres solidos ad quindecim libris usque ad quinquagintas libras quinque solidos. De quinquaginta libris usque ad centum libras sex solidos a centum libris usque ad quingentas libras decem solidos a quingentis libris supra uiginti solidos ad plus.

De emancipacionibus siue donacione tres solidos et cum donacione bonorum seu remissione quinque solidos.

De instrumentis illorum notariorum qui creati sunt uel creabuntur in posterum possint accipere illi notarij qui illa facient instrumenta uel facere tenentur decem solidos.

Item de omnibus contractibus alijs seu rebus uel negocijs alijs de quibus fient a dictis notarijs instrumenta liceat eis petere seu recipere iusto modo aut secundum quod conuenerint uel conuenient cum eis quibus facient seu facere debebunt ea instrumenta uel alijs pro eis seu illorum occasione et si nulla facta conuencione inter eos aliqua forsitan oriretur discordia inter notarios dictos et eos quibus fece-

rint uel facient uel facere debebunt instrumenta que per hoc statutum certam taxacionem pecunie dande notarijs non habent recurratur super hoc ad arbitrium boni uiri scilicet iudicis Massilie uel rectoris. Qui tam iudex quam Rector teneantur sacramento sui officij seu regiminis illud bona fide arbitrari et estimare et estimando non excedere ultra sexaginta solidos quantumcumque magna fuit carta illa.

Item statuimus quod notarij curiarum uel alij scriptores qui dicta testium transcribent uel alia acta curie pro quatuor folijs cartarium papericarum accipiant xij denar. reg. tantum. Ita quod ille quatuor carte sint de duobus folijs papiri et sint in qualibet pagina uiginti linee ad minus. Uerum si contingeret quod in una carta uel minus uel in una pagina uel minus unus testis tantum reciperetur nichilominus habeant uel possint habere dicti scriptores duos denarios pro illo teste hoc autem prouideant quod translata predicta faciant per competentem abreuiaturam et non de littera nimis sparsa sed talem formam in scribendo obseruent qualem in alijs scripturis obseruant uel cartularijs siue cartis nec dimittant ex utroque latere margines nimis spaciosas et si hoc transgressi fuerint inde arbitrio curie puniantur.

Taxaciones (1) autem quas superius fecimus de certa quantitate pecunie notarijs Massilie danda pro instrumentis seu cartis superius nominatis uolumus ipsos teneri seruare super cartis tamen quas facient aut facere tenebuntur ciui uel ciuibus Massilie iurisdictionis ciuitatis uicecomitalis et negociatoribus mercatoribus et peregrinis cruce signatis habitantibus in dicta ciuitati uicecomitali sed licet quo ad alias personas eos non astringamus hoc statuto ad certam quantitatem precipimus tamen ut ab illis personis iuste et moderate accipiant et si super hoc esset contencio per iudicem uel rectorem quem super hoc adiret ille conquerens illa pecunie quantitate diffiniatur.

Attendant insuper notarij et alij scriptores quod de incausto competenter nigro faciant scripta sua et precipue de bono incausto et nigro scribant omnes cartas quas facient et sibi caueant ne in cartis pinguibus scribant instrumenta.

Ad scribendum autem translata testium uel aliorum actorum curie non admittantur scriptores nisi semel in anno iurauerint antequam admittantur seruare tenorem istius statuti quo ad ea que ipsi scriptores scripserint translatando et quod

(1) Ce paragraphe est relatif aux croisés.

omnia scripta et cartas que uel per iudices uel notarios uel litigantes uel per alios eis tradentur uel alio modo in posse ipsorum peruenirent custodiant bona fide et reddant illis quibus debebuntur et quando debebunt et sicut debebunt sine omni difficultate.

---

## CAPUT XXX.

*De notarijs indifferenter admittendis ad omnia* (1).

AUTHORITATE huius statuti decernimus quod si quis in Massilia emit uel emet rem aliquam uel iura aliqua unde fieri debeat publicum instrumentum in quo uel in quibus necessarium sit laudimium domini uel consensus a quo tenentur res ille ad censum aliquem inde dandum uel seruicium aliquod inde faciendum quod tamen sit in electione emptoris habere uel adducere illum notarium Massilie quem ipse emptor uolet uel ei placebit ad instrumentum inde faciendum dum tamen ille notarius sit ydoneus et discretus et de ciuitate Massilie et nisi dominus ille qui dictam uendicionem laudare debet uel deberet iustam causam et honestam habeat uel haberet illum notarium recusandi uel rem dictam uenditam mallet retinere tunc uel emere eo precio quo dictus emptor ibi obtulit uel offerret quam laudare et concedere emptori supradicto si uero dictam uendicionem propter notarium uel oc–

(1) *Des Notaires indifféremment admis à tous les actes.*

casione notarij dicti predictus Dominus admonitus inde uel interpellatus laudare uel concedere recusaret per tres dies proximos dicte denunciacioni cum testibus sibi facte quos eciam tres dies predicta re laudanda uel retinenda habeat dominus ille tunc debeat habere et habeat pro laudimio uel consensu ab eo in prestando quinquagesimam partem tantum modo precij ibi dati sicut ius ex postulat et hoc habeat tunc et non ante quam dictam rem predicto emptori uel eius heredi laudabit et in eo casu dictus notarius uel alius Massilie quem ibi adducet uel habere uolet dictus emptor possit et debeat facere instrumentum authoritate curie Massilie predicte empcionis et absque laudimio uel consensu dicti Domini et illa uendicio taliter facta dictumque instrumentum inde factum teneant et rata habeantur perpetuo ac si Dominus dictus tunc eam laudauisset et si Dominus dictus postea infra duos menses tunc proximos uendicionem laudare uoluerit uel concedere ab inde nihil habeat uel petere possit unquam occasione quinquagesime dicte nec trezeni illius uendicionis eo tamen saluo quod si per iustum impedimentum remaneret quod Dominus non posset laudare uel differet predictam uendicionem quod tunc in eo casu Dominus non puniatur in suo trezeno.

---

## CAPUT XXXI.

### *De notarijs qui officium suum deserere voluerint* (1).

Si quis aliquando tabellio in Massilia fuit publicus uel erit et officium suum dictum deseruerit uel deserat tunc rector uel consules Massilie qui pro tempore erunt statuant sine mora certum tempus illis notarijs infra quod illi teneantur sacramento omnes notas quas in cartularijs suis inuenient uel erunt in publicam formam uel scripturam redigere accipiendo tamen de singulis illis instrumentis taliter factis ab illis quorum erunt uel ad quos pertinebunt mercedem competentem secundum quod equum et iustum erit et hoc faciant dicti notarij nisi alias cartas publicas de dictis notis fecerint que tamen reficiende non essent a dicta curia aut nisi forsitan iusto impedimento corporis eorum notariorum remaneret.

Sane quoniam officium notarie publicum est et publica autoritate conceditur statuimus quod

(1) *Des Notaires qui veulent abandonner leur office.*

nullus notarius officium susceptum deserat sine consciencia et concensu rectoris comunis Massilie et cum hoc facere uoluerit dicto rectori manifestet in audiencia consilij generalis et supradictum sacramentum de notis suis in formam publicam redigendis faciat in consilio generali et eodem sacramento concludat quod ex tunc nullam notam de nouo recipiat nec ad officium redeat quod se deserere profitetur et quod post tempus elapsum quod eisdem ad notas suas in formam publicam redigendas prefixum erit ut supra in presenti capitulo statim cartularia sua omnia bona fide curie resignabit in archiuum publicum reponenda.

---

## CAPUT XXXII.

*De cartularijs notariorum et alijs scripturis publicis notariorum reponendis et collocandis* (1).

Statuimus ut rector Massilie qui pro tempore erit teneatur et debeat inquirere et facere inquiri a syndicis comunis Massilie omnia cartularia tabellionum omnium Massilie defunctorum et aliorum similiter qui aliqua occasione officium tabellionatus occasione interdictionis dicti officij uel aliter in Massilia exercere deseruerunt uel deserent eaque in tuto loco pro comuni Massilie cum testibus reponere aut alijs Massilie notarijs bonis et honestis custodienda ea tradere aut si ea habent cartularia alij notarij sibi tradita dimittere illis qui ea habent pro comuni eis scribendo inde nomina illorum omnium tabellionum quorum ea sunt uel fuerunt et quot cartularia sint uel fuerint in cartulario publico capituli quod scriptum fiat ab alio notario publico Massilie.

(1) *Des cartulaires et autres écritures publiques des Notaires.*

Item si quis fuerit uel erit notarius uel scriba curie Massilie qui officium illud deseruit aut desereret uel remotus est inde uel remouebitur quocunque modo teneantur aut debeant consules seu rector qui pro tempore erunt inquirere et accipi facere per syndicos et accipere eorum cartularia uidelicet in quibus acta dicte curie stando ibi predicti scripserunt uel scribant eaque in tuto reponere uel facere custodiri ut supra dictum est de cartularijs defunctorum aut alij uel alijs notarijs publicis in dicta curia constitutis ea tradere et insuper rector uel consules dicti infra mensem sui regiminis per se uel per alios faciant iurare ad sancta Dei Euangelia omnes et singulos notarios publicos Massilie exercentes ibi officium tabellionatus qui tamen nondum fecerint huiusmodi sacramenta quod ipsi notarij ubicunque essent extra Massiliam taliter custodiant in Massilia aut dimittant cartularia sua publica quod quicunque de eis contigerint aut si officium in Massilia exercere desererent salua sint semper ipsa cartularia comuni Massilie aut alijs notarijs tradi custodienda ea cartularia ut supra dictum est.

Cum autem rector aut consules comunis Massilie cartularia seu scripta notariorum defunctorum aut aliorum qui officium notarie deseruerunt aut deserent in futurum duxerint alij uel alijs notarijs Massilie collocanda et assignanda faciant hoc pu-

blice in consilio generali et de illa collocacione et assignacione fiat publicum instrumentum continens inter alia annum et diem et nomen illius rectoris uel consulum et nomen seu nomina illius notarij seu notariorum cuius uel quorum fuerint illa cartularia et causam quare illa cartularia alij uel alijs notarijs assignantur uel traduntur ueluti mortem uel officij desercionem aut alium defectum illius uel illorum notariorum cuius uel quorum illa cartularia fuerunt et potestatem seu autoritatem quam dicti rector uel consules et dictum generale consilium authoritate sua et comunis Massilie dabunt ipsi notario seu notarijs tunc recipienti uel recipientibus conficiendi publica instrumenta de notis et abreuiaturis de quibus ille uel illi cuius uel quorum fuerunt illa cartularia seu abreuiature instrumenta facte tenebantur aut facere possent racione sui officij si uenirent aut alium defectum de predictis non paterentur.

Super hac tamen collocacione dictorum cartulariorum attendatur semper rector et consilium ut talibus notarijs pocius assignentur et tradantur causa conficiendi publica instrumenta dum tamen sint ydonei et sufficientes qui habuerunt noticiam persone illius notarij cuius fuerunt illa cartularia et qui nouerint modum et formam sui dictaminis et modum et formam litterarum illius.

———

## CAPUT XXXIII.

*De nuncijs seu cursoribus curie et baculis curie signatis* (1).

DECERNIMUS hoc presenti statuto firmiter obseruandum quod quisque cursor pro loquerio cuiuslibet persone de qua quis conqueretur pro singulis uicibus quibus ipsum inueniet uel ibit ad domum eius ab illa persona unum obolum habeat tantum pro qua recipit mandatum causa conquerendi aliam per aliquem iudicem curie uel per aliquem notarium curiarum et illum obolum soluet semper illa persona que querimoniam exponet et dictus cursor non possit per se uel per alium plus petere uel capere nisi obolum supradictum. Quod si contra faceret iudex teneatur ipsum cursorem condempnare in sex denarijs regalium coronatorum pro singulis denarijs quos accepisset uel recepisset et hec si citet cursor aliquem intra muros Massilie.

Si uero in burgis possit accipere unum denarium et non ultra si uero extra ciuitatem et sub

(1) *Des messagers ou censeurs* (huissiers) *de la curie* (tribunal) *et des bâtons marqués de la curie.*

urbia tunc prout conuentum fuerit inter ipsum et illum qui eum mitti postulabit et si dissenserint arbitrio iudicis dirimatur quos quidem obolos et denarios supradictos iudex restitui faciat a persona citata si et incontinenti a prima citacione in antea expensos si in prima citacione persona citata et inuenta non comparuerit et sic fiat restitucio officio predicti iudicis de omnibus et singulis predictis obolis et denarijs usque ad diffinicionem cause predicto modo expensis per singulas uices quibus citarentur et citati inuenti non comparerent uel eciam si non inuenirentur a prima citacione in antea dum tamen ad domum ubi habitaret persona citata fieret citacio predicta.

Statuentes eciam quod illi qui uoluerint esse cursores in predictum modum antequam incipiant suum officium exercere iurent ad sancta Dei Euangelia quod fideliter faciant per totum unum annum messaiarias et omnes alias causas et ea que pertinebunt ad officium curie de quibus erit iniunctum per iudices uel per notarios curiarum uel per rectorem seu uicarios seu milites suos et quod attendant omnia que in hoc emendamento scripta sunt et quod portent baculos et calotas de signo comunis Massilie et illos baculos et calotas det eis curia.

Item statuimus quod baculi signati signo

comunis Massilie teneantur in curijs Massilie et quod quilibet cui a suo aduersario uel alio ostensus fuerit baculus ille statim incontinenti teneatur ueni-re ad curiam et si quis forsan diceret baculum sibi ostensum non esse uel fuisse illius sacramento quod fecerit comuni Massilie stari debeat si as-seruerit se illi dictum baculum ostendisse et si ad ostensionem dicti baculi ut supra dicitur ali-quis non ueniret uel uenire contempneret soluat nomine pene XII den. (1) et secunda uice si pari modo uenire neglexerit soluat nomine pene duos solidos et tertia uice si non uenerit soluat nomine pene quinque sol. et plus singulis uicibus ad uo-luntatem curie.

Item quod nullus qui a curia receperit aliquem ex dictis baculis ipsum retineat sed incontinenti ostenso baculo suo aduersario et ut ad curiam ueniat intimato uel ei quem ad curiam uenturum optauerit ipsum baculum ad curiam reducat unde ipsum habuit et recepit.

(1) *Il faut lire* soluat nomine pene prima uice XII den., etc.

qui medij sunt inter confines uicinos et que orirentur de andronis Massilie et aiguerijs et de gorguis et quod predicti tres magistri predictum officium bona fide exerceant.

Adijcientes eciam quod idem rector teneatur eligi facere cum alijs officialibus infra predictum tempus tres probos uiros prouidos et discretos qui teneantur terminare et sopire bona fide per sacramentum questiones omnes que orirentur de carrerijs et terminis et finibus et de eisseguis dandis extra ciuitatem Massilie inter ciues eiusdem ciuitatis in territorio Massilie et si contigeret quod predicti tres magistri lapidum uel aliquis ex eis amitteret suum iornale racione sui officij quod illi qui haberent contrastunt inter se debeant ei ressarcire ambe partes comuniter suum iornale siue dampnum et si super dampno sui iornalis amissi inter dictos magistros et dictas partes uel aliquam earum contenderetur arbitrio iudicis hoc taxetur et dirimatur.

Statuimus eciam quod si tertius de dictis tribus magistris uiris honestis electis seu eligendis ad terminandas questiones uiarum et terminorum interesse non posset uel non interesset suo officio exercendo nichilominus ceteri duo possint illud officium exequi.

Hec autem controuersie que ipsorum comituntur officio de plano et sine strepitu iudicij iudicentur ab eisdem et si partes uel pars altera postulauerit cum consilio iudicis curie Massilie uel alterius sapientis si pars uel partes maluerint per ipsos magistros finaliter decidantur.

Addentes eciam huic capitulo quod supradicti probi uiri sic statuti aut illi qui de ipsis ad hoc interfuerint faciant fieri et iubeant fieri instrumenta per publicum notarium comunis Massilie de illa diffinicione et terminacione quam secundum suum officium super predictis facient inter partes.

---

## CAPUT XXXV.

*De observatoribus passagij in singulis passagijs eligendis* (1).

STATUIMUS quod in singulis passagijs eligantur et eligi debeant tres probi uiri de arte maris siue habentes noticiam et experimentum artis maris sine additamento alterius persone in illis tribus legales et discreti uel plures secundum passagij qualitatem super prouisione et obseruacione passagij qui iurabunt fideliter in omnibus se habere gracia eciam seu amore timore et odio cuiuslibet persone postpositis nec quicquam ipsi uel uxores eorum seu liberi uel alie persone domestice eis scientibus uel consencientibus a Dominis nauium uel scriptoribus uel nautis uel marinarijs uel peregrinis uel cargatoribus nomine seruicij uel muneris recipient preter salarium constitutum scilicet de qualibet naui mille peregrinorum decem solidos sterlingorum tantum et per eandem racionem secundum magis et minus exceptis tamen esculentis et poculentis que tamen summam seu ualorem

(1) *De l'élection des observateurs des passages.*

trium solidos regalium non excedant nec fraudem in his aliquam facient uel fieri pacientur et sub eodem sacramento concludent quod si quid contra ordinaciones infra scriptas uiderint aut perpenderint fieri per dominos nauium uel cargatores uel eciam aliquos ipsorum per unum uel plures de collegis suis hoc protinus curie nunciabunt jurabunt eciam quod nihil promiserunt uel dederunt uel dabunt uicario uel rectori uel alicui de socijs suis uel officialibus curie uel alicui alij ut in hoc officio ponerentur uel quod in eo remanerent erit autem eorum officium quod omnes naues que cum peregrinis transire disponent in passagio cui ipsi preerunt inspiciant diligenter et considerent ac mensurent ut sciant quod peregrinos comode portare poterunt uel si peregrinos eum equis permixtim portauerint sciant similiter quot peregrinos et quot equos portare comode poterunt et numerum ipsorum reddant curie in scriptis in cartulario curie conscribendum et eundem Dominus nauium singularum ne possint se per aliquam ignoranciam excusare.

Sane in hoc numero placias illas non computent que ab antennis anchoris et focone necessario pluries occupantur sed his arbitrio suo detractis illas solas in numero computent quibus continue et comode uti poterunt peregrini et hoc faciant obseruatores infra tempus quod eis a curia prefi–

getur tenentur eciam officio sibi iniuncto uictualia que a cargatoribus immittentur diligenter inspicere adiunctis sibi in hac inspectione dominis nauium singularum an sint bona et sufficiencia et quid uiderint emendandum iniungere et precipere cargatoribus sub pena uinginti lib. in quam incident cargatores et hec pena curie applicabitur si eis non paruerint in hac parte.

Ad eorumdem eciam officium pertinebit interesse recollectioni peregrinorum in singulis nauibus prout inter se conuenerint scilicet ad minus ut duo ex eis intersint si omnes non poterunt interesse et inspicere et audire tunc si quid in fraudem peregrinorum in placijs uel in alijs factum fuerit et pro uiribus omnia facere emendari et quod per eos expediri non poterit renunciare curie sine fraude incumbit eciam ipsorum officio ut omnes fraudes quas siuerint per cargatores uel dominos nauium uel alios qui officium habent in nauibus fieri contra peregrinos curie denuncient punienda quod si in officio suo remissi fuerint uel eciam quod absit iuramenti proprij transgressores pro qualitate excessus arbitrio curie puniantur medietate pene in portus refectionem modis omnibus expendenda.

Huic de nouo addimus quod nullus de pre–

dictis officialibus supra constitutis seu constituendis per se uel per interpositam personam audeat uendere uinum uel alia uictualia alicui uel aliquibus cargatoribus nauium predictarum uel alijs pro eis et si contra fecerit aliquis predictorum officialium arbitrio rectoris comunis Massilie puniatur.

---

## CAPUT XXXVI.

*De duobus probis uiris constituendis ad pannos uendendos et cannandos* (1).

QUONIAM in ciuitate Massilie tam inter ciues quam extraneos negociaciones pannorum continue frequentantur in quibus aliquando et multocies propter in scienciam et ignoranciam ementes et uendentes uicissim decipiuntur id circo statuimus hoc presenti capitulo deinceps firmiter obseruandum ut duo probi et legales homines ciues Massilie non tamen draperij nec socij draperiorum nec hospites mercatorum extraneorum eligantur quando ceteri officiales qui quidem uideant et cannent pannos qui uendentur et ementur uel permutabuntur in Massilia ad peciam uel pecias alicui uel aliquibus uel inter aliquos et eosdem pannos inspiciant et per quos decidantur emendentur aptature sint adobature et tache et malefacture et alia uitia et corrupciones ipsorum pannorum et longitudines et breuitates

(1) *De deux honnêtes hommes établis pour la vente et le mesurage des draps.*

dictorum pannorum si dicti panni in aliquo longiores uel breuiores inuenirentur quam uenderentur uel permutarentur ita scilicet ut secundum illorum duorum proborum hominum estimacionem et arbitrium questiones predicte que super predictis pannis mouerentur cognita tamen primo ueritate ab eisdem de plano et non secundum formam iudicij sed quod eis uidebitur iustius dicte questiones sopiantur sacramento tamen ab eisdem duobus probis hominibus prestito rectori uel consulibus semel tamen in anno tempore electionis ipsorum de predictis et super predictis legitime peragendis eo quod mensuracio seu cannacio et inspectio seu cognicio dictorum pannorum debeat fieri infra quinque dies computandos a tempore contractus nisi remaneret de uoluntate et consensu dictorum contrahencium uel iusto impedimento dictorum proborum hominum et quod instrumentum seu instrumenta dicti contractus debeat uel debeant fiei i inter contrahentes quicunque tamen ipsorum contrahencium postulauerit usque ad tres dies computandos a die decisionis facte questionis seu questionum dictorum pannorum.

Statuentes insuper quod hoc fieri sit de uoluntate et assensu dictorum mercatorum tam priuatorum quam extraneorum quod pro qualibet pecia excedente quantitatem seu mensuram septem cannarum dentur duo denarij exceptis pannis grane

pro quibus dentur pro qualibet pecia quatuor denarios de illis uero pannis qui sunt septem cannarum et infra detur unus denarius solum modo pro qualibet pecia cuius quantitatis superius dicte singularum peciarum pannorum det medietatem uenditor et aliam medietatem emptor uel permutator cuius pecunie medietas sit comunis et alia medietas dictorum proborum hominum pro remuneracione sui laboris et hec omnia supradicta intelligi uolumus si forte aliqua discordia uel questio esset uel oriretur inter ementes et uendentes.

## CAPUT XXXVII.

*De satisdacione a campsoribus comunis seu curie Massilie prestanda* (1).

STATUIMUS quod nullus possit uel debeat esse campsor uel nummularius nisi fuerit ciuis Massilie et satisdederit ydonee ad cognicionem rectoris uel consulum Massilie per CCC marchas argenti scilicet quod bene et fideliter exerceat officium suum et tute et secure cum eo contrahatur uel quasi addentes eciam huic capitulo quod predicti campsores et quilibet eorum iurent tempore predicte satisdacionis ad sancta Dei euangelia scribere fideliter et sine fraude manu propria si scribere nouerint in cartularijs suis data et accepta et non absentare se a Massilia in fraudem creditorum suorum si uero scribere nesciuerint teneantur habere et habeant quendam fidelem scriptorem secum qui ea scribat et scribere teneatur speciali sacramento ab eo prestando fideliter et bona fide.

(1) De la caution qui doit être fournie par les changeurs au conseil de la commune de Marseille.

Predictam autem satisdacionem CCC marcharum intelligimus interponi ad securitatem illorum qui cum dicto campsore contrahent uel quasi contrahent racione officij dicte mense nummularie ita quod predicti fide iussores seu constitutores uel quocunque modo intercessores et eorum bona et quilibet eorum in solidum teneantur et ex sex presentis statuti cogantur ressarcire predictis contrahentibus seu quasi contrahentibus usque ad dictas CCC marchas omne dampnum quod per defectum persone uel rerum dicti campsoris passi essent dicti contrahentes seu quasi contrahentes super contractibus seu quasi contractibus cum eo uel alio pro eo habitis racione officij campsorie et huiusmodi satisdacio de tribus in tribus annis renouetur.

Item si aliquis de predictis campsoribus in fraudem creditoris seu creditorum qui racione fidei mense nummularie cum eo contraxissent uel quasi contraxissent aufugeret uel se absentaret. Ita quod requisitus a rectore Massilie ad instanciam creditoris sui uel creditorum non inueniretur aut inuentus non compareret suis creditoribus satisfacturus arbitrio dicti rectoris Massilia pecuniariter puniatur et ob transgressionem sui iuramenti propter dictam fugam perpetuo sit infamis.

## CAPUT XXXVIII.

*De statuendis tribus probis uiris super ministerio Blanquerie* (1).

STATUIMUS ut eligantur quando ceteri officiales tres discreti uiri boni et fideles et ydonei ministerio blanquerie qui debeant curare et inquirere ut adubum blanquerie bene et fideliter peragatur et qui

(1) ***De l'établissement de trois hommes probes sur le ministère*** **(capitainerie) du quartier *de Blanquerie*.**

**La ville divisée en 6 quartiers appelés *sixains*, au 13e siècle, ne le fut plus qu'en 4 à partir de 1560; ces 4 quartiers portaient les noms, en 1790, de *Corps de ville* (A), de *Blanquerie* (B), de *Cavaillon* (C) et de *Saint-Jean* (D). La surveillance de chacun était dévolue à un officier appelé *capitaine*; chaque capitaine avait un drapeau différent de celui des autres et commandait un certain nombre d'archers, dont un avait le titre de *brigadier*, pour l'administration de la police dans leur arrondissement. L'enseigne ou drapeau du *Corps de ville* était blanche, celle du quartier de *Blanquerie* était bleue et blanche, celle du quartier de *Cavaillon*, blanche et rouge, et celle du quartier de *Saint-Jean*, rouge et noire.**

**L'uniforme des gardes de ville était bleu avec des boutons et galons blancs.**

**(A) Le quartier de l'Hôtel de Ville.**
**(B) Le quartier en deçà du port.**
**(C) Le quartier des Carmes.**
**(D) Le quartier de St-Jean en allant vers la Major.**

eciam habeant curam quod nullus audeat afferre in Massiliam herbas incameratas seu mixtas imo ille que apportabuntur apportentur in Massilia munde.

Addentes eciam quod nullus blanquerius audeat de cetero emere herbas incameratas seu mixtas uel de eis operari et quisque qui cordoanum apportauerit siue adobauerit teneatur sacramento quod mittat ad minus terciam partem doros uel de fausil mixtim et si quis contra predicta uel aliquid de predictis fecerit puniatur in decem libr. reg. Statuentes similiter quod hoc capitulum preconisetur per ciuitatem Massilie et predicta prohibita ut supra in penam ipsa prohibita apportantis seu adducentis in hanc ciuitatem seu uendentis eam igne in loco publico concremetur et qui eas res predictas prohibitas uendiderit precium quod iam inde sibi solutum fuerat perdat et curie Massilie applicetur.

Item statuimus quod postquam aliquis apportauerit uel adduxerit ad ciuitatem Massilie per mare uel per terram herbas predictas non possint postea inde extrahi uel exportari postquam ille herbe erunt in Massilia uel in portu Massilie citra Turretam.

## CAPUT XXXVIIII.

### *De publico precone* (1).

GENERALITER decernimus ut preco publicus ciuitatis Massilie teneatur annuatim iurare se bona fide preconatus officium exercere et quod ipse habeat secum bonum unum socium et ydoneum in dicto officio qui eum adiuuet et qui idem sacramentum faciat et in sacramentali ponatur quod preconisabunt secundum suum predictum officium quociens opus erit et quantum de singulis rebus preconisandis habere debeant et non plus scilicet de dolio uini unum denarium et unum cothofle uini teneat ab uno denario usque ad tres obolos et de porco duos denarios de asino tres denarios de alijs bestijs grossis tres denarios in die et de nocte quatuor denarios de claue porte duos denarios de claue capsie tres denarios de naue cridenda sex denarios et de alio ligno quatuor denarios de incanto nauis tres solidos et de alio ligno sicut de galea duos solidos de uestibus perditis duos denarios de domibus et alijs honoribus preconizandis qua-

(1) *Du héraut public.*

tuor denarios de seruo et de serua duos denarios de infantibus erratis duos denarios in die et de nocte tres denarios. De instrumento amisso et alijs scripturis amissis tres denarios et de consimilibus. Et insuper quociens contra fecerint aufferantur ei per curiam singulis uicibus decem sol. nomine pene.

Item statuimus quod in preconizacione uini dicatur a precone precium uini ad quam racionem uendetur millairola uini hoc est pro quo precio et postea nullatenus augeatur precium illud nec mensura ibi posita ab inicio minuatur et quod talis sit mensura et mensuracio ne uerset et si quis uenditor uini tabernarius uel alius uenire presumpserit contra hec puniatur inde quociens contra hoc fecerit in uiginti sol. uel a rectore uel consulibus uel curia Massilie ex quo eis inde constiterit decernentes insuper ut quilibet uenditor debeat habere et habeat dimidium dozenum et dozenum.

Addimus huic statuto quod rector comunis Massilie faciat fieri de pecunia comunis uiginti quatuor mensuras de cupro ad talem mensuram quod quatuor de predicto numero faciant unam millairolam et cum illis uiginti quatuor mensuris de cupro debeat mensurari omne uinum quod uendetur in Massilia en gros et non debeat mensurari cum millairolla uel cum alijs mensuris nisi ille millai-

rolle per ipsos ementem et uendentem uel alios pro eis eorum consensu essent approbate et coequate cum predictis mensuris de cupro taliter quod dicta millairola faceret quatuor de dictis mensuris cupri et cum ista obseruacione liceat dictum uinum uenditum en gros portari ad locum ubi uoluerit emptor et qui contra fecerit debeat soluere curie singulos tres solidos regalium pro singulis millairolis quociens contra fiet et de hac pena soluat uenditor medietatem et emptor aliam medietatem et has predictas uiginti quatuor mensuras cupri teneat apud se ille qui tenebit millairollas comunis pro comuni Massilie et maneant signate de signo comunis liceat tamen unicuique persone habere quartinum et medium quartinum secum infra domum suam.

---

## CAPUT XL.

### De Corraterijs (1).

CONSTITUIMUS ut omnes corraterij rerum mobilium uel immobilium teneantur annuatim in festo Sancte Marie Candelarie innouare et de nouo

(1) *Des corratiers.*

Les *corratiers* ( courtiers ) appelés aussi *censeaux*, *agents de change, proxénètes, grabeleurs,* ont été réunis en corps et leurs fonctions érigées en office sous le titre de *courtiers royaux de change, banque et commerce, héréditaires de la ville de Marseille,* par les édits du roi, du mois de mai 1692 et du mois d'août 1709, le premier donné au camp devant Namur et le second à Marly.

Le réglement, approuvé par les lettres patentes du mois d'août 1654, fixe le nombre des courtiers de Marseille à 40; il établit entr'autres choses, art. VI, *qu'ils ne pourront recevoir aucuns deniers, présents, promesses, ni récompenses, des mariages qu'ils traiteront, ce qu'ils feront gratis pour la révérence de ce sacrement.* (A)

L'édit de 1709 permettait *aux courtiers de Marseille de posséder leurs offices conjointement et sans incompatibilité avec tous emplois et charges, à l'exception des offices de judicature seulement, et d'en faire les fonctions sans qu'il leur soit besoin d'arrêt ni de lettres de compatibilité dont nous les avons dispensés par le présent édit. Et afin de leur attirer d'autant plus la confiance du public, voulons que les deux premiers Syndics de leur corps ayent entrée, séance et voix consultative dans la Chambre de Commerce de ladite ville de Marseille et*

(A) Manuscrit appartenant à l'un des auteurs.

facere sacramentum curie Massilie eo modo quod constitutum est et nullus nisi ciuis Massilie possit esse corraterius nec se audeat intromittere de corrateria exercenda aliquis eciam ciuis nisi illi qui sacramentum dictum fecerint et in sacramentali ponatur quantum de singulis rebus habere debeant et non ultra et qui et quot in officio corraterie esse debeant sit in prouisione curie et nullus corraterius possit esse particeps earum rerum de

*qu'ils jouissent des mêmes honneurs et priviléges que les autres particuliers qui composent ladite Chambre de Commerce.*

Le même édit leur attribuait *des gages, le droit de* committimus (A) *en la chancellerie près la Cour du Parlement de Provence et l'exemption de tutelle, curatelle et toutes autres charges de ville et de police, de logement de gens de guerre et autres priviléges dont ont joui ou dû jouir lesdits courtiers, sans qu'ils puissent être taxés à l'avenir.*

L'édit de 1692 maintenait à 46 le nombre des courtiers de Marseille; celui de 1709, revenant sur l'ordonnance *du mois de novembre* 1708, en fixait définitivement le nombre à 60.

Les *Statuts du corps des sieurs Courtiers royaux de Marseille* de l'année 1713, porte, art. VIII, *que les Courtiers ne prendront pour leur droit de courtage, savoir : des marchandises jusques à 1,200 liv. 1/2 o/o, tant du vendeur que de l'acheteur, et lorsqu'elles excéderont ladite somme, un 1/3 0/0; des biens immeubles, bâtiments de mer et nolisement d'iceux, 1 0/0, toujours de l'une et de l'autre des parties; et à l'égard des remises, 1 par mille, tant de celui qui dispose ou prête, que de celui qui prend ou emprunte, et pour les assurances, 1 sol par écu de 3 livres, sur la prime d'icelles, le tout suivant l'usage.*

(A) Le droit de *committimus* n'avait lieu que dans les causes civiles, personnelles, possessoires et mixtes, et pour une somme au moins de 200 liv.

Ces lettres étaient nécessaires à ceux-mêmes qui étaient notoirement privilégiés, à peine de nullité des procédures et jugements.

Celui qui abusait du *committimus* pour dettes feintes était condamné à 500 l. d'amende.

quibus erit corraterius et quod scienter non faciet uel sustinebit dampnum ciuium Massilie in emendo uel uendendo. Statuentes in super quod dicti corraterij teneantur denunciare clauarijs comunis Massilie uel eorum scriptoribus quicquid uendent hominibus extraneis et quicquid ab eis ement et hec faciant ipsa die dicta qua predicta emerint uel uendiderint. Et si contra predicta fecerit uel facere presumpserit puniatur inde arbitrio rectoris et insuper expellatur de officio corraterie et per ciuitatem Massilie cum tuba preconisetur qua de causa remotus est ab officio iurabunt autem se fidem gerere in officio omnibus qui eorum ministerio utentur et quod non habeant partem in eo de quo erunt corraterij nec accipiant pro corrateris ultra quantum recipi consueuit et quod auera ciuium non uilificabunt nec abatran ut preferant auera extraneorum et quod auera uenalia tenebuntur ex debito sui officij primo offerre et exponere uenalia ciuibus Massilie quam extraneis et ipsos ciues in hoc preferre extraneis et quod teneantur dicti corraterij sui officij sacramento non uendere nec uendi facere nec baratare aliqua auera incamerata et si alicubi in Massilia talia auera sic incamerata sciuerint teneantur hec manifestare illis duobus probis hominibus qui erunt constituti a comuni Massilie super aueris incameratis.

Hoc eciam statuentes quod aliquis Christianus

uel iudeus seu aliquis alius masculus uel femina non possit uel debeat seu audeat esse corraterius in Massilia uel eius districtu super aliquibus matrimonijs contrahendis de quibus debeant habere uel a capere aliquam pecuniam uel aliquid loco pecunie seu aliquam remuneracionem uel promissionem seu aliquam spem per quam sperent aliquid habere occasione alicuius matrimonij. Et si aliquis contra predicta fecerit uel uenire presumpserit quod accepit reddere compellatur et nichilominus puniatur a rectore uel consulibus Massilie authoritate huius capituli in uiginti quinque libris reg. cor. pro qualibet uice qua contra fecerit quam penam si soluere non poterit per ciuitatem Massilie fustigetur.

---

## CAPUT XLI.

*De illis qui preerunt super facto panis bladis et farine* (1).

PRESENTI constituto sancimus ut quatuor probi uiri et legales et ydonei eligantur quando ceteri officiales qui debeant preesse et prouidere diligenter et omni cura super facto bladi et farine et panis in Massilia. Ita quod aliqua falsitas siue decepcio aliqua in his fieri non possit et qui duo uiri habeant plenam potestatem quot uicibus uolent enquirendi uenditores bladi et farine et panis et si quid ab aliquibus circa ea maliciose actum repererint notificent ea rectori uel consulibus arbitrio suo punienda.

Addentes huic capitulo quod si panes facti in Massilia ad uendendum ab aliquibus personis non fuerint inuenti iuste facti uel non bene cocti uel non iusti ponderis arbitrio illorum uirorum qui ad hoc constituti fuerint quod ille persone quarum

(1) *De ceux qui veillent aux bleds, à la farine, aux boulangers et au pétrin.*

erunt illi panes aliam penam non paciantur nisi ut infra sequitur uidelicet quod frangantur panes illis personis a dictis probis uiris uel ab aliquo alio iussu eorum quos panes illi probi uiri authoritate huius capituli frangere per se uel per alium suo arbitrio teneantur in duas partes et minor pars de illis sit ipsius frangentis in penam illius cuius erat ille panis aliam uero partem restituant seu dimittant ibi sic fractam illi cuius erat.

Addentes huic capitulo quod rector uel consules teneantur facere iurare infra octos dies post consiliarios electos generalis consilij furnarios et furnairones et posterios furnorum quod omnem panem coquent uel coqui facient bene et bona fide et sine fraude ad utilitatem illorum quorum est ille panis uel qui ement panem illum.

Addentes insuper quod sub predicto sacramento furnariorum comprehendatur quod postquam uniuersum panem illius cocte in furnauerint non recedant a furno sed ibi maneant aut alium ydoneum ibi dimittant causa custodiendi et bene coquendi panem donec uniuersus panis fuerit de furno extractus competenti hora et si occasione male coquendi uel custodiendi panis amittetur uel deteriorabitur compellantur dicti furnarij restituere arbitrio curie totum dampnum sine mora

scilicet infra duos dies post querimoniam factam in curia et hoc sub pena dupli curie applicanda ultra dampni restitucionem. Ita quod predictum dampnum possit probari cum taxacione iudicis per sacramentum credulitatis nuncij uel familie que pro dicto pane coquendi fuerint ad dictum furnium destinata seu transmissa seu per sacramentum illius persone que transmisit aut nomine suo nterfuit, uel cuiuslibet alterius persone maioris quatuordecim uel duodecim annis de illa domo cuius est panis que uiderit factionem panis in domo ante transmissionem panis factam de domo ad furnum et sit in electione dampnificate persone utrum uelit tunc recuperare panem sic deterioratum uel estimacionem tocius dampni et peioramenti cum precio panis et dimittere panem.

---

## CAPUT XLII.

### *De stratis publicis extra Massiliam uidendis et allargandis* (1).

CONSTITUIMUS quod duo probi uiri quando ceteri officiales eligentur eligantur et eligi debeant qui debeant uidere stratas publicas que sunt extra Massiliam in territorio Massilie et si eas nimis strictas inuenient quod faciant eas allargari secundum quod eis uidebitur bona fide.

(1) ***Des chemins publics hors de la ville.***

**Les chemins communaux devaient avoir au moins deux cannes (A) de largeur, et les chemins voisinaux cinq pans (B). Le terrain pris pour l'élargissement de la voie publique ou pour le passage dans une propriété close pour arriver dans son fonds, était payé le double de sa valeur, laquelle était fixée par les atterminateurs (C).**

(A) 4 mètres.

(B) 1 mètre 25 centimètres.

(C) Manuscrit appartenant à l'un des auteurs.

## CAPUT XLIII.

### *De Tabula maris* (1).

ORDINAMUS perpetuo et inuiolabiliter obseruandum quod tabula maris teneatur in domo clauarie comunis Massilie et illam expediant clauarij prout exegit eorum officium et quod sit ibi scriptor bonus diligens et fidelis qui omnia scribat fideliter et sit in clauaria quotidie ne mercatores cum se expedire uoluerint retardentur et predicta expedicio fiat in dicta clauaria.

Addentes eciam huic capitulo quod nullus expediatur nec iuret super expedicione mercium seu quarumlibet rerum alibi quam in clauaria et

(1) *De la table de la mer.* On désignait ainsi le bureau où des officiers municipaux appelés *clavaires*, percevaient les droits établis sur l'entrée et la sortie des marchandises. Les droits de claverie ou de douane perçus sur les articles apportés par les étrangers dans le port de Marseille, s'élevaient ordinairement à un denier par livre. Voyez, du reste, les *Statuts commerciaux et maritimes de Marseille en* 1228, insérés dans le 1er vol., pag. 327 et suiv.

nisi unus clauarius sit ibi presens ad minus et scriptor clauarie et quod in presencia illius mercatoris qui soluerit denarij reponantur in arca uel archis dicte clauarie.

Item statuimus quod omnes intrate et obuenciones et reditus et auenture seu procassia ciuitatis et comunis Massilie que erunt in denarijs incontinenti cum habite fuerint et percepte reponantur in arca clauarie predicte per clauarios uel per aliquem ex eis.

---

## CAPUT XLIIII.

### *Quod nemo teneatur bis dacitam prestare pro eodem auere* (1).

DECERNIMUS generaliter obseruandum quod si mercatores apportabunt uel apportari facient auera uel merces aliquas in Massilia uel eius territorio per pelagus uel per riperiam undecunque pro quibus uel quarum occasione semel dederint uel soluerint dacitam tabule galearum de mare uel illi seu illis qui ad negocia maris expedienda sunt uel erunt pro tempore constituti siue uectigalia inde dandum constitutum uel eciam constituendis in Massilia si postea uolent merces uel auera dicta extrahere de Massilia pro quibus semel ut dictum est dederunt uel dabunt aut soluerunt dacitam predictis pro comuni Massilie aut alijs pro eis liceat hoc dictis mercatoribus uel alijs predictis facere absque omni dacita tabule dicte denuo inde danda.

(1) *Que nul n'est tenu à donner deux fois le dacita.*

On entendait par *dacita* les droits de claverie imposés sur les marchandises à leur entrée ou à leur sortie du port de Marseille; mais quand les marchandises étaient réexportées, elles ne payaient plus en sortant le *dacita*, que l'on aurait dû acquitter si elles n'avaient été frappées de l'impôt à leur arrivée dans la ville.

## CAPUT XLV.

### *De pipere dando religiosis domibus* (1).

STATUIMUS quod piper illud quod domini Massilie olim donauerunt uel reliquerunt domibus uel locis religiosis dandum uel soluendum super redditibus exeuntibus occasione portus uel ripe Massilie uel pro eis faciant rector aut consules dari per officium suum sine mora postquam requisiti fuerint uel interpellati a domibus dictis uel locis religiosis terminis statutis de his uero que in hoc statuto continentur rector uel consules Massilie sacramento minime teneantur.

(1) *Du poivre que l'on donne aux maisons religieuses.*

Les juifs, en Provence, s'étaient attribué le commerce des épiceries; aussi les redevances auxquelles on les assujettissait consistaient souvent en épices. Les juiveries d'Aix, de St-Maximin, de Lambesc, etc. payaient tous les ans une à deux livres de poivre à l'archevêque d'Aix; celles de quelques villages n'en payaient qu'une demi-livre. La juiverie de Malaucène était taxée à un cens annuel consistant en une livre de poivre, une de gingembre et une de cire, pour le droit d'avoir un cimetière particulier et une école hébraïque. En 1385, le roi de Provence imposa à toute la nation juive de ses états un tribut consistant en 60 livres de poivre (*Hist. du commerce*, par Depping).

## CAPUT XLVI.

### *De uasis nauium* (1).

CONSTITUIMUS ut comune Massilia habeat uasos magnos et paruos ad naues et ad alia ligna uaranda (2) eosque teneat bene aptatos et paratos uarandum expensis comunis et quicunque nauem aut aliud quodcunque lignum uarare uolent a modo illud uarent cum dictis uasis duntaxat ita tamen quod pro inde dentur et soluentur comuni Massilie de naue mille quintalium uiginti sol. et non plus uel ad eam racionem si qua nauis forte erit plurium quintalium mille qualiscunque fuerit et de alijs singulis lignis illis quecunque inde uarabuntur et nemo audeat uel possit tenere deinceps uasos aliquos in Massilia cum quibus naues uel aliqua ligna uarentur nisi comune Massilie uel alius seu alij nomine dicti comunis et pro eo.

Addentes quod si contigerit aliquem uel ali–

(1) *Des instruments employés pour la mise à l'eau des navires.*
(2) Lancer un vaisseau (*Glossaire de Ducange*).

quos indigere maioribus uasis uel alijs quam comune habeat possit eos quales uoluerit habere et cum eis uarare soluendo tamen pro inde comuni Massilie tantum quantum solueret si cum uasis comunis uararet.

Item statuimus quod comune Massilie pro galeis uel alijs lignis suis uarandis nichil soluere teneatur.

———

## CAPUT XLVII.

*Quod una quaque nauis de ultra mare ueniens afferat unam balistam comuni* (1).

CONSTITUIMUS ut rectores uel consules Massilie compellant omnes dominos uel ductores nauium de ultra mare ueniencium in Massiliam ut dent uel afferant in quolibet dicto uiagio comuni Massilie balistam unam de cornu uel de corno uel de duobus pedibus prout nauis maioris uel minoris erit ponderis et rector uel consules dicti aut alius uel alij pro eis ea arbitrabuntur eaque balista computetur in auarijs et eligantur et eligi debeant singulis annis cum eligentur alij officiales duo probi uiri Massilie boni et ydonei qui teneantur et debeant uidere et numerare et regardare omnes balistas comunis Massilie aptarique facere si opus erit et in scriptis quotquot sint uel fuerint redigere annuatim inicio officij sui scilicet tam illas quas pro

(1) *Que tout navire venant d'outre-mer, sera obligé d'apporter une baliste à la commune.*

Voyez ce qui a été dit au sujet du don de cette baliste, dans le 1er volume, page 356 et suivantes; ainsi que dans celui-ci, page 43.

tempore tunc inuenerint quam illas que comuni dicto allate erunt et scire et inquirere ubicunque sint et hoc eciam teneantur recognoscere quater in anno et facere diligenter et easdem balistas infra domum unam tutam et bene coopertam inclusas uel catenis ligatas tenere et in tali loco ubi sint secure a furibus uel alijs eas male capere uolentibus. Et quod notarius clauarie teneatur speciali sacramento scribere dictas balistas in quodam cartulario appariato dictis balistis admonicionem dictorum proborum uirorum quod cartularium custodiant et custodire teneantur predicti probi uiri si uero dictus rector uel consules uellent quod uice et loco balistarum de corno afferentur baliste duorum pedum sit in ipsius electione et consulum qui pro tempore fuerint ultra mare an de corno uel de duobus pedibus et quod de duobus pedibus pro una de corno et si forte nauis aliqua de partibus ultra marinis apud Massiliam ueniret que balistam ut supra determinatum est comuni Massilie non afferret uel daret statuimus ut rector uel consules Massilie qui tunc pro tempore erunt teneantur constringere uel compellere dominos nauis illius uel ductores et mercatores qui ibi de dicto uiagio uenient ad dictam balistam comuni Massilie prestandam uel pro predicta naue dandam et hec antequam nauis exponeretur in Massilia et quod omnes dicte baliste et alie dicti comunis signentur tali signo comunis quod non possit inde de facili remoueri. Et dic-

tum est quod omnes domini uel ductores nauium teneantur dare uel afferre comuni Massilie in quolibet dicto uiagio unam balistam de cornu secundum quod supradictum est sic intelligimus quod naues templi uel hospitalis de eo faciendo minime teneantur. Hoc saluo quod si in dictis nauibus templi uel hospitalis mercatores unus uel plures uenerint nichilominus ijdem mercatores ad predictam balistam dandam strictius compellantur. Similiter quod dictum est superius de custodia dictarum balistarum locum habeat in omnibus balistis dicti comunis nisi forte in eis que ad aliquas partes uel loca alia extra Massiliam predicto comuni portarentur uel mitterentur extra Massiliam permansure.

Item statuimus quod non liceat rectori uel consulibus Massilie qui pro tempore fuerint nec cuiquam alij commodare uel precario concedere alicui persone nec ullo modo alienare seu pignori obligare aliquam de dictis balistis comunis. Et quicumque consiliarius uel alius de Massilia dederit consilium uel auxilium in consilio uel extra quod predicte baliste uel alique earum accommodentur uel donentur seu precario concedantur aut obligentur seu alio modo alienentur puniantur a rectore seu consulibus Massilie pro qualibet uice qua tale consilium uel auxilium dederit in decem libris regalium coronatorum de quibus nulla

fiat restitucio aliquo tempore. Et insuper quod consules Massilie uel rectores et syndici qui pro tempore fuerint teneantur suo sacramento et debeant inquirere diligenter et recuperare pro comuni Massilie aut petere per se uel per alios omnes balistas uel eciam earum precium si inueneri uel haberi non poterunt quod ualebant que aportare sunt uel fuerunt retrorsum uel date comuni dicto uel alias ab eo comuni acquisite illas que non sunt uel essent in posse comunis et quod in predicta inquisicione balistarum uel earum occasione requiratur per sacramentnm ueritas inde a clauarijs et eciam rectoribus et alijs officialibus qui retrorsum fuerunt uel extiterunt inter officiales Massilie super eo quod illi omnes dicant inde quidquid sciunt pro dicto comuni et quod omnes supradicte baliste scribantur in cartulario publico comunis predicti quales sint et cuiusmodi forme et a quibus uel pro quibus nauibus et unde et a quo uel a quibus habite et similiter idem fiat de omnibus alijs balistis que deinceps a dicto comuni predictis modis uel aliter habebuntur.

---

## CAPUT XLVIII.

### *De catenis ferreis perpetuo conseruandis* (1).

Statuimus quod uel consules Massilie qui pro tempore fuerint in Massilia teneantur et faciant obseruari et teneri firmiter omnes catenas ferreas Massilie que posite sunt per carrerias seu fixe in parietibus transuersarum ita quod nemo sit ausus aliquam illarum catenarum remouere seu facere remoueri nisi forte hoc fieret meliorandi causa uel transmutandi loco meliori uel apciori ad opus ipsius catene uel catenarum et si quis contra fecerit hoc uel ueniet puniatur inde arbitrio rectoris uel consulum qui pro tempore ibi fuerint.

(1) ***Des chaînes de fer qui doivent être perpétuellement conservées.***

**Il est ici question des chaines de fer qui pouvaient être placées transversalement à peu-près à 75 centimètres de hauteur du sol, aux extrémités des rues, principalement de celles qui avoisinaient les portes de la ville. Nous avons lu quelque part que ces chaînes, suspendues en temps de paix contre le mur de façade des maisons où elles étaient fixées, étaient tendues dès que Marseille devait se tenir sur la défensive; que le but que l'on avait voulu atteindre en les établissant, était d'empêcher, au besoin, et surtout nuitamment, l'entrée des gens d'armes à cheval.**

Addentes huic capitulo quod rector uel consules teneantur inquirere bona fide si alique catene in Massilia iurisdictioni comunis Massilie supposite ablate sunt uel remote et si quis ablatas uel remotas inuenerit alias in eodem loco uel alibi ubi melius uisum fuerit faciat restitui et ne id quod per hoc statutum ordinatur fieri obmittatur uolumus ut super huiusmodi cura duo probi uiri quando eligentur ceteri officiales statuantur.

---

## CAPUT XLVIIII.

### *De blado carnibus et piscibus non vendendis nisi in locis statutis a comuni Massilie* (1).

STATUIMUS presenti capitulo firmiter obseruandum quod nemo extraneus deinde possit uel audeat uendere aliquod bladum uel farinam quod aliunde extra Massiliam afferatur in Massilia nisi in annonaria uel in platea (2) que est ante domum templi uel in caupolis seu lignis ante dictam plateam stantibus et quod omnes bladerij Massilie et singuli et eorum uxores tenentes operatoria in bladaria comunis Massilie iurent et teneantur iurare ad sancta Dei euangelia ab ipsis corporaliter tacta quod non immisceant per se uel per alios nec faciant immisceri fraudulenter aliquid in bladis allatis in operatorijs suis siue sint sua siue aliena. Et

(1) *Des bled, viande et poissons ne pouvant être vendus qu'aux lieux indiqués par les statuts de la commune.*

(2) Une note consignée en marge de la page du manuscrit contenant ce statut, indique parfaitement le lieu où était située l'annonerie; cette note écrite vers la fin du XVI siècle, ainsi que le marque la forme des lettres, est ainsi conçue : BLADA *appelé de la nonnarie du tiltre qu'estoit anciennement au deuant la maison du tample où sont les magazins près les Augustins.*

si quis contra fecerit arbitrio rectoris Massilie puniatur ab hac tamen constitucione excipimus quod quilibet ciuis inferioris uille Massilie afferens bladum cuiuscumque generis fuerit in Massiliam per mare uel per terram uel quod illud habuerit de honore suo possit illud uendere ubicumque sibi placuerit sine fraude reuendicionis ciuibus uel habitantibus seu residenciam facientibus in ciuitate Massilie et quilibet extraneus afferens bladum in Massilia per mare possit illud exonerare ubicumque uoluerit in Massilia dum tamen illud uendat in annonaria comunis quando illud uendere uoluerit ueruntamen cum exonerabitur illud bladum antequam illud sit allatum in botiga possit illud uendere ubicunque uoluerit ementi ad opus uictus sui et familie sue sed non causa reuendendi.

Item (1) statuimus quod aliquis extraneus uel ciuis non possit uendere pisces nisi in piscaria comunis uel ante bruginos in scario nauium secundum quod continetur in gabella piscarie neque aliquis ciuis uel extraneus carnes recentes nisi in macello comunis uel macello tholonei exceptis saluasinis et exceptis carnibus prohibitis quas licet uendere in bocaria et si quis contra fecerit puniatur arbitrio rectoris uel consulum.

(1) Le sujet des dispositions prises dans cette partie du réglement, est indiqué, en écriture moderne, dans la marge du manuscrit; ainsi en regard du passage concernant les épiceries se trouve le mot *pisces* et vis-à-vis de l'endroit relatif à la viande est écrit le mot *carnes*.

## CAPUT L.

### *Quod pisces boni et recentes uendantur in piscaria* (1).

OMNIS nobis cura esse debet ut pisces qui in piscaria comunis Massilie apportantur uendendi boni et recentes uendantur et alij qui salsati sunt omni putredine careant statuimus firmiter obseruandum quod nulli pisces qui dicerentur uel apparerent recentes uendantur infra Massiliam alicui uel aliquibus nisi essent tunc recentes cum uenderentur nec pisces salsati uendantur in Massilia nisi boni et franchi.

Et si aliqua persona per se uel per alium non tamen ad reuendendum uoluerit emere piscem uel pisces ab aliquo uel aliquibus quod aliquis homo uel femina reuenditores non possint uel audeant se intromittere de illo mercato nec illum uel illos emere nec aliquam fraudem super eo facere donec

(1) *Des poissons frais et bons devant être vendus à la Halle.*

ille qui predictum piscem uel pisces ab aliquo uel ab aliquibus non tamen ad reuendendum emere uoluerint predictum mercatum in totum relinquerint.

Statuentes insuper quod nullus reuenditor possit uel audeat emere pisces aliquos in quadragesima usque ad meridiem nisi essent pisces de brogino. Et si quis inde predictorum uel aliorum contra hec uel aliquid predictorum facere uel uenire presumpserit puniatur inde uiginti sol. quociens contra hec fecerit et uenerit quorum uiginti sol. medietas sit accusantis et alia medietas comunis Massilie. Et insuper ille uel illi qui dictos pisces non recentes et salsos non franchos et uendiderit uel uendiderint teneatur uel teneantur reddere precium emptori uel emptoribus.

Addentes huic capitulo ne aliqui uenditores piscium uel reuenditores sint ausi abluere pisces aliquos infra piscariam comunis uel circumcirca nec aliquam aquam fetidam uel lutuosam de ablucione piscium proijcere in carrerijs piscarie uel circa uel in ipsa piscaria quod si quis contra fecerit puniatur pro singulis uicibus in duodecim den. quorum medietas sit accusantis et alia comunis Massilie et hoc preconisetur.

Addentes eciam ut rector Massilie faciat omnes et singulos reuenditores piscium iurare ne contra ea faciant que in hoc capitulo continentur et ea faciat firmiter obseruari.

Decernentes similiter ut omnes reuenditores piscium non alibi quam in macello Tholonei Massilie ab introitu quadragesime usque ad diem iouis ebdomade sancte pisces reuendantur. Et si quis reuendiderit alibi pro qualibet uice in uiginti sol. puniatur cuius pene medietas sit accusantis et alia comunis Massilie cetere autem persone que non fuerint reuenditores uel reuenditrices possint pisces uendere in solita piscaria Massilie quandocumque uoluerint sine metu. Adjicientes insuper ad cautelam ut hoc statutum per Massiliam annis singulis preconizetur.

## CAPUT LI.

*De lignamine non uendendo nisi in scaribus* (1) *comunis et de tegulis uendendis in Massilia* (2).

Si quis fustam uel lignamina aliqua per mare apud Massiliam detulerit uel deferet statuimus ut nullus reuenditor fustium uel lignaminum dictam fustam uel lignamina uel aliquid ex illis emere audeat nisi transactis octo diebus potsquam intra missa fuerint et dum erunt in mari nullatenus et si post octo dies fustam uel lignamina uel aliud ex ipsis reuenditor emerit uel emet. Et aliquis de ciuitate Massilie de dicta fusta uel lignamina aliquid uolet emere decernimus ut ille reuenditor fuste uel lignaminis pro eodem precio quo ea habuerit uel habebit infra tres dies prope sequentes a die qua emerit uel emet teneatur illud concedere dicto massiliensi uolenti emere. Et si quis reuenditor contra hec fecerit uel faciet in aliquo rector uel consules Massilie qui pro tempore erunt teneantur aufferre et aufferantur dicto reuenditori ducentos

(1) Quais (agger ad ripam *(Gloss. de Ducange)*.

(2) *Du bois qui ne peut se vendre, si ce n'est sur les quais de la commune à ce affectés, et des tuiles.*

solidos nomine pene applicandos comuni. Ita quod nulla restitutio ei fiat aliquo tempore de qua quidem pena sit tertia pars accusantis et residuum comunis Massilie. Decernentes similiter quod nullus a modo audeat uel possit discaricare lignamina aliqua pro uendendo in Massilia alicubi infra portum uel prope illum aut infra Massiliam nisi in scari uel scaribus comunis Massilie alioquin si quis contra hec predicta uendendo fecerit puniatur a comuni dicto in sexaginta sol. regalium et nichilominus tunc compellatur lignamina illa si ea habebit uel haberet per se uel per alios adducere uenalia aut mittere uel portare.

Addentes insuper quod rector seu consules Massilie teneantur reuenditores fuste cuiuscumque generis fuste facere iurare annuatim ut obseruent hoc presens statutnm.

Item addimus huic statuto quod nulla persona sit ausa reuendendi causa emere in Massilia tegulas in mari aliquatenus nec intra infra tres dies postquam caupulus uel lignum in quo apportata fuerint fuerit exoneratum. Et si quis reuenditor contra fecerit puniatur inde singulis uicibus in decem lib. reg. coron. Et quicunque ciuis Massilie pro suo bastimento inde emere uoluerit uel habere ab ipso reuenditore teneatur reuendi-

tor eodem precio ipsas tegulas uendere quo emerit sub dicta pena infra octo dies postquam dictus reuenditor emerit eas. Et ab inde in antea liceat dicto reuenditori in illis tegulis lucrari quantum poterit.

---

## CAPUT LII.

### *De ponderibus et mensuris conseruandis* (1).

ORDINAMUS ut equitas seruetur in sextarijs et eminis et pomaderijs molendinorum et alijs mensuris et libris et marchis et alijs pensilibus et in cannis dextris et cordis meyllarolis uini et olei et in ferro quintalis et in esmero auri et argenti.

Et ad hec plenius conseruanda decernimus ut duodecim probi uiri annuatim constituantur quando ceteri officiales eligentur qui hec quater in anno uideant et diligenter inquirant et obseruari faciant bona fide. Decernentes quod si quis mensuras dictas aut pondera non legitima tenuerit mensurando uel ponderando cum eisdem puniatur inde arbitrio curie et quod dictum est de pomaderijs molendinorum fiat a predictis cum consilio illorum qui preerunt ponderi portalis laureti de quo infra fit statim mencio sub rubrica de pondere laureti.

(1) *De la conservation des poids et mesures.*

## CAPUT LIII.

### *De pondere laureti* (1).

STATUIMUS ut unus probus uir et discretus comunis Massilie statuatur ad pondus laureti grani et farine cui ponderatori alij officiales ipsius ponderis sint subditi et respondere eidem de redditibus dicti ponderis teneantur ac reddere racionem in singulis dominicis diebus et dictus probus homo habeat potestatem et bailliam castigandi prout iustum ei uidebitur illos qui farinam male moluerint et ille probus homo teneatur coequare pomhaderias molendinorum et facere accipi pro ponderacione de singulis saumatis quinque eminarum. Et supra unum denarium et de omnibus saumatis minoribus quinque eminarum unum obolum. Et ille dictus probus homo teneatur speciali sacramento pon-

(1) *Du poids du lauret.*

On appelait ainsi le lieu où l'on pesait les grains et la farine. François d'Aix pense que cette appellation vient *du mot vieux et vulgaire* AURET *autrement* ORATOIRE ; la porte royale, d'après le même auteur, aurait porté le nom de *porte du lauret*, à une époque reculée. Quoi qu'il en soit, le poids du lauret était situé *dehors et au devant* de la porte royale, qui, comme l'on sait, se trouvait à l'extrémité Est de la rue des fabres.

derare uel facere ponderari ad dictum pondus portalis laureti totum granum et farinam que ibi apportabuntur bona fide et legaliter. Qui si contra predicta fecerit non teneantur mulaterij uel alij aliqui dare sibi denarium uel obolum supradictum et insuper amittat ea de causa omne ius quod ipse habet in dicto pondere et hoc dicimus statuimus similiter obseruandum eciam in eo qui ius dicti ponderis tunc emerit uel incantauerit seu teneret. Statuentes insuper quod nullus mulaterius accipiat de saumata septem eminarum uel octo pro uectura ultra quatuor denarios et de quatuor eminis tres obolos et de tribus uel duabus eminis uel unum denarium et quod superius dictum est de coequacione pomhaderiarum a dicto probo homine facienda fiat ab eodem pariter cum illis duodecim probis uiris uel maiori parte eorum qui ad mensuras et pondera ciuitatis Massilie conseruanda et coequanda sunt uel pro tempore fuerint constituti de quibus fit mencio sub rubrica supra proxime precedenti.

Decernentes similiter quod nullus faciat saumatam portandam ad molendinum in qua sint plus quam septem emine annone. Et si quis contra fecerit taliter quod in saumata dicta inueniantur ultra quam septem emine quicquid ultra ea fuerit aufferatur inde a dicto ponderatore et in domo ubi est pondus illud retineatur et postmodum restitutur pro uno denario.

Addentes huic capitulo quod ponderator teneatur tenere continue ad pondus septem eminas farine optime annone de hac terra ex quibus supleat defectum saumatarum ita quod incontinenti cum saumate farine recognite fuerint deferantur ad domum illius uel illorum quorum fuerint.

Item quod mulaterius pro deferendo accipiat de saumata quinque eminarum et ultra duos denarios et a quinque eminis infra unum denarium. Et si quis contra fecerit puniatur pro singulis uicibus in quinque sol.

Addentes huic capitulo quod tocius defectus farine debeat reddi ut dictum est dampnificate personne et hoc sub pena dupli ultra dictum defectum. Ita scilicet quod restitucio defectus sit ipsius dampnificati et pena diuidatur. Hoc modo uidelicet ut medietas applicetur curie Massilie et alia medietas diuidatur comuniter inter emptorem ponderis et scriptorem qui pro tempore ibi manebit. Et de hac pena uolumus teneri tam molnerium quam eciam mulaterium scilicet unum quemque in solidum eo saluo quod illi ad inuicem scilicet unus contra alium scilicet mulaterius contra molnerium uel e contra teneatur unus alij restituere et indempnem conseruare secundum suam propriam culpam. Ita quod unus non sustineat dampnum pro culpa alterius et prefatus ponderator

statim cum farinam ponderauerit supleat ut supra dictum est dictum defectum de sua farina et faciat incontinenti per illum mulaterium farinam ponderatam reportari ad domum unde et ille ponderator non admittat postea illum mulaterium ad aliquid ponderandum nec sinat eum portare uel portari facere saumatas ad molendum donec ille defectus si in integrum restitutus cum pena supradicta tam dampnificate persone quam scriptori et ponderi.

Item statuimus quod si ponderator statutus in dicto officio ponderandi inueniet plus ponderis in farina quando reportabitur de molendino quam ponderabat quando fuit portatum bladum ad molendinum quod illud non debeat ponderator uel quisquam alius aufferre uel minuere illi cuius esset dicta farina et si contra faceret puniatur in quinque sol. pro qualibet uice.

---

## CAPUT LIIII.

### *De eodem sub pondere Laureti* (1).

ESTABLEM que aquel que per temps encantara la renda del pes de lauret sia tengut que hy meta i tal home que sapra far l'ofizi que al pes apparten et que lo fasse ben et lialmen. Et garde que li monier dels molins non prennan ni retengan de la saumada que molran outra lo uinter e doas liuras de saumada de poluerage. Et si alcuna farina uen merma del molin duna liura en sus que el ho deia esmendar e rendre daquella saumada de la farina que deu escer tenguda al pes per rendre los defalhimentz de la farina que uenra merma aissi cousi conten en lo capitol prop dan dessus e que blat ni farina non remanga denfra la mayson del pes pos sera uespre si non era moutura e que alcuna saumada de farina non iesca de la maison del pes si non auia complidament son dreg del pes.

Item que al pes deia auer e tener continua—

(1) *Du même sur le poids du lauret.*

ment aquel que encantara la renda del pes duos ferres de pezar per so que quant lun sera gastatz que lautre meta en son luec ab que peze e que lautre fassa de mantenent adoubar.

Item quel pezayres en lo comensament de son offici cascun an iure e deia iurar en lo palaye del comun dauant lo rector que el atendra complidament e sens tota frau tot aquo que es escrig de suse que partenra a son offici. et a la soa cura. E si le dauant digtz pezaires sera trobar en failhiment de las causas que apartenram al sieu offici e a la soa cura sobre lo fach del pes sia destregz de pagar a la cort per pena decem sol. per cascum faylhiment et outra deia restituir lo dan al perdent de mantenent e que lo pezaires non ara part ni companhia ab los mouniers ni ab los mounairons ni en las bestias que portaran blat alz molins ni en los molins.

---

## CAPUT LV.

*De molnerijs et molnaironis et mulaterijs et duobus officialibus super hoc eligendis* (1).

CONSTITUIMUS quod annuatim quando ceteri officiales comunis Massilie eligentur duo probi homines honeste uite et fideles qui habeant per totum illum annum curam et diligenciam uidendi et cognoscendi et recognoscendi quolibet mense mensuras que appellantur pomhaderie molendinorum et quaslibet alias mensuras que in molendinis debent teneri utrum sunt uel erunt iuste et recte uel non et compellendi molnerios habere et tenere rectas et iustas pomhaderias et quaslibet alias mensuras in molendino. Et qui duo probi homines habeant curam et potestatem et ex debito officij teneantur facere fieri illas rectas et iustas. Et tales semper ibi teneri et haberi et facere esmendari et restitui a molnerijs molendinorum dampnum datum seu factum in blado

(1) *Des meuniers, ouvriers meuniers et muletiers, et de l'élection de deux officiers pour les surveiller.*

male mouto siue in farina male mouta illi et illis personis que bladum illud in quo illud dampnum factum est miserint ad molendinum.

Item quod omnes molnerij et mounaironij et mulaterij et alij ductores bladi ad molendinum annuatim infra octo dies post festum omnium Sanctorum iurent in palacio comunis Massilie coram rectore hoc quod infra sequitur uidelicet quod dicti mulaterij et alij ductores bladi ad molendinum postquam bladum portandum ad molendinum receperint et onerauerint super bestias quas ducunt uel ducent non audeant exonerare uel dimittere in aliqua parte uel loco causa recipiendi uel portandum aliud bladum donec illud bladum quod ante portandi susceperant perduxerint ad molendinum. Et illud ibi posuerint causa molendi. Et quod dicti mulaterij teneantur sacramento portare et reportare eundo et redeundo predictum bladum et farinam ad dictum pondus causa ponderandi et ipsum faciant ponderari.

Et predicti tam molnerij quam molnaironi iurent ad Sancta Dei Euuangelia. Bene et fideliter tam bladum quam farinam custodire et fideliter molere bladum et nichil inde diminuere nisi quantum esset de molendinis seu molendi nec

ullam fraudem ibi committere nec ullum bladum seu farinam alienum uel alienam fraudulenter immiscere. Et si aliquis de predictis mulaterijs uel mounerijs uel mounaironis in predictis repertus fuerit fraudem committere puniatur pro qualibet uice in decem sol. regalium de qua pena sit medietas illorum duorum officialium et alia curie Massilie et si hanc penam soluere non poterit per ciuitatem Massilie fustigetur.

Et predicti duo probi homines constituendi super dicto officio mutentur et debeant mutari causa uitandi omnem fraudem ter in anno de quatuor in quatuor mensibus. Ita scilicet quod illi duo primi officiales eligantur quando ceteri officiales eligentur.

Et quatuor mensibus alij duo eligantur in eodem officio prouidencia rectoris et syndicorum et clauariorum et septimanariorum et simili modo fiat de alijs duobus ultimo eligendis.

## CAPUT LVI.

### *De argento non faciendo nisi de esmero comunis* (1).

STATUIMUS inuiolabiliter obseruandum ne aliquis homo sit ausus facere argentum nisi in esmero comunis Massilie et quod ille uel illi qui habebunt inde esmerum dictum teneantur speciali sacramento facere in dicto esmero argentum bene et legaliter et sine aliqua fraude uel dolo et quod tres probi homines campsores boni et legales eligantur annuatim qui teneantur speciali sacramento facere exire argentum de dicto esmero ad eamdem legem qua exit argentum de Montepessulano scilicet quod teneat marcham argenti duos denarios et obolorum sterlingorum sine pluri et quod aliter non debeat exire argentum de dicto esmero nisi esset iudicatum iudicio et arbitrio dictorum proborum hominum ad eandem legem qua exit argentum de Montepessulano. Qui dicti tres probi homines teneantur speciali sacramento quod secun-

(1) *De l'argent ne devant être fait si ce n'est par la commune.*

dum quod inuenerint argentum quod non sit factum ad legem qua exit argentum de montepessulano ut supra dicitur quod in ipso argento faciant subtus infundo scilicet dans la guillamen unam crucem cum scalpro et sumant ipsum argentum eo intellecto quod aliquis dictorum proborum hominum non possit iudicare in suo argento et eo similiter intellecto quod dictum esmerum cum illo magistro qui operabitur dictum argentum in dicto esmero nullatenus accipiat uel habere seu accipere possit pro argento fundendo de singulis marchis que fient in dicto esmero ut supra dicitur nisi sex den. tantum reg. cor. Et si contingeret quod dictum argentum non exiret de dicto esmero ad legem predictam quod dictus magister uel funditor dicti argenti teneatur dictum argentum tamdiu et tociens refundere in dicto esmero pro dictis sex den. dandis pro singulis marchis donec dictum argentum exeat ac legem supra nominatam ad arbitrium trium proborum hominum predictorum et cenrada cum hijs que pertinent ad dictam cenradam sint super mercatores seu mercatorum quorum fundetur argentum in dicto esmero.

---

## CAPUT LVII.

*De honoribus extraneorum inquirendis* (1).

ORDINAMUS presenti constituto quod rector uel consules teneantur et debeant facere inquiri ab aliquibus uiris statutis ab eo uel ab eis infra duos menses inicij sui regiminis quot et quales et qui sint honores omnium personarum extranearum eas habitancium Massilie et eius territorio et quod de his ad memoriam faciant scribi in cartulario comunis Massilie publico quot sint et quales et quorum et ubi ad hoc ut quando fient collecte alique in Massilia et alias quandocumque comunis interrit appareat uel de illis honoribus quot sint et quales et ubi similiter et quorum.

(1) *Des biens des étrangers.*

## CAPUT LVIII.

*De patuis infra Massiliam claudendis* (1).

Statuimus ut si aliqua persona patuum habet uel habebit infra Massiliam alicubi ubi fit uel fiet fimoracium quod illa persona cuius patuum est uel esset ad quam pertinet uel pertinere debet ipsum patuum ita claudere et alte teneatur ne ibi fiat uel possit fieri fimoracium uel fimus aut scobilla aliquatenus prohijici. Quod si non fecerit infra mensem postquam eis per curiam uel per quemcumque alium denunciantem nomine comunis cum presentia notarij facientis inde tunc scripturam sub presencia duorum testium tercio denunciatum fuerit soluat nomine pene pro singulis uicibus quibus denunciatum fuerit uiginti sol. reg. predicte uero denunciationes fiant de decem in decem diebus et in scriptis testibus ibi conuocatis et quicunque notarius exercens officium notarie uocatus fuerit seu rogatus a dicto denunciante ut intersit illis denunciacionibus causa scribendi eas et faciendi instrumentum teneatur interesse et si

(1) *Des patis* (cloaques) *devant être fermés dans Marseille.*

interesse uoluerit per curiam ad hoc compellatur. Et de illo instrumento satisfaciat denuncians notario supradicto. Et hoc statutum preconizetur ter in anno scilicet infra octo dies post introitum rectoris et post modum de quatuor in quatuor mensibus.

---

## CAPUT LVIIII.

### *De aqua Jarretti adducenda* (1).

ORDINAMUS presenti statuto quod duo uel tres probi uiri eligantur qui debeant et teneantur adducere aquam Jarretti uersus Massiliam ad ortos et blancarias adaquandas et illi teneantur speciali sacramento quod dictam aquam adducant per loca magis apta et per que eis uidebitur quod melius et utilius et cum minori dampno possit adduci et hoc remotis hodio et amore et prece et precio et promissis quibuslibet et speciali proficuo et dampno sui et suorum prouiso quod aqua taliter ducatur ne fluat in portum Massilie.

(1) *De l'eau de Jarret devant être amenée.*

## CAPUT LX.

*Quod nullus habeat officium pro pecunia* (1).

STATUIMUS ut nullus possit esse deinceps baiulus uel subbaiulus aut uicarius uel iudex seu scriba uel tabellio curie Massilie pro pecunia quam tradat aut det uel dederit seu tradiderit uel promiserit alicui nomine seu occasione mutui aut alio quocumque modo.

Addentes huic capitulo quod si quis dederit pro officio habendo pecuniam et repertum fuerit quod usque ad decem annos a die dacionis nullum in Massilia uel extra pro comuni officium habere possit. Et insuper rector Massilie teneatur ei auf-ferre nomine pene uiginti lib. reg. cor. curie applicandas et accipiens puniatur in dupplum pecunie accepte.

(1) *Que nul n'ait son office par l'argent.*

## CAPUT LXI.

*Quod nullus excusetur a muneribus publicis* (1).

PRESENTI statuto ordinamus obseruandum ut nullus ciuis Massilie a comunibus Massilie expensis et exactionibus et excubijs seu caualcatis uel alijs sumptibus uel contribucionibus omnibus excusetur aliqua excepcione seu priuilegio comunis siue concessione uel franquesia sibi aliquo modo concessa nisi fuerit hoc factum consilio rectoris uel consulum Massilie et in consilio generali Massilie uel fieret deinceps.

(1) *Que nul ne soit excusé des charges publiques.*

## CAPUT LXII.

*Quod nulle possessiones Massilie ab honeribus excusentur* (1).

PRESENTI constituto firmamus et statuimus quod omnes possessiones uel honores seu res immobiles quecumque sint in ciuitate Massilie uel extra in eius territorio uel tenemento a quocumque uel a quibuscumque personis secularibus possidentur uel tenentur in presenti siue quorumcumque secularium sint uel erunt deinceps siue illi honores seu possessiones libere uel franche sunt uel erunt seu censuales aliquibus seruitutibus annexe aut alie quecumque sint uel erunt a quocumque uel a quibuscumque sint a modo his honeribus uel muneribus annexe et astricte personis aut locis singularibus uel uniuersalibus deinceps quandocumque possidebuntur uel destinebuntur uel quocumque erunt siue ad quoscumque quacumque de causa uel quocumque titulo in solidum uel diuisim peruenient uel transferentur uidelicet

(1) *Que nul possédant à Marseille ne soit excusé des honneurs publics.*

## CAPUT LXII.

### *Quod nulle possessiones Massilie ab honeribus excusentur* (1).

PRESENTI constituto firmamus et statuimus quod omnes possessiones uel honores seu res immobiles quecumque sint in ciuitate Massilie uel extra in eius territorio uel tenemento a quocumque uel a quibuscumque personis secularibus possidentur uel tenentur in presenti siue quorumcumque secularium sint uel erunt deinceps siue illi honores seu possessiones libere uel franche sunt uel erunt seu censuales aliquibus seruitutibus annexe aut alie quecumque sint uel erunt a quocumque uel a quibuscumque sint a modo his honeribus uel muneribus annexe et astricte personis aut locis singularibus uel uniuersalibus deinceps quandocumque possidebuntur uel destinebuntur uel quocumque erunt siue ad quoscumque quacumque de causa uel quocumque titulo in solidum uel diuisim peruenient uel transferentur uidelicet

(1) *Que nul possédant à Marseille ne soit excusé des honneurs publics.*

quod in omnibus expensis uel collectis comunibus uel exactionibus et caualcatis et excubijs et alijs similibus quibuscumque sumptibus aut contribucionibus predicti honoris seu rei conferre uel contribuere a modo per solidum et libram efficacissime teneantur et similibus modis per omnia quibus alij honores seu res alique predictis consimiles existentes uel in dicta ciuitate et eius territorio detente ab aliquibus personis in ciuitate stagiam facientibus aut aliquibus pro eis in predictis sumptibus uel consimilibus necesse habeant uel habebunt contribuere aut dare siue conferant aut contribuant in posterum et hec predicta facient dicte res uel pro eis fieri debeant secundum quod de consilio rectoris pretoris aut consulum Massilie et consiliariorum eorum uisum fuerit conferendum pro comuni uel occasione comunis dictas res uel pro eis et nulla pars singularis uel uniuersalis quecumque sint aut quecumque predicte possessiones aut res quorumcumque sunt uel erunt se ualeant a modo pro predictis sumptibus pro predictis possessionibus uel rebus prestandis ut dictum est inuiolabiliter excusare uel defendere inde res supradictas quecumque sint ille et modo semper res huiusmodi muneribus seu honeribus realibus annexe et cum eodem honere semper transeant ad quoscumque homines uel loca uel personas deinceps transferantur et a nemine ualeant inde excusari aliqua excusacione seu priuilegio comunis siue concessione seu franquesia sibi aliquo modo

a quocumque seu a quibuscumque concessa uel indulta siue in posterum indulgenda nisi hoc faceret consilio et sufferta rectoris uel consulum Massilie et consiliariorum uel maioris partis eorum.

Preterea similiter decernimus ut quandocumque collecte alique aut exactiones aut sumptus aliqui ex predictis nomine dicti comunis et pro eo interponerentur dictis rebus aut peterentur in ipsis aut pro eis tunc detentores earum rerum aut possessores quicumque sint teneantur sine mora per soluere inde illis quod pro illis possessionibus cognitum uel dictum fuerit a comuni uel eius administratoribus aut ab alio uel alijs pro eis conferendum aut uel soluendum alioquin illi qui collectis aut alijs sumptibus predictis colligendis uel faciendis statuti fuerint possint per se uel per alios authoritate huius capituli res illas seu possessiones inde capere uel pignorare seu uendere redditus earum seu fructus inde capere seu percipere donec de predictis omnibus fructibus uel alio modo in solidum satisfiat. His precedentibus de nouo addimus quod per ea que supradicta sunt in presenti statuto non intellegimus derogare in aliquo illis conuencionibus et composicionibus que olim facte sunt et incartate inter episcopum et ecclesiam et canonicos ecclesie Massiliensis et comune Massilie.

## CAPUT LXIII.

### *Quod aqua Iarreni non intret portum Massilie* (1).

STATUIMUS quod rector uel consules Massilie teneantur prohibere seu taliter facere quod aqua Iarreni non ueniat uel currat ad portum Massilie et si ortolani inde acciperent uel acceperint aquam inde accipiant taliter quod aqua illa uel aliquid ex illa non ueniat uel currat ad portum dictum et si contra hec facerent aliqui puniantur inde quociescumque contra facient in uiginti sol. reg. cor. Et ad hoc tres probi homines statuantur quando ceteri officiales de anno in anno eliguntur.

(1) *Que l'eau de Jarret n'entre pas dans le port de Marseille.*

## CAPUT LXIIII.

### *Quod nullus accipiat in uilla superiori sine consensu curie* (1).

ORDINAMUS presenti capitulo ut nullus ciuis Massilie subditus tamen comuni Massilie possit uel debeat esse baiulus uel subuicarius uel uicarius uel subbaiulus siue iudex ordinarius in principalibus causis uel in causis appellacionum in uilla superiori Massilie sine licencia et uoluntate rectoris et consilij generalis Massilie quod si quis temerario ausu aliquod ex predictis officijs et petere seu recipere presumpserit puniatur inde in centum marchis argenti a rectore uel consulibus et postea non possit esse uel debeat in officio aliquo uel consilio comunis Massilie per decennium continuum.

(1) *Que nul n'accepte un office dans la ville supérieure de Marseille, sans le consentement de la curie.*

## CAPUT LXV.

*De illis qui pro comuni se obligauerunt indampnibus conseruandis* (1).

Si aliqua persona principaliter uel intercessorio nomine pro comuni siue pro capitulo Massilie seu occasione comunis uel capituli predicti aliquomodo se uel sua obligauerit uel obligabitur uel constituerit seu obligabit uel constituet deinceps seu debitorem se constituerit. Statuimus ut rector uel consules Massilie qui pro comuni erunt dictam personam obligatam pro comuni uel pro capitulo Massilie ut dictum est teneantur semper indempnem penitus inde seruare et ab omni grauamine eximere de rebus uel cum rebus uel bonis dicti capituli seu dicti comunis. Statuentes insuper quod si de dicta persona obligata pro comuni uel capitulo Massilie ut dictum est fuerit querimonia exposita se debeat pro eo parare defensionem et cum officium publicum nemini debeat esse dampnosum decernimus similiter quod de omni officio in quo quis fuerit uel erit pro comuni Massilie seruetur indempnis a dicto comuni.

(1) *De ceux qui s'obligeant pour la commune, doivent avoir leurs droits d'indemnités maintenus.*

## CAPUT LXVI.

*De blado non extrahendo de Massilia nec reuendendo in platea templi et de uino ad Massiliam non afferendo* (1).

Ut sterilitas ubertati equiparetur et ut status ciuitatis Massilie de bono in melius reformetur hoc presenti capitulo decernimus firmiter obseruandum ut bladum quod huc usque apportatum est uel a modo apportabitur per mare uel per terram in ciuitate Massilie nullatenus extrahatur uel exportetur de ciuitate Massilie per mare uel per terram ab aliquo extraneo uel priuato nisi hoc faceret pro uianda sua uel marinariorum suorum uel nisi hoc fieret utilitate euidenti comunis Massilie et castrorum ciuium Massilie et si quis contra fecerit amittat bladum et farinam et idem dicimus de farina.

Item statuimus similiter obseruandum quod a

(1) *Du blé ne pouvant être extrait de Marseille ni revendu sur la place du Temple et du vin ne devant pas être porté dans Marseille.*

modo uinum aliquod per terram uel mare ad ciuitatem istam Massilie nullatenus afferatur nec eciam vue nisi uinum illud esset factum uel nisi vue ille essent de uineis territorij Massilie et si aliquis hoc facere attentauerit uinum ipsum amittat. De territorio autem Massilie intelligimus esse territorium castri Sancti Marcelli huic capitulo addimus quod nullus ciuis uel extraneus de cetero possit reuendere bladum annonam seu legumma in platea templi seu in lignis uel scaupolis ante dictam plateam stantibus et si quis contra facerit ciuis uel extraneus puniatur pro qualibet emina bladi uel leguminis in xij den. ciuis pene medietas applicetur curie et alia medietas sit accusantis uel curie denunciantis.

Item statuimus quod nullus ciuis uel extraneus reponens bladum uel legumina in dicta platea non possit ea ibi tenere ultra xv dies et hoc dicimus ne propter longiorem moram possit fieri impedimentum alijs qui ibidem uellent simili modo ponere bladum seu legumina sua. Et propter contenciones dirimendas que sepe oriuntur occasione platearum seu locorum inter personas habentes bladum uel legumina in dicta platea ordinamus quod annuatim quando ceteri officiales eligentur debeant eligi duo probi uiri fideles et honesti qui prouideant ne fiat contra id quod diximus supra prope de XV diebus et qui dirimant

contenciones de quibus supra prope fecimus mencionem si qua orirentur inter predictas personas occasione dictarum platearum et causa uitandi omnem turpem questum statuimus quod predicti duo officiales debeant mutari quater in anno de tribus in tribus mensibus et alij subrogari in eodem officio per electionem faciendam inde prouidencia rectoris syndicorum clauariorum et septimanariorum.

## CAPUT LXVII.

*De libertate conseruanda quam habent homines Massilie in clauaria uel alibi et de pena statuta contra violatores illius libertatis* (1).

CONSTITUIMUS firmiter obseruandum quod nullus audeat loqui uel tractare consulendo in aliquo consilio generali uel priuato quod ille denarius de quo prestando ad tabulam maris in clauaria comunis Massilie homines Massiliensium sunt immunes uel aliquid aliud de his a quibus homines Massilie sunt liberi et immunes in Massilia debeat ab aliquo uel ab aliquibus Massiliensium nullatenus prestari secundum antiquum modum uel eciam secundum aliquem modum de cetero constituendum et quod nullus audeat de cetero contra has libertates aliquid exigere pro comuni Massilie uel alio modo prohibemus alioquin si quis contra faceret aut si rector contra hec fieri ex certa sciencia pateretur penas huiusmodi paciantur uidelicet quod rector teneatur

(1) *Du maintien de la liberté qu'ont les hommes de Marseille et des peines établies contre ceux qui violent les libertés de la curie.*

dare et soluere comuni Massilie nomine pene centum marchas argenti de suo salario per soluendas quam quidem penam teneantur exigere cum effectu suo sacramento syndici comunis ante exitum sui regiminis a dicto rectore uel consulibus supradictis et si aliquis ciuis Massilie ausu temerario deduceret seu proponeret in aliquo consilio aut consilium uel auxilium daret contra predicta uel aliquid de predictis teneantur ei auferre dictus rector siue consules centum librorum regalium coronatorum nomine pene pro singulis uicibus quibus contra fieret de quibus nulla fiat restitucio unquam magis.

Anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo tercio sexto decimo calendis nouembris recitatum fuit et confirmatum in consilio generali consiliariorum et capitum ministeriorum hoc statutum in palacio comunis Massilie existente rectore eiusdem ciuitatis domino Philippo uice domino.

---

## CAPUT LXVIII.

### *De Salarijs iudicum notariorum syndicorum et clavariorum curie comunis Massilie* (1).

Salario que hinc retro per tempora de anno in annum de clauaria comunis Massilie consueta sunt dari duobus iudicibus curiarum Massilie comunis et notarijs officialibus comunis Massilie et syndicis et clauarijs eiusdem ciuitatis per hoc presens statutum fieri uolumus manifestum et enim unius cuiusque duorum iudicum comunis Massilie qui per tempora consueuerunt eligi de anno in annum in duabus curijs preter iudicem palacij et iudicem appellacionum est salarium LX lib. reg. coronatorum.

Item unius cuiusque illorum duorum notariorum qui per eadem tempora consueuerunt eligi de anno in annum in predictis duabus curijs pro scribendis actis causarum ad tabularia dictorum iudicum est salarium XII lib. cor.

(1) *Du salaire des Juges, Notaires, Syndics et Clavaires de la curie de la commune de Marseille.*

Item unius cuiusque illorum duorum notariorum qui per eadem tempora de anno in annum consueuerunt eligi in predictis duabus curijs pro recipiendis testibus et scribendis attestationibus in cartularijs dictarum curiarum scilicet eorum testium qui producuntur in causis que agitantur in dictis curijs est salarium XV lib. dicte monete.

Item unius cuiusque illorum duorum notariorum qui similiter ut dictum est supra de alijs consueuerunt eligi in illa curia que dicitur esse causarum appellacionum quorum unus debet esse pro scribendis actis ad tabularium iudicis illius curie et alter ad aliud tabularium eiusdem curie pro recipiendis testibus et scribendis attestacionibus est salarium tante quantitatis sicut dictum est supra de alijs notarijs et simili modo istis duobus sicut illis est taxatum hoc est illi notario qui erit ad tabularium dicti iudicis appellacionum est salarium xij libr. et alteri predicto notario qui erit ad tabularium recipiendi testes est salarium xv libr.

Item unius cuiusque illorum quatuor notariorum quorum duo consueuerunt eligi per tempora de anno in annum in officijs palacij quorum duo habent esse ad tabularium ante rectorem uel judicem palacij et duo ad tabularium seu tabularia accusacionum et inquisicionum est salarium xxx libr. dicte monete.

Item illius notarij qui secundum morem preteriti temporis consueuit eligi pro scribendo in clauaria ea que pertinent ad clauariam comunis est salarium xxx libr. dicte monete.

Item illius scriptoris qui similiter consueuit eligi in officio recipiendi pignora curiarum pro iudicaturis causarum est secundum morem preteriti temporis salarium xv lib.

Item unius cuiusque illorum duorum procerum qui per eadem tempora de anno in annum consueuerunt eligi ad officium syndicatus comunis Massilie est salarium uiginti libr. dicte monete.

Item unius cuiusque illorum trium procerum qui per eadem tempora de anno in annum consueuerunt eligi in officio clauarie qui clauarij nuncupantur est salarium uiginti libr. dicte monete.

Salaria uero superius taxata iudicibus et notarijs solui debeat secundum statuta olim facta in hunc modum uidelicet inter tres equales soluciones de tribus in tribus mensibus scilicet singulis tribus mensibus tertia pars salarij qui tres menses habeant inicium tempore quo ipsi iudices incipient curiam

regere et ad hec salaria sic soluenda per tempora superius constituta syndici et clauarij suo sacramento teneantur. Recitatum fuit hoc statutum in generali consilio Massilie anno m° cc° L° iij° xvj° kalendis nouembris existente rectore eiusdem ciuitatis Domino Philippo uice Domino.

EXPLICIT LIBER PRIMUS.

# TABLES

DU

SECOND VOLUME.

# ORDRE CHRONOLOGIQUE

ET

# ANALYTIQUE.

---

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 1233 | » | » | Jourdan de Lautard était viguier à Marseille.. | 25 |
| 1236 | » | » | Rostang de Puihaut était viguier à Marseille.. | 25 |
| 1240 | » | » | Raymond Porcelet était viguier à Marseille... | 26 |
| 1242 | » | » | Rostang de Puihaut était viguier à Marseille.. | 26 |
| 1243 | » | » | Louis de Nayo était viguier à Marseille....... | 26 |
| 1244 et 1245 | » | » | Fulco de Barreiria était viguier à Marseille.... | 26 |
| 1245 | » | » | Charles, comte d'Anjou, épouse Béatrix, comtesse de Provence; il est installé sur le siége comtal de Provence .................... | 6 |
| 1245 à 1387 | » | » | Ire maison d'Anjou....................... | 5 |
| 1246 et 1247 | » | » | Bertrand de Cardaillac était viguier à Marseille. | 26 |
| 1248 | » | » | Raymond de Candolle était viguier à Marseille. | 26 |
| 1249 | » | » | Arnaud de Marmande était viguier à Marseille. | 26 |
| 1251 | avril | 29 | Arles capitule devant Charles d'Anjou........ | 7 |
| 1251 | mai | 7 | Avignon capitule devant Charles d'Anjou..... | 7 |
| 1253 | » | » | Cette date est celle de la confirmation du statut sur l'*office du juge du palais*, ........... | 142 |
| 1255 | » | » | Les Statuts de Marseille ont probablement été rédigés ou recueillis cette année-là ........ | 50<br>51<br>81 |
| 1257 | » | » | Raymond de Candolle était viguier à Marseille. | 26 |
| 1257 | » | » | Charles d'Anjou, comte de Provence, approuve, tout en les modifiant, les Statuts municipaux de Marseille...... ...................... | 49 |
| 1258 | » | » | Avant cette époque, la justice était administrée publiquement et gratuitement à Marseille devant l'église des Accoules .............. | 139 |
| 1258 | » | » | Odouard de Bret était viguier à Marseille..... | 26 |
| 1258—59 | | » | Robert de Nayo, jurisconsulte, était viguier à Marseille.............................. | 26 |
| 1258 à la fin du 15e siècle. | » | » | La justice fut administrée à Marseille, pendant cette époque, dans l'hôpital du St.-Esprit.. | 139 |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 1585 | » | » | Honoré de Castillon, sieur du Castelet, était viguier à Marseille | 40 |
| 1585 | » | » | Bernier et Lemière, notaires, étaient secrétaires de la communauté | 235 |
| 1586 | » | » | Dupré, notaire, était secrétaire de la communauté | 235 |
| 1586 | » | » | Antoine de Rolland, sieur de Reauville, était viguier à Marseille | 40 |
| 1587 | » | » | Decazaulx, notaire, était secrétaire de la communauté | 235 |
| 1587 | » | » | Réné du Bousquet, sieur du Buisson, était viguier à Marseille | 40 |
| 1588 | » | » | Decazaulx et Dupré, notaires, étaient secrétaires de la communauté | 235 |
| 1588 | » | » | Rolland de Castellane, sieur de Montmeyan, était viguier à Marseille | 40 |
| 1589 | » | » | Louis-Honoré de Castellane, sieur du Bezaudun, était viguier à Marseille | 40 |
| 1589 | » | » | Antoine de Laurenci était viguier subrogé | 40 |
| 1589 | » | » | Decazaulx et Bodier, notaires, étaient secrétaires de la communauté | 235 |
| 1590 | 8bre | 28. | Les *Dames gouvernantes de l'Hôtel-Dieu* reçoivent, du conseil de ville, le titre de *Dames rectoresses* | 21 |
| 1590 | » | » | Vincent de Forbin, sieur de Labarben, était viguier à Marseille | 40 |
| 1590 | » | » | Bodier et Mittre, notaires, étaient secrétaires de la communauté | 235 |
| 1591 | » | » | Louis-Honoré de Castellane, sieur de Bezaudun, était viguier à Marseille | 40 |
| 1591 | » | » | Mittre, notaire, était secrétaire de la communauté | 235 |
| 1592 | » | » | Delascourt et Blanc, notaires, étaient secrétaires de la communauté | 235 |
| 1592 à 1593 | » | » | Louis d'Aix était viguier à Marseille | 40 |
| 1593 | 7bre | 8. | Reconstruction des anciennes bâtisses de l'Hôtel-Dieu actuel | 21 |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 1605 | » | » | De Bastianne, notaire, était sécrétaire de la communauté | 235 |
| 1605 | » | » | Balthazard de Pontevès, sieur de Ste-Catherine, était viguier à Marseille | 40 |
| 1606 | » | » | Gaspard d'Autric, sieur de Baumette, était viguier à Marseille | 40 |
| 1606 | » | » | Féris, notaire, était secrét. de la communauté | 235 |
| 1607 | » | » | Baldouin, notaire, était secrétaire de la communauté | 235 |
| 1607 | » | » | Jean-Jacques de Villeneuve, sieur de Villevieille, était viguier à Marseille | 40 |
| 1608 | » | » | Jacques de Quiqueran, sieur de Vers, était viguier à Marseille | 40 |
| 1608 et 1609 | » | » | Poette, notaire, était secrétaire de la commun. | 235 |
| 1609 | » | » | Jean de Barras, sieur de Mirabeau, était viguier à Marseille | 40 |
| 1610 | » | » | Arnaud de Villeneuve, baron des Arcs, était viguier à Marseille | 40 |
| 1610 | » | » | Roubaud, notaire, était secrétaire de la communauté | 235 |
| 1611 | » | » | Taxil, notaire, était secrét. de la communauté. | 236 |
| 1611 | » | » | Antoine de Pontevès, sieur de Buous, était viguier à Marseille | 40 |
| 1612 | » | » | Melchior de Forbin, sieur de Janson, était viguier à Marseille | 40 |
| 1612 | » | » | Arnaud, notaire, était secrét. de la commun. | 236 |
| 1613 | » | » | Gaspard de Forbin, sieur de Soliers, était viguier à Marseille | 40 |
| 1613 | » | » | Piquet, notaire, était secrétaire de la commun. | 236 |
| 1614 | » | » | Carlon, notaire, était secrét. de la communauté | 236 |
| 1614 | » | » | Jean de Castellane, sieur de la Verdière, était viguier à Marseille | 40 |
| 1615 | » | » | Boyer, notaire, était secrét. de la communauté | 236 |
| 1615 | » | » | Rolland de Castellane, sieur de Montmeyan, était viguier à Marseille | 41 |
| 1616 | » | » | Madalon de Vintimille, baron de Torves, était viguier à Marseille | 41 |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 1627 | » | » | Gaspard de Forbin, marquis de Janson, était viguier à Marseille .................... | 41 |
| 1627 | » | » | Rivier, notaire, était secrétaire de la commun. | 236 |
| 1628 | » | » | Poncy, notaire, était secrét. de la communauté | 236 |
| 1628 | » | » | Pierre de Vallevoire, sieur de Vallevoire, était viguier à Marseille................ | 41 |
| 1629 | » | » | Verguini, notaire, était secrét. de la commun. | 236 |
| 1629 | » | » | Paul de Marin, sieur de St.-Michel, était viguier à Marseille..................... | 41 |
| 1630 | » | » | Dque. de Mistral, baron de Crose, était viguier à Marseille ......................... | 41 |
| 1630 | » | » | Bernier, notaire, était secrétaire de la commun. | 236 |
| 1631 | » | » | Lobet, notaire, était secrétaire de la commun. | 236 |
| 1631 | » | » | François de Galiens, sieur des Aissarts, était viguier à Marseille .................... | 41 |
| 1632 | » | » | Mille, notaire, était secrét. de la communauté. | 236 |
| 1632 | » | » | Fçois de Rainaud, sieur d'Allen, était viguier à Marseille.......................... | 41 |
| 1633 | » | » | Palamède de Forbin, sieur de Rians, était viguier à Marseille..................... | 41 |
| 1633 | » | » | Prat, notaire, était secrét. de la communauté.. | 236 |
| 1634 | » | » | Gaspard de Forbin, sieur de Labarben, était viguier à Marseille.................... | 41 |
| 1634 et 1635 | » | » | Arnaud, notaire, était secrét. de la commun. | 236 |
| 1635 | » | » | Pompée de Barras, sieur de Mirabeau, était viguier à Marseille.................... | 41 |
| 1636 | » | » | Sixte de Scalis, baron d'Ansouis, était viguier à Marseille.......................... | 41 |
| 1636 | » | » | Sopin, notaire, était secrét. de la communauté | 236 |
| 1637 | » | » | Benoit, notaire, était secrét. de la communauté | 236 |
| 1637 et 1638 | » | » | Jean-Bapt. des Martins, sieur de Puyloubier, était viguier à Marseille................ | 41 |
| 1638 | » | » | Vachier, notaire, était secrét. de la commun. | 236 |
| 1639 | » | » | Jean-Bapt. de Doni, sieur de Gau, était viguier à Marseille.... ...................... | 41 |
| 1639 et 1640 | » | » | Icard et Vachier, notaires, étaient secrétaires de la communauté.................... | 236 |

*Voyez l'errata.*

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 1765 | » | » | Aubin, notaire, était secrétaire de la communauté | 237 |
| 1766 | » | » | Aubert, Jean-Jacques, était secrétaire de la communauté | 237 |
| 1767 à la Révol. franç. | janvier | 1 | Toussaint-Alphonse de Fortia, marquis de Pilles, duc des Beaumes (au comté Venaissin), baron de Peyruis, seigneur de Pieuzin, Auges, Montfort et autres places, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, était capitaine-gouverneur-viguier-commandant de Marseille. *Voyez l'errata.* | |
| 1767 | » | » | Hazard, notaire, était secrétaire de la communauté | 237 |
| 1768 | » | » | Dejean, notaire, était secrétaire de la communauté | 237 |
| 1769 | » | » | Coste, notaire, était secrétaire de la communauté | 237 |
| 1770 | » | » | Sard, notaire, était secrétaire de la communauté | 237 |
| 1771 | » | » | Aubin Bermond, notaire, était secrétaire de la communauté | 237 |
| 1772 | » | » | Solomé, notaire, était secrétaire de la communauté | 237 |
| 1773 | » | » | Hazard, notaire, était secrétaire de la communauté | 237 |
| 1774 | » | » | Laugier le jeune, était secrétaire de la communauté | 237 |
| 1775 | » | » | Pensard, notaire, était secrétaire de la communauté | 237 |
| 1776 | » | » | Boisson, Jacques, notaire, était secrétaire de la communauté | 237 |
| 1777 | » | » | Aubert, Jean-Jacques, notaire, était secrétaire de la communauté | 237 |
| 1778 | » | » | Bérengier, Jean-Baptiste-Augustin, notaire, était secrétaire de la communauté | 237 |
| 1779 | » | » | Dejean, André, notaire, était secrétaire de la communauté | 237 |
| 1780 | » | » | Maurel, Jean-Etienne, notaire, était secrétaire de la communauté | 237 |

# ORDRE ALPHABÉTIQUE

ET

# ANALYTIQUE.

---

## A

# B

# C

# D

# E

# F

## G

# H

# I

# J

# L

# M

# N

## O

# P

# Q



# R

## S

*Le texte du Ier Livre commence à la page* 109

# P

# U

# V

# Z

# ERRATA.

Pag. 21 lig. 28 *au lieu de* 1590, *lisez* 1570.
27 24 *au lieu de* 1300-02— *lisez* 1301 — 02.
28 11 *au lieu de* Raymond de Villeneuve, *lisez* Raymond de Villeneuve, chevalier.
33 29 *au lieu de* Jean Arlatan, *lisez* Jean d'Arlatan.
33 *après la ligne* 29, *ajoutez* Honoré Menani, lieutenant des viguiers.
34 10 *au lieu de* Louis de Boliers, *lisez* Louis de Bolliers.
34 16 *au lieu de* Louis de Boliers, *lisez* Louis de Bolliers.
36 20 *au lieu de* Vesian de Loménie, *lisez* Visian de Loménie.
38 12 *au lieu de* Jean Blacard, *lisez* Jean Blancard.
41 20 *au lieu de* François de Rainaud, sieur d'Allen, *lisez* François de Raynaud, sieur d'Aleins.
42 20 et suiv. *lisez à leur place:*

1660 au 7 oct. 1682. Paul de Fortia, seigneur de Pilles, gouverneur-viguier.

1682 oct. 8 au 24 oct. 1729. Alphonse de Fortia-Forville de Pilles, chevalier de l'ordre militaire du roi, lieutenant pour S.M. en Provence, maréchal-de-camp des armées du Roi, chef d'escadre des galères de S. M., gouverneur et viguier de Marseille.

1729 oct. 25 au 27 oct. 1739. Toussaint de Fortia de Pilles, chevalier de l'ordre militaire de St-Louis, capitaine d'une des galères du roi et capitaine-gouverneur-viguier de Marseille.

1739 oct. 28 au 31 déc. 1766. Alphonse de Fortia, chevalier, marquis de Pilles, baron des Baumes, de Pertuis, Pieuzin, Montfort, Cotechaude, Aubret et autres places, capitaine-gouverneur-viguier de Marseille.

1767 janv. 1er à la révolution. Toussaint-Alphonse de Fortia, marquis de Pilles, duc des Baumes au comté Venaissin, baron de Peyruis, seigneur de Pieuzin, Auge, Montfort et autres places, chevalier de l'ordre royal et militaire de St.-Louis, capitaine-gouverneur-viguier-commandant de Marseille.

Pag. 44 lig. 21 *au lieu de* venaient de l'antiquité, *lisez* venait de l'antiquité.

58 17 *au lieu de* ceux qui s'obligeaient pour la commune, *lisez* ceux qui s'obligeant pour la commune devaient avoir leurs droits maintenus.

90 7 *au lieu de* De instrumentis factis per paganum de puteo ratis habendis, *lisez* De instrumentis factis per paganum perpetuo ratis habendis.

103 14 *au lieu de* et iter, *lisez* et inter.

139 15 *au lieu de* fondé en 1188, *lisez* fondé vers la fin du XIIIe siècle.

140 24 *au lieu de* lieutenant du viguier, *lisez* lieutenant des viguiers.

397 17 *au lieu de* François de Rainaud, sieur d'Allen, *lisez* François de Raynaud, sieur d'Aleins.

411 22 *au lieu de* Amiel Gassoli était viguier à Marseille en 1300, *lisez* Amiel Gassoli, chevalier, était viguier à Marseille en 1300.

411 *entre les lignes* 22 et 23, *intercalez* : Amiel Gassoli était viguier à Marseille................ page 30

---

